

COMPTES PUBLICS

1995-1996

Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1996**

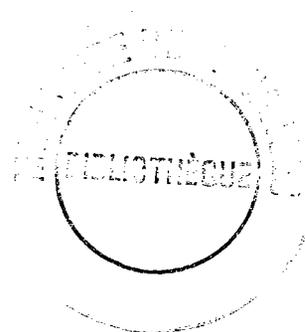
Québec 

5921
75
03
C438
1995/96, 1
Ex. 02
QMF

COMPTES PUBLICS

1995-1996

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1996**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-25838-X (Édition complète)
ISBN 2-550-25832-0 (Volume 1)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1996
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Jean-Louis Roux
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1996.

Le Vice-Premier ministre et ministre
d'État de l'Économie et des Finances,
Bernard Landry

Québec, Décembre 1996

Au Vice-Premier ministre et ministre
d'État de l'Économie et des Finances
Monsieur Bernard Landry
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Vice-Premier ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1996, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
André Fiset, FCA

Québec, Décembre 1996

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1996	
Revenus et dépenses	13
Dette nette	15
Actif et passif	16
Besoins financiers et financement	18
Emploi des crédits	20
Notes complémentaires aux états financiers	22
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	45
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	49
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	1
Sommaire	
Activités de fonctionnement	
Activités d'investissement	
Détail du compte Régimes de retraite	
FINANCEMENT - SECTION	2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	3

N.B.: Les données étant arrondies, les montants inscrits en millions de dollars peuvent varier de 1 million de dollars à la hausse ou à la baisse par rapport à la présentation en milliers de dollars.

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du **gouvernement du Québec** de l'année financière terminée le 31 mars 1996 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux

Le **Volume 1** présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1996, préparés au ministère des Finances selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, apparaissent certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement ainsi que le détail du compte "Régimes de retraite";
- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement;
- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le **Volume 2** présente, le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par ministère, organisme, supercatégorie, catégorie et genre de dépenses en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu;
- Dans la seconde section, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie, sous-catégorie et sous-sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, supercatégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que les Renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs et les bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère;
- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le **Volume 3** présente, les États financiers des fonds spéciaux qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

Le contrôleur des Finances
André Fiset, FCA

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1996

REVENUS ET DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en millions de dollars)

	1996	1995
		(notes 2 et 14)
REVENUS (note 3)		
Impôts sur les revenus et les biens	18 579	17 325
Taxes à la consommation	7 299	6 968
Droits et permis	1 018	936
Revenus divers	1 285	1 507
Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement	1 927	2 181
Revenus autonomes	30 108	28 917
Transferts du gouvernement du Canada	8 146	7 520
Total des revenus	38 254	36 437
DÉPENSES (note 4)		
Missions:		
Sociale	17 738	17 767
Éducative et culturelle	10 797	10 850
Gouvernementale	3 969	3 892
Économique	3 678	3 853
Total des dépenses de programmes	36 182	36 362
Service de la dette	6 038	5 874
Total des dépenses	42 220	42 236
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	3 966	5 799

DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en millions de dollars)

	1996	1995
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	56 186	50 421
Redressements:		
Comptabilisation des pertes probables sur les interventions financières garanties (note 2)	660	579
Comptabilisation des transferts pour les intérêts à payer relatifs aux prêts aux étudiants (note 2)	30	22
SOLDE AU DÉBUT REDRESSÉ	56 876	51 022
Inscription aux crédateurs le 1 ^{er} avril 1994 des dépenses encourues au cours des années antérieures envers la Société de développement de la Baie James pour la construction de la Route du Nord		36
Radiation au 31 mars 1995 du placement en actions dans la Société générale des industries culturelles		19
	56 876	51 077
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (1995: redressé)	3 966	5 799
SOLDE À LA FIN	60 842	56 876

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1996

(en millions de dollars)

	1996	1995
		(note 2)
ACTIF		
Placements temporaires - au coût	1 368	2 205
Débiteurs	4 324	3 550
Intérêts courus sur placements	4	6
	<u>5 696</u>	<u>5 761</u>
Placements-actions, obligations, billets, prêts et avances (note 5):		
Organismes et entreprises du Gouvernement	13 638	13 380
Municipalités et organismes municipaux	35	38
Particuliers, sociétés et autres	237	244
	<u>13 910</u>	<u>13 662</u>
Frais reportés	81	172
Perte de change non réalisée	1 953	3 901
Avances au Fonds de financement (note 11)	6 094	4 938
TOTAL DE L'ACTIF	<u>27 734</u>	<u>28 434</u>
DETTE NETTE	<u>60 842</u>	<u>56 876</u>
	<u>88 576</u>	<u>85 310</u>

Le contrôleur des Finances,

André Fiset, FCA

Le sous-ministre des Finances,

Gilles Godbout

Québec, le 15 novembre 1996 (le 18 décembre 1996 pour la note 13a)

	1996	1995
		(note 2)
PASSIF		
Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 6)	187	180
Compte d'accords de perception fiscale	343	359
Comptes à fin déterminée (note 7)		2
Créditeurs et frais courus	2 791	2 350
Intérêts courus sur emprunts	1 650	1 868
Avances des fonds en fidéicomis	148	261
	<u>5 119</u>	<u>5 020</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties (note 8)	681	660
Provision pour pertes sur placements en actions (note 5)	57	96
Provision pour financer l'assainissement des eaux	115	131
Régimes de retraite (note 9)	23 624	21 997
Emprunts (note 10)	52 886	52 468
Emprunts pour le Fonds de financement (note 11)	6 094	4 938
TOTAL DU PASSIF	<u>88 576</u>	<u>85 310</u>

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 12)

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 MARS 1996 (note 13)

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en millions de dollars)

	1996	1995	(note 2)
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Déficit des opérations budgétaires	3 966		5 799
Éléments n'affectant pas les liquidités:			
Participation dans les résultats des organismes et entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	320	1 143	
Provisions pour moins values	(224)	(167)	
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	(77)	(155)	
Contribution pour financer l'assainissement des eaux	(40)	(43)	
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (note 9c)	(1 054)	(1 060)	
Financement des régimes de retraite (note 9c)	(1 821)	(1 545)	
Amortissement des frais reportés	(412)	(343)	
Amortissement de la perte de change non réalisée	(197)	(416)	(2 586)
Déficit des opérations budgétaires à financer	461		3 213
Régimes de retraite:			
Prestations et autres paiements	1 351	1 290	
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	(177)	(194)	1 096
Comptes à fin déterminée (note 7):			
Paievements et autres débits	360	260	
Rentrées et autres crédits	(358)	(262)	(2)
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement *	1 315		586
Liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement	2 952		4 893
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Placements effectués	91	65	
Placements réalisés	(95)	(82)	
Liquidités provenant des activités d'investissement	(4)	(17)	
Besoins financiers nets	2 948		4 876

* Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main, les dépôts en circulation, les débiteurs, les intérêts courus sur placements et les frais reportés. Les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, le compte d'accords de perception fiscale, les créditeurs et frais courus, les intérêts courus sur emprunts, les avances des fonds en fidéicommis, la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, la provision pour pertes sur placements en actions et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en millions de dollars)

	1996	1995
		(note 2)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts		
Emprunts effectués	5 226	8 655
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	46	(213)
	<u>5 272</u>	<u>8 442</u>
Emprunts remboursés	(3 103)	(2 998)
	<u>2 169</u>	<u>5 444</u>
Variation du Fonds d'amortissement des régimes de retraite:		
Perte (Revenu) du Fonds	(74)	5
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:		
Espèces en banque	16	(42)
Placements temporaires	837	(531)
	<u>853</u>	<u>(573)</u>
FINANCEMENT NET	<u>2 948</u>	<u>4 876</u>
ACTIVITÉS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT		
Avances effectuées	1 187 ⁽¹⁾	828 ⁽¹⁾
Avances réalisées	(25)	(96)
	<u>1 162</u>	<u>732</u>
Emprunts effectués	1 187 ⁽¹⁾	828 ⁽¹⁾
Emprunts remboursés	(25)	(96)
	<u>1 162</u>	<u>732</u>

⁽¹⁾ Incluant des emprunts temporaires remboursés de 65 millions de dollars (des emprunts temporaires effectués de 227 millions de dollars en 1995).

EMPLOI DES CRÉDITS
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en millions de dollars)

Ministères et organismes*	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles	230		215		15	
Affaires municipales	1 354	1	1 318		36	1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	678	2	661	(2) ⁽¹⁾	17	4
Assemblée nationale		72		72		
Conseil du trésor	66		58		8	
Conseil exécutif	49	2	46	2	3	
Culture et Communications	398	16	395	16	3	
Éducation	9 546	133	9 425	94	121	39
Emploi	300	3	294	2	6	1
Environnement et Faune	258		248		10	
Finances (excluant le service de la dette)	161	4	80	4	81	
Industrie, Commerce, Science et Technologie	936		893		43	
Justice	383	75	371	74	12	1
Office des services de garde à l'enfance	244		239		5	
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	308	983	307	961	1	22
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	19	81	18	79	1	2
Programmes de Restructuration, Affaires intergouvernementales canadiennes, Concertation, Développement des régions et Famille	187		177		10	
Régie de l'assurance-maladie du Québec		2 974		2 944		30
Ressources naturelles	390	27	374	27	16	
Revenu	284	64	267	63	17	1
Santé et Services sociaux	8 332	1 920	8 006	1 861	326	59
Sécurité du revenu et Condition féminine	4 427		4 420		7	
Sécurité publique	738	7	730	6	8	1
Tourisme	85		80		5	
Transports	1 930		1 895		35	
Provision pour créances douteuses		263		263		
	31 303	6 627	30 517	6 466	786	161
Service de la dette (ministère des Finances)		6 409		6 038		371
	31 303	13 036 ⁽²⁾	30 517	12 504	786	532
Dépenses (voir notes explicatives)	30 510	13 036	29 755	12 504	755	532
Prêts, placements, avances et autres	793		762		31	
	31 303	13 036 ⁽²⁾	30 517	12 504	786	532

* Selon la structure des ministères et organismes prévalant avant la restructuration du 29 janvier 1996.

(1) Y compris une réduction de 4 millions de dollars suite à l'inscription de la provision pour pertes sur les interventions garanties.

(2) Crédits permanents:

Inclus dans les prévisions budgétaires	12 427	11 895	532
Non inclus dans les prévisions budgétaires	609	609	
	13 036	12 504	532

EMPLOI DES CRÉDITS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements, avances et autres ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment, ne tient pas compte cependant de la diminution des dépenses résultant de la diminution de la provision pour pertes sur placements en actions au montant de 39 millions de dollars. Les crédits relatifs à la provision pour pertes sur placements en actions ne seront pourvus que s'il y a des transferts à cette fin.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1996 démontre qu'aucun excédent de dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus imputables sur ces crédits.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent compte aussi de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis et autres, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus, déduction faite des remboursements et des autres montants déductibles en vertu de la législation pertinente. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont gagnés.

Les revenus découlant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

Certains montants encaissés reliés à des programmes à frais partagés, sans compensation fiscale, et diverses compensations de tiers sont inscrits dans des comptes à fin déterminée au lieu de l'être aux revenus et ce, conformément à la législation.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux de nature «capital», sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les transferts sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont dûment autorisés et lorsque les conditions d'admissibilité sont remplies.

L'ACTIF ET LE PASSIF

L'état de l'actif et du passif du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses placements en actions dans ses organismes et entreprises inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les placements en actions dans les organismes et entreprises du Gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, ces placements sont enregistrés au coût, lequel est ajusté annuellement de la quote-part du Gouvernement dans les résultats de ses organismes et entreprises avec contrepartie aux revenus.

Lorsqu'une participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour pertes sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ils sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement.

Cotisations des participants et des employeurs autonomes

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ) sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, alors que celles des autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du compte «Régimes de retraite». Les employeurs autonomes sont désignés à l'annexe 3.

Participation du Gouvernement à titre d'employeur

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes ainsi que les amortissements du passif actuariel non inscrit, des gains ou pertes actuariels et du coût des modifications aux régimes sont portés aux dépenses avec contrepartie au passif du compte «Régimes de retraite». Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des gains ou pertes actuariels.

Les méthodes d'amortissement utilisées sont les suivantes:

i) Passif actuariel non inscrit et gains ou pertes actuariels

RREGOP et RRAPSC

Les gains ou pertes actuariels relatifs au RREGOP et au Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC) sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le montant du passif actuariel non inscrit et des gains ou pertes actuariels relatif aux années transférées du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) au RREGOP est amorti, à compter de l'année financière 1987-1988, sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

Régimes autres que RREGOP et RRAPSC

Le montant du passif actuariel non inscrit et des gains ou pertes actuariels relatif aux régimes autres que le RREGOP et le RRAPSC est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980 et au prorata des salaires versés aux participants aux régimes ou à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Modifications aux régimes

À compter de l'année financière 1989-1990, le coût des modifications apportées à tout régime au titre des services rendus par les participants au cours des années financières antérieures est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

Prestations et remboursements

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même les fonds du RREGOP, du RREFQ ou à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte et de prime sont inscrits à leur valeur de réalisation qui tient compte annuellement de l'amortissement de l'escompte et de la prime, pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES EMPRUNTS (suite)

À la fin de chacune des années financières, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme gains ou pertes de change non réalisés, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

LES GARANTIES ACCORDÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Les obligations découlant des emprunts et autres interventions financières garantis par le Gouvernement sont comptabilisées au passif à titre de provision pour pertes sur les interventions financières garanties lorsqu'une perte est probable. La variation annuelle de cette provision est portée aux dépenses.

2. MODIFICATIONS COMPTABLES

a) Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

À compter du 1^{er} avril 1995, suite à une modification de la convention comptable, le Gouvernement comptabilise comme passif les pertes probables découlant des interventions financières garanties, lorsque le montant peut être estimé avec suffisamment de précision, alors qu'auparavant le montant des pertes était comptabilisé dans l'année financière alors en cours.

Cette modification à la convention comptable, appliquée rétroactivement, a eu pour effet d'augmenter les postes suivants des états financiers:

	1996	1995
	(en millions de dollars)	
Dettes nettes	660	579
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	681	660
Déficit des opérations budgétaires	21	81

b) Transfert - Intérêts sur les prêts aux étudiants

Auparavant, le transfert dû au titre d'intérêts sur les prêts aux étudiants était comptabilisé en fonction de la date d'échéance du paiement alors que maintenant, il est comptabilisé en fonction des intérêts courus à payer au 31 mars.

Cette modification comptable appliquée rétroactivement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers:

	1996	1995
	(en millions de dollars)	
Dettes nettes	30	22
Créditeurs et frais courus	22	30
Déficit des opérations budgétaires	(8)	8

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

3. REVENUS

a) Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction des montants suivants:

	1996	1995
	(en millions de dollars)	
	(redressé)	
Impôt sur le revenu des particuliers:		
Remboursements d'impôts fonciers	130	168
Allocations d'aide aux familles	620	621
Crédits d'impôt remboursables:		
Taxe de vente	144	185
Hébergement d'un parent	12	11
Frais de garde	158	15
	1 064	1 000
Impôt des sociétés:		
Crédits d'impôt remboursables:		
Pertes autres que perte en capital	79	98
Recherche scientifique et développement expérimental	324	386
Formation de la main-d'oeuvre	57	37
Productions cinématographiques	39	42
Autres	10	9
	509	572
Droits et permis:		
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations	10	30
Contrôle routier	35	35
Travaux sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	132	95
	177	160
	1 750	1 732

b) Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement

Les revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement comprennent une participation dans les résultats de 320 millions de dollars (1 143 millions de dollars en 1995) et des dividendes de 1 607 millions de dollars (1 038 millions de dollars en 1995).

c) Détail des revenus

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4.

4. DÉPENSES

a) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1996, s'élèvent à 1 756 millions de dollars (1 703 millions de dollars en 1995: montant redressé), dont 686 millions de dollars (691 millions de dollars en 1995: montant redressé) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 1 070 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (1 012 millions de dollars en 1995: montant redressé). Ces dépenses en capital et la liste des biens de nature «capital» du Gouvernement pour un montant de 15 720 millions de dollars au 31 mars 1996 (15 346 millions de dollars au 31 mars 1995: montant redressé) ainsi que leurs critères d'inscription apparaissent au volume 2 des Comptes publics.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

4. DÉPENSES (suite)

a) Dépenses en capital (suite)

À compter de l'année financière 1995-1996, les dépenses en capital réalisées par les établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que par certains organismes du Gouvernement pour le développement de systèmes informatiques sont inscrites, par ces entités, comme actif immobilisé et amorties sur leur durée de vie utile. Il en est de même pour les intérêts sur les emprunts temporaires pour le financement d'immobilisations effectués par les établissements des réseaux de l'éducation dont le service de la dette est remboursé par le Gouvernement.

Ces nouvelles pratiques comptables ont eu pour effet que les dépenses de transfert du Gouvernement sont moins élevées de 111 millions de dollars pour l'année financière 1995-1996.

b) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et domaine, par ministère et organisme selon la structure prévalant avant la restructuration du 29 janvier 1996 ainsi que par supercatégorie et catégorie apparaît à l'annexe 5.

5. PLACEMENTS

a) Placements dans les organismes et entreprises du Gouvernement

	1996	1995
	(en millions de dollars)	
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	13 556	13 298
Dotations - au coût	41	41
Obligations et billets - au coût	9	9
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	32	32
	<u>13 638</u>	<u>13 380</u>
Provision pour pertes sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	57	96

b) Échéancier des obligations et billets, prêts et avances

L'échéancier des obligations, des billets, des prêts et avances aux organismes et entreprises du Gouvernement de 41 millions de dollars (41 millions de dollars en 1995), aux municipalités et organismes municipaux de 35 millions de dollars (38 millions de dollars en 1995) et aux particuliers, sociétés et autres, de 223 millions de dollars (230 millions de dollars en 1995), excluant un montant de 44 millions de dollars (46 millions de dollars en 1995) dont les échéances ne sont pas déterminées, se résume comme suit:

Années d'échéance	1996	1995
	(en millions de dollars)	
1996		34
1997	19	26
1998	18	27
1999	32	41
2000	28	37
2001	28	25
	<u>125</u>	<u>190</u>
2002 et plus	130	73
	<u>255</u>	<u>263</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

6. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE, ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	1996	1995
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	538	346
Moins:		
Espèces en banque	106	122
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	245	44
	351	166
	187	180

7. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Le Gouvernement a autorisé la formation de comptes à fin déterminée conformément à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) qui stipule que des sommes reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente prévoyant l'affectation à une fin spécifique soient déposées dans de tels comptes. Ainsi, certains transferts du gouvernement du Canada afférents à des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement et d'autres sommes provenant des ventes de biens et services sont inscrits dans ces comptes au lieu de l'être aux revenus. Les déboursés imputables sur ces comptes sont inscrits jusqu'à concurrence des sommes déterminées par le Gouvernement.

Il en résulte, aux activités de fonctionnement, un excédent de 2 millions de dollars des paiements et autres débits de 360 millions de dollars sur les rentrées et autres crédits de 358 millions de dollars; comparativement à l'année financière 1994-1995, un excédent de 2 millions de dollars des rentrées et autres crédits de 262 millions de dollars sur les paiements et autres débits de 260 millions de dollars.

8. PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

La provision pour pertes sur les interventions financières garanties se répartit comme suit:

	1996	1995
	(en millions de dollars)	
Prêts aux étudiants	159	142
Société de développement industriel du Québec	466	464
Autres	56	54
	681	660

9. RÉGIMES DE RETRAITE

a) Les régimes de retraite

Les participants aux régimes de retraite gouvernementaux sont les membres de l'Assemblée nationale, les juges de la Cour du Québec et les employés des secteurs public et parapublic:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

9. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

a) Les régimes de retraite (suite)

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 1995	Nombre de prestataires au 31 décembre 1995
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	490 000	56 559
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	25 300 *	33 099
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	11 000 *	23 800
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRSQ)	4 500	2 329
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 875	378
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	350	11
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCO)	300	255
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	122	252
	<u>534 447</u>	<u>116 683</u>

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

b) Passif

	1996	1995
	(en millions de dollars)	
Passif inscrit		
RREGOP et RREFQ	18 968	16 997
Autres régimes	10 259	9 379
	<u>29 227</u>	<u>26 376</u>
Participation inscrite d'avance (note 9d)	(4 680)	(3 530)
	<u>24 547</u>	<u>22 846</u>
Passif net inscrit		
Fonds d'amortissement des régimes de retraite - valeur comptable (note 9e)	(923)	(849)
	<u>23 624</u>	<u>21 997</u>

Pour le RREGOP et le RREFQ, le passif inscrit correspond à l'obligation du Gouvernement à titre d'employeur tandis que, pour les autres régimes, il correspond aux obligations du Gouvernement envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. Les cotisations des participants et des employeurs autonomes au RREGOP et au RREFQ versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec totalisent 19 291 millions de dollars au 31 décembre 1995 à la valeur marchande (15 859 millions de dollars au 31 décembre 1994), telles qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

9. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

c) Dépense annuelle

Le tableau suivant présente la participation du Gouvernement à titre d'employeur et la part relative au financement des régimes:

	1996	1995
	(en millions de dollars)	
• Participation du Gouvernement à titre d'employeur		
Coût annuel des prestations constituées	694	672
Amortissement du passif actuariel non inscrit des (gains) ou pertes actuariels	809 (479)	713 (355)
du coût des modifications aux régimes	30	30
	1 054	1 060
• Financement des régimes – intérêts imputés au service de la dette	1 821	1 545
Total	2 875	2 605

d) Participation inscrite d'avance

Pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles, la CARRA détermine pour chacun des régimes de retraite les obligations du Gouvernement aux fins de leur financement. Ces obligations sont déterminées selon des hypothèses économiques à long terme différentes de celles adoptées par le Gouvernement et selon la méthode actuarielle de répartition globale des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif, pour le RREGOP et le RRAPSC.

La participation inscrite d'avance représente l'écart entre le passif inscrit selon les hypothèses et les méthodes actuarielles utilisées aux fins du financement par la CARRA et le passif net inscrit selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement et la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, telles qu'elles sont recommandées par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Le tableau suivant présente l'évolution de la participation inscrite d'avance:

	1996		1995	
	Passif inscrit	- Passif net inscrit	= Parti-cipation inscrite d'avance	Parti-cipation inscrite d'avance
	(en millions de dollars)			
Solde au début	26 376	22 846	3 530	2 665
Coût annuel des prestations constituées	711	694	17	114
Amortissement du passif actuariel non inscrit, des (gains) ou pertes actuariels et du coût des modifications aux régimes	1 212	360	852	558
Intérêts	2 102	1 821	281	193
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	177	177		
Prestations et autres paiements	(1 351)	(1 351)		
Solde à la fin	29 227	24 547	4 680	3 530

9. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

e) Fonds d'amortissement des régimes de retraite

En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6, section VII.1), le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au compte «Régimes de retraite», pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite.

Au cours de l'année financière 1995-1996, le ministre n'a pas effectué de tels placements au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Cependant, au 31 mars 1996, un revenu de 74 millions de dollars a été imputé au fonds d'amortissement et est inclus dans les activités de financement à l'état «Besoins financiers et financement».

f) Obligations actuarielles

Les estimations des obligations actuarielles du Gouvernement envers les régimes en comparaison du passif net inscrit s'établissent comme suit:

	Obligations actuarielles au 31 décembre 1995	Passif net inscrit au 31 mars 1996	Obligations actuarielles au 31 décembre 1994	Passif net inscrit au 31 mars 1995
	(en millions de dollars)			
	(redressé)*			
RREGOP				
- service régulier	11 285	14 178	10 322	13 253
- service transféré	2 151	460	2 068	396
RRE et RRCE	13 621	6 595	13 193	6 138
RRF	5 133	1 350	5 055	1 262
Autres	2 851	1 964	2 655	1 797
	35 041	24 547	33 293 ⁽¹⁾	22 846

* Les chiffres des obligations au 31 décembre 1994 ont été redressés principalement d'un montant de 1 007 millions de dollars pour tenir compte des modifications au RREGOP entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1996; lequel montant sera amorti à compter de 1996-1997.

⁽¹⁾ Voir note 13a - Événements postérieurs au 31 mars 1996.

Les évaluations et les estimations actuarielles sont préparées par la CARRA selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services. Les évaluations actuarielles sont préparées tous les trois ans à partir des hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Ces estimations des obligations actuarielles ont été produites et émises en septembre 1996.

Les estimations au 31 décembre 1995 ont été établies à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 1990 pour le RRCE, le RRSQ, le RRAPSC, au 31 décembre 1991 pour le RRMAN et le RRJQ, au 31 décembre 1993 pour le RREGOP, le RRE et le RRF et au 31 décembre 1994 pour le RREFQ.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1^{er} juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3 % du taux d'inflation à long terme.

Les évaluations actuarielles ont été établies en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique suivantes:

Rendement nominal à long terme, net d'inflation	4,30%
Taux d'inflation à long terme	3,00%

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

10. EMPRUNTS

Emprunts du gouvernement du Québec

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies	1996		1995	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)	34 922	34 922	32 641	32 641
En monnaies étrangères ⁽¹⁾ :				
États-Unis (\$US)	7 364	10 038	7 566	10 584
Japon (¥)	347 804	4 434	341 699	5 508
Suisse (FS)	2 130	2 442	2 139	2 642
Allemagne (DM)	1 743	1 610	1 405	1 428
France (FF)	2 000	541	2 000	582
Grande-Bretagne (£)	50	104	50	113
		54 091		53 498
Moins: Fonds d'amortissement		1 205 ⁽²⁾		1 030 ⁽²⁾
Total		52 886		52 468

⁽¹⁾ Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

⁽²⁾ Excluant 5 millions de dollars (3 millions de dollars en 1995) afférents aux emprunts pour le Fonds de financement.

Années d'échéance	1996	1995
	(en millions de dollars)	
1996		8 054
1997	8 755	3 627
1998	4 665	4 248
1999	4 168	3 741
2000	5 175	5 079
2001	4 491	3 565
	27 254	28 314
2002 et plus	25 632	24 154
	52 886	52 468

Instruments financiers

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations, de rembourser les emprunts venant à échéance et de maintenir les liquidités au niveau désiré, le Gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

Pour gérer les mouvements des taux d'intérêt et de change sur ces marchés, le Gouvernement utilise des instruments financiers, notamment les contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt et les contrats de change à terme.

11. FONDS DE FINANCEMENT

Des emprunts ont été réalisés pour le Fonds de financement, fonds spécial qui regroupe les emprunts des établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que ceux de certains organismes, entreprises et fonds du Gouvernement. En contrepartie de ces emprunts, des avances sont inscrites à l'état de l'actif aux mêmes conditions que les emprunts pour le Fonds de financement, lesquels sont présentés conformément aux conventions comptables en vigueur pour les emprunts. En tenant compte des contrats d'échange de devises, ces emprunts et avances ainsi que l'échéancier s'y rattachant sont présentés ci-après:

	1996		1995	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)				
Emprunts temporaires	209	209	275	275
Billets de trésorerie	53	53		
Obligations et billets négociables	5 598	5 598	4 346	4 346
En monnaie étrangère ⁽¹⁾				
États-Unis (\$US)				
Billets de trésorerie			54	75
Obligations et billets négociables	175	239	175	245
		6 099		4 941
Moins: Fonds d'amortissement		5		3
Total		6 094		4 938

(1) Les unités monétaires en monnaie étrangère sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Années d'échéance	1996	1995
	(en millions de dollars)	
1996		352
1997	416	154
1998	902	823
1999	115	87
2000	1 119	993
2001	631	142
	3 183	2 551
2002 et plus	2 911	2 387
	6 094	4 938

De plus, les dépenses du service de la dette et les intérêts courus sur emprunts ont été diminués en contrepartie des intérêts sur avances au Fonds de financement pour un montant de 429 millions de dollars (366 millions de dollars en 1995) et 162 millions de dollars (149 millions de dollars en 1995) respectivement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

12. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) Les engagements pour des transferts à des organismes sans but lucratif et entreprises, organismes et entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux, pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour leurs autres dépenses en capital ainsi que certains autres engagements, sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 19 425 millions de dollars au 31 mars 1996 (18 779 millions de dollars au 31 mars 1995). De plus, le Gouvernement a autorisé les ministres responsables à verser des sommes aux organismes et entreprises du Gouvernement pour suppléer, s'il y a lieu, à l'inexécution de leurs obligations envers le Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total de 1 782 millions de dollars au 31 mars 1996 (1 484 millions de dollars au 31 mars 1995).
- b) Les interventions financières garanties nettes s'élevaient à 43 222 millions de dollars au 31 mars 1996 (43 681 millions de dollars au 31 mars 1995: montant redressé) dont 37 672 millions de dollars au 31 mars 1996 (37 912 millions de dollars au 31 mars 1995) se rapportent aux garanties d'emprunts d'Hydro-Québec. Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à l'annexe 7.
- c) Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes, des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans et une revendication pour le financement des coûts d'inspection encourus par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Les autres causes, qui impliquent des montants de 360 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier seront imputés aux dépenses dans l'année financière du règlement de ces réclamations.

13. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 MARS 1996

- a) Modification de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

À la suite des négociations avec les associations de cadres du Gouvernement les plus représentatives, celles-ci ont accepté que la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) soit modifiée pour y inclure des dispositions pour les employés de niveau non syndicable. Une loi a été sanctionnée en décembre 1996 à cet effet.

Ces nouvelles dispositions doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et elles viennent confirmer que, la valeur des obligations totales du Gouvernement envers le RREGOP, pour les employés de niveau non syndicable, continue d'être inscrite à ses états financiers jusqu'au 31 mars 1997, comme étant l'excédent de la valeur des obligations totales de ce régime pour ces employés sur le fonds des cotisations de ces employés à la Caisse de dépôt et placement du Québec. À ses états financiers ultérieurs au 31 mars 1997, la valeur des obligations totales du Gouvernement à l'égard de ce régime pour ces employés sera établie en tenant compte de l'article 130 de la Loi sur le RREGOP à partir des données arrêtées au 31 décembre 1996 et, lorsqu'elles seront disponibles, des évaluations actuarielles subséquentes.

La contribution du Gouvernement à titre du service courant à l'égard de ce régime pour ces employés continue également, jusqu'au 31 décembre 1996, d'être inscrite annuellement à ses états financiers comme étant l'excédent de la cotisation totale qui y est requise sur les cotisations versées par ces employés. À compter du 1^{er} janvier 1997 et ce, pour les années financières 1997-1998 et suivantes, cette contribution sera inscrite en tenant compte de l'article 130 de cette loi.

Si cette modification, à l'égard de ce régime pour ces employés, avait été prise en compte, au 31 décembre 1995, elle aurait eu pour effet d'augmenter l'estimation des obligations actuarielles du Gouvernement d'environ 896 millions de dollars.

- b) Comptabilisation des dépenses exceptionnelles reliées à la reconstruction dans les régions sinistrées

À la suite des pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans certaines régions du Québec, les coûts reliés à la reconstruction seront assumés par un fonds spécial. À cette fin, le gouvernement fédéral a déjà annoncé qu'il participerait au financement de ces dépenses dans le cadre des programmes d'aide financière en cas de catastrophe. En vertu de ce programme, la contribution fédérale est modulée en fonction

13. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 MARS 1996 (suite)**b) Comptabilisation des dépenses exceptionnelles reliées à la reconstruction dans les régions sinistrées (suite)**

de l'ampleur des dépenses encourues et atteint progressivement, au-delà d'un niveau de dépenses de 35 millions de dollars, 90 % des dépenses admissibles. À la date de préparation des états financiers, le Gouvernement n'avait pas terminé l'évaluation du montant des dépenses qu'il devra assumer relativement à la reconstruction des régions sinistrées.

14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1995 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1996.

Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles Bureau de révision en immigration Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration	Industrie, Commerce, Science et Technologie Conseil de la science et de la technologie * Société de développement industriel du Québec
Affaires municipales Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec Commission municipale du Québec Régie de la sécurité dans les sports du Québec Régie du logement	Justice Commission d'accès à l'information Commission de protection des droits de la jeunesse ⁽¹⁾ Commission des droits de la personne ⁽¹⁾ Office de la protection du consommateur Tribunal des droits de la personne
Agriculture, Pêcheries et Alimentation Commission de protection du territoire agricole du Québec * Régie des assurances agricoles du Québec Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec * Société de financement agricole - Financement agricole Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole	Office des services de garde à l'enfance Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique * Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances Commission de la fonction publique Office des ressources humaines
Assemblée nationale	Personnes désignées par l'Assemblée nationale Directeur général des élections - Commission de la représentation Protecteur du citoyen Vérificateur général
Conseil du trésor	
Conseil exécutif	Programmes de Restructuration, Affaires intergouvernementales canadiennes, Concertation, Développement des régions et Famille Conseil de la famille
Culture et Communications Commission de toponymie Commission des biens culturels du Québec Conseil de la langue française Office de la langue française Régie des télécommunications Régie du cinéma	* Régie de l'assurance-maladie du Québec
Éducation Commission consultative de l'enseignement privé Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Conseil supérieur de l'éducation	Ressources naturelles Régie du gaz naturel * Société de financement agricole - Financement forestier
Emploi Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre Conseil des services essentiels Régie du bâtiment du Québec	Revenu
Environnement et Faune Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Conseil de la conservation et de l'environnement	Santé et Services sociaux Conseil de la santé et du bien-être Conseil des aînés Conseil médical du Québec Office des personnes handicapées du Québec
Finances Commission des valeurs mobilières du Québec Inspecteur général des institutions financières * Régie de l'assurance-dépôts du Québec	Sécurité du revenu et Condition féminine Conseil du statut de la femme
	Sécurité publique Comité de déontologie policière Commission québécoise des libérations conditionnelles Régie des alcools, des courses et des jeux
	Tourisme
	Transports Commission des transports du Québec

* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.

⁽¹⁾ À compter du 29 novembre 1995, ces deux commissions ont été regroupées sous la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

**ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À
CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL**

Agence métropolitaine de transport
Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de valorisation de la biomasse
Commission d'appel en matière de lésions
professionnelles
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de reconnaissance des associations
d'artistes
Commission des affaires sociales
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conseil des assurances de dommages
Conseil des assurances de personnes
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région
de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et
forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et
l'aide à la recherche
Institut de police du Québec
Institut de recherche et d'information sur
la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs
et piégeurs criss
Parc technologique du Québec métropolitain
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société de développement des entreprises
culturelles
Société de développement industriel du Québec
Société de financement agricole
Société de la Place des Arts de Montréal
Société d'habitation du Québec
Société d'investissement Jeunesse
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de
Bécancour
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-
Hauterive
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière -
Appalaches
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de développement de la
main-d'oeuvre
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

**ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À
CAPITAL-ACTIONS**

Leur énumération est présentée à l'annexe 6 des
notes complémentaires.

**FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES
ORGANISMES DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de
retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du
travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes
incarcérées
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés
agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
de collèges d'enseignement général et
professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
d'organismes de santé et de services sociaux
du Québec
Fonds de développement international
Fonds de financement
Fonds de la formation à distance
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à
l'étranger
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de l'industrie des courses de chevaux
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des contributions des automobilistes au
transport en commun
Fonds des pensions alimentaires
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de santé
Fonds des services gouvernementaux
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds en fidéicomis
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre
Fonds spécial olympique

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI DOIVENT VERSER LEURS COTISATIONS
À TITRE D'EMPLOYEUR AU RÉGIME DE RETRAITE

ANNEXE 3

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
 Centre de recherche industrielle du Québec
 Centre québécois de valorisation de la biomasse
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des affaires sociales
 Commission des services juridiques
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs criss
 Radio-Québec
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie des installations olympiques
 Société de développement des entreprises culturelles
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société d'habitation du Québec
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société québécoise d'information juridique

ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Loto-Québec
 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)
 Société des alcools du Québec
 Société des établissements de plein air du Québec
 Société des traversiers du Québec
 Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
 Société immobilière du Québec
 Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)
 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission des normes du travail
 Curateur public (Le)
 Régie des rentes du Québec
 Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
 Fonds de développement international
 Fonds de financement
 Fonds de la formation à distance
 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds des registres du ministère de la Justice
 Fonds des services gouvernementaux
 Fonds d'information géographique et foncière
 Fonds du Bureau de la statistique du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1996

(en millions de dollars)

	1996	1995
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	12 367	11 903
Cotisations au Fonds des services de santé	3 694	3 299
Impôts des sociétés	2 518	2 124
Autres		(1)
	<u>18 579</u>	<u>17 325</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	5 617	5 432
Carburants	1 407	1 340
Tabac	265	181
Pari mutuel	10	15
	<u>7 299</u>	<u>6 968</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	482	500
Boissons alcooliques	126	118
Ressources naturelles	236	157
Autres	174	161
	<u>1 018</u>	<u>936</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	569	559
Intérêts	268	235
Amendes, confiscations et recouvrements	448	713
	<u>1 285</u>	<u>1 507</u>
Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	351	326
Loto-Québec	806	688
Hydro-Québec	422	920
Autres	348	247
	<u>1 927</u>	<u>2 181</u>
Total des revenus autonomes	<u>30 108</u>	<u>28 917</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	4 321	3 543
Contributions aux programmes de bien-être	2 031	2 092
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 689	1 880
Autres programmes	105	5
	<u>8 146</u>	<u>7 520</u>
Total des transferts du gouvernement du Canada	<u>8 146</u>	<u>7 520</u>
Total des revenus	<u>38 254</u>	<u>36 437</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES PAR MISSION ET DOMAINE,
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME ET PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1996
 (en millions de dollars)

	1996	1995
		(notes 2 et 14)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Régimes de sécurité du revenu	4 399	4 351
Habitation	289	341
Santé et services sociaux	12 811	12 863
Services de garde à l'enfance	239	212
	<u>17 738</u>	<u>17 767</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	10 240	10 283
Culture et langue française	410	417
Immigration	97	95
Loisirs et sports	50	55
	<u>10 797</u>	<u>10 850</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE		
Fonctions étatiques	952	940
Gestion administrative centrale	1 416	1 352
Protection de la personne et de la propriété	839	850
Protection de l'environnement et de la faune	762	750
	<u>3 969</u>	<u>3 892</u>
MISSION ÉCONOMIQUE		
Gestion des ressources	1 016	1 049
Développement économique	797	837
Formation de la main-d'oeuvre	399	407
Transports	1 466	1 560
	<u>3 678</u>	<u>3 853</u>
MISSION DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT		
Dettes du Gouvernement	6 038	5 874
TOTAL DES DÉPENSES	<u>42 220</u>	<u>42 236</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES PAR MISSION ET DOMAINE,
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME ET PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1996
 (en millions de dollars)

ANNEXE 5 (suite)

	1996	1995
	(note 4b)	(notes 2 et 14)
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME		
Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles	214	212
Affaires municipales	1 294	1 315
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	651	653
Assemblée nationale	72	73
Conseil du trésor	58	65
Conseil exécutif	48	49
Culture et Communications	410	418
Éducation	9 316	9 453
Emploi	291	297
Environnement et Faune	247	261
Finances (excluant le service de la dette)	84	91
Industrie, Commerce, Science et Technologie	430	454
Justice	445	485
Office des services de garde à l'enfance	239	211
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	1 268	1 178
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	97	83
Programmes de Restructuration, Affaires inter-gouvernementales canadiennes, Concertation, Développement des régions et Famille	157	171
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 944	2 896
Ressources naturelles	365	396
Revenu	330	320
Santé et Services sociaux	9 867	9 967
Sécurité du revenu et Condition féminine	4 420	4 358
Sécurité publique	736	736
Tourisme	80	84
Transports	1 895	1 969
Sous-total	35 958	36 195
Provisions pour moins values:		
Créances douteuses	263	201
Pertes sur placements en actions	(39)	(34)
	224	167
Total des dépenses de programmes	36 182	36 362
Service de la dette (ministère des Finances)	6 038	5 874
TOTAL DES DÉPENSES	42 220	42 236

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES PAR MISSION ET DOMAINE,
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME ET PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1996
 (en millions de dollars)

ANNEXE 5 (suite)

	1996	1995
PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE		
Transferts:		
Rémunération	17 004	16 659
Fonctionnement	3 026	3 588
Capital	1 070	1 012
Intérêt	1 515	1 465
Support	8 158	8 033
Total des transferts	30 773	30 757
Rémunération	2 973	3 087
Fonctionnement	1 496	1 557
Capital	639	639
Créances douteuses et autres provisions	301	322
Total des dépenses de programmes	36 182	36 362
Service de la dette		
Opérations	5 991	5 822
Capital	47	52
	6 038	5 874
TOTAL DES DÉPENSES	42 220	42 236

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
ET PROVISION POUR PERTES SUR CES PLACEMENTS
 Année financière terminée le 31 mars 1996
 (en millions de dollars)

ANNEXE 6

	Au 31 mars 1995			Participation dans les résultats 1995-1996 ⁽⁴⁾	Au 31 mars 1996	
	Valeur de consolidation modifiée	Provision pour pertes	Placements réalisés 1995-1996		Valeur de consolidation modifiée	Provision pour pertes
Hydro-Québec	11 802			422 ⁽²⁻³⁾	12 224	
Loto-Québec	10			36 ⁽¹⁾	46	
Sibbec		85		45 ⁽²⁾		40
Société de développement de la Baie James	2			1 ⁽²⁾	3	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)	247		(37)	17	227	
Société des alcools du Québec	33			1 ⁽¹⁾	34	
Société des établissements de plein air du Québec		9		(4) ⁽²⁾		13
Société des traversiers du Québec		2		(2)		4
Société générale de financement du Québec (SGF)	702			(152) ⁽¹⁻²⁾	550	
Société immobilière du Québec	94			(14)	80	
Société nationale de l'amiante	3			(3)		
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	66			6	72	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	85			11	96	
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	252		(25)	(5)	222	
Autres (*)	2				2	
Total	13 298	96	(62)	359	13 556	57

(*) Entreprises (Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud et Société québécoise des transports) dont la valeur de consolidation modifiée est inférieure à 2 millions de dollars.

(1) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de Loto-Québec (770 millions de dollars), de la Société des alcools du Québec (350 millions de dollars) et de la Société générale de financement du Québec (487 millions de dollars).

(2) Ces résultats proviennent d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1995, à l'exception de ceux de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mai 1995, auxquels on a ajusté les résultats intérimaires non vérifiés du 1^{er} janvier au 31 mars 1996 (1^{er} juin 1995 au 31 mars 1996 pour la Société des établissements de plein air du Québec).

(3) La participation dans les résultats a été diminuée de 144 millions de dollars pour tenir compte des frais de garantie d'emprunts de l'année civile 1996 comptabilisés comme revenus du Gouvernement au cours de l'année financière 1995-1996 (144 millions de dollars en 1994-1995).

(4) La participation dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1996 se détaille comme suit:

(en millions de dollars)

Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement	1 927
Moins:	
Dividendes déclarés	1 607
Participation dans les résultats 1995-1996 qui affecte la valeur de consolidation modifiée	320
Plus:	
Diminution de la provision pour pertes sur placements en actions	39
Participation dans les résultats 1995-1996	359

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

ANNEXE 7

(en millions de dollars)

ENGAGEMENTS

	1996	1995
TRANSFERTS		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	5 766	5 584
Établissements de santé et de services sociaux	2 962	2 592
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 226	1 246
Assainissement des eaux	3 771	3 626
Infrastructures	51	
Organismes et entreprises du Gouvernement et divers autres organismes	342	346
Pour autres dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 405	1 305
Établissements de santé et de services sociaux	1 357	1 538
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	444	358
Assainissement des eaux	883	989
Infrastructures	359	383
Organismes et entreprises du Gouvernement et divers autres organismes	295	247
AUTRES ENGAGEMENTS (y compris des engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	564	565
	<u>19 425 *</u>	<u>18 779 *</u>

* Les engagements en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(en millions de dollars)

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

	1996	1995 ⁽²⁾
GARANTIES D'EMPRUNTS		
Organismes et entreprises du Gouvernement		
Hydro-Québec	37 672	37 912
Sidbec	79	211
Société de développement industriel du Québec	144	406
Société immobilière du Québec	361	455
Société québécoise d'assainissement des eaux	263	414
Autres	69	136
	<u>38 588 ^{(1)*}</u>	<u>39 534 ^{(1)*}</u>
Particuliers et sociétés		
Prêts aux étudiants	2 745	2 447
Prêts aux pêcheurs	52	54
Prêts aux travailleurs	31	23
Autres	67	51
	<u>2 895 ^{(1)*}</u>	<u>2 575 ^{(1)*}</u>
CAUTIONNEMENTS		
Société de développement industriel	768	592
Société d'habitation du Québec	471	388
Autres	35	32
	<u>1 274</u>	<u>1 012</u>
Total des garanties d'emprunts et des cautionnements	<u>42 757</u>	<u>43 121</u>
ACTIFS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT		
Société de développement industriel du Québec	1 301	1 436
Total des garanties d'emprunts, des cautionnements et des actifs garantis par le Gouvernement	<u>44 058</u>	<u>44 557</u>
Moins: provisions		
Pour pertes sur les interventions financières garanties	681	660
Pour pertes sur placements en actions	40	85
Pour financer l'assainissement des eaux	115	131
Total des provisions	<u>836</u>	<u>876</u>
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	<u>43 222</u>	<u>43 681</u>

* Les garantis d'emprunts en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(1) Principal des emprunts.

(2) Les interventions financières garanties sont présentées au brut, sur la base des montants autorisés par les programmes gouvernementaux, desquelles sont déduites les provisions présentées séparément pour en arriver aux interventions financières garanties nettes. Des redressements ont été effectués à la présentation de 1995 afin de la rendre conforme à celle adoptée en 1996.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

À l'Assemblée nationale,

Ces états financiers ne rendent compte que des opérations financières du Fonds consolidé du revenu et du Fonds des services de santé, sans inclure les autres activités financières importantes du gouvernement. En conséquence, les lecteurs des présents états financiers du gouvernement du Québec ne doivent pas les utiliser pour comprendre et évaluer l'ensemble de sa gestion financière.

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1996:

- revenus et dépenses;
- dette nette;
- actif et passif;
- besoins financiers et financement;
- emploi des crédits.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe au ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des organismes du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément aux conventions comptables sur les régimes de retraite énoncées à la note complémentaire 1, le gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP - service régulier et il fournit à la note complémentaire 9f) les estimations de ses obligations actuarielles. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et qu'elles devraient être comptabilisées à ce titre. De plus, conformément à ces mêmes conventions comptables, le gouvernement amortit depuis 1989-1990 les coûts des modifications apportées aux régimes de retraite sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP, et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives. À mon avis, ces coûts de 200 millions de dollars en 1990-1991 et de 340 millions de dollars en 1991-1992 auraient dû être portés aux dépenses et au déficit des opérations budgétaires des années financières au cours desquelles ces modifications ont eu lieu, ainsi que ceux de 1 074 millions de dollars en 1995-1996, au cours de cette même année. Au 31 mars 1996, le passif relatif aux régimes de retraite et la dette nette sont sous-évalués de 10 494 millions de dollars (31 mars 1995: 9 390 millions de dollars). Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement et de ne pas comptabiliser les coûts des modifications dans les années financières au cours desquelles elles ont lieu a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1996 sont sous-évalués de 1 270 millions de dollars (193 millions de dollars en 1995).

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation non appropriée des obligations des régimes de retraite et des coûts des modifications qui leur sont apportées, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1996 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note complémentaire 1. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., c. V-5.01), je déclare que, à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement apporté à la comptabilisation des pertes sur les interventions financières garanties mentionné à la note complémentaire 2, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits représente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés, selon les notes explicatives fournies à cet état.

Dans mon rapport du vérificateur sur les états financiers du gouvernement pour l'année financière terminée le 31 mars 1995, j'ai formulé une restriction selon laquelle le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1995 était sous-évalué de 507 millions de dollars en raison de la comptabilisation pour les placements en actions dans les entreprises et organismes du gouvernement, de résultats couvrant une période de quinze mois au lieu d'une période de douze mois équivalant à l'année financière du gouvernement.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport contiennent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 15 novembre 1996 (le 18 décembre 1996 pour la note 13a)

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1996**

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1996**

La section qui précède présente les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du Vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le Vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, la restriction qu'il a formulée ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici comportent des commentaires et des explications additionnelles quant à la restriction formulée dans ce rapport ainsi qu'en ce qui a trait à la comptabilisation de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, à la comptabilisation des résultats des entreprises et organismes dans lesquels le gouvernement détient un placement en actions, à la préparation d'états financiers consolidés et à la publication des états financiers.

A. RÉGIMES DE RETRAITE

Les conventions comptables sur les régimes de retraite et leur application font l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement, puisqu'elles ne conviennent pas à une présentation fidèle du passif et de la dette nette au 31 mars 1996 ainsi que des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La participation du gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite et les intérêts pour leur financement devraient être comptabilisés d'une façon telle que la totalité du passif et des dépenses annuelles du gouvernement soit présentée dans les états financiers.

L'écart entre les obligations du gouvernement selon les estimations actuarielles et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite, indiqués à la note complémentaire 9f), représente la sous-évaluation du passif net inscrit et il se détaille comme suit:

Régime de retraite	Obligations actuarielles	Passif net inscrit *	Écart	Obligations actuarielles	Passif net inscrit *	Écart
(en millions \$)	31 déc. 1995	31 mars 1996		31 déc. 1994	31 mars 1995	
RREGOP						
- service régulier	11 285	14 178	(2 893)	9 424	13 253	(3 829)
Autres	23 756	10 369	13 387	22 812	9 593	13 219
	<u>35 041***</u>	<u>24 547</u>	<u>10 494</u>	<u>32 236**</u>	<u>22 846</u>	<u>9 390</u>

* Ces montants sont présentés nets de la participation inscrite d'avance de 4 680 millions de dollars (31 mars 1995: 3 530 millions de dollars) et avant de soustraire le fonds d'amortissement des régimes de retraite de 923 millions de dollars (31 mars 1995: 849 millions de dollars).

** La note complémentaire 9f) indique des obligations au 31 décembre 1994 de 33 293 millions de dollars; la différence de 1 057 millions de dollars entre ce montant et celui de 32 236 millions de dollars présenté ici résulte principalement des modifications au RREGOP entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1996 et dont les coûts seront amortis à compter de 1996-1997.

*** Les modifications apportées à la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics relativement aux employés de niveau non syndicable entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1997 comme l'indique la note complémentaire 13a). Si elles avaient été prises en compte au 31 décembre 1995, elles auraient eu pour effet d'augmenter d'environ 896 millions de dollars l'estimation des obligations du gouvernement à cette date.

a) Passif non inscrit

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP - service régulier est amorti sur une période de 50 ans se terminant en 2028-2029. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est ni réaliste ni appropriée puisqu'elle ne permet pas, actuellement, une diminution progressive du passif non inscrit pour ces régimes.

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

Le Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut canadien des comptables agréés a émis, en novembre 1988, des recommandations au sujet de la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers du gouvernement. Ces recommandations portent notamment sur le traitement comptable à accorder au montant initial non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Conseil recommande d'inclure immédiatement, dans l'état de la situation financière, cette dette non comptabilisée.

b) Modifications apportées aux régimes de retraite

Selon la convention comptable énoncée à la note complémentaire 1, les coûts des modifications apportées aux régimes de retraite (200 millions de dollars en 1990-1991, 340 millions de dollars en 1991-1992 et 1 074 millions de dollars en 1995-1996) sont amortis sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP, et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

La méthode utilisée par le gouvernement pour porter les coûts des modifications à ses dépenses et à son passif n'est pas appropriée. En effet, le CCVSP recommande de comptabiliser les coûts des modifications apportées aux régimes de retraite dans les années financières au cours desquelles elles ont lieu afin de reconnaître immédiatement le coût des décisions du gouvernement.

c) Incidences sur les états financiers

Les incidences des deux éléments ci-dessus sur le passif net inscrit et la dette nette au 31 mars 1996 ainsi que sur les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date se détaillent comme suit:

	Dette nette	Déficit des opérations budgétaires
	(en millions \$)	
Passif non inscrit	9 099	235
Modifications apportées aux régimes de retraite	1 395	1 035
	10 494	1 270

Au 31 mars 1996, le passif net inscrit ne comprend pas un montant net de 9 099 millions de dollars (31 mars 1995: 9 030 millions de dollars) qui devrait être inscrit à titre d'obligations du gouvernement envers l'ensemble des régimes. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement a pour conséquence qu'un montant de 235 millions de dollars n'a pas été porté aux dépenses ni au déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1996. Ce montant correspond au montant supplémentaire d'intérêts qui auraient été portés au compte «Régimes de retraite» si les obligations du gouvernement envers l'ensemble des régimes avaient été inscrites, diminué du montant de l'amortissement du passif actuariel non inscrit.

Si le gouvernement avait appliqué la recommandation du CCVSP quant aux modifications apportées aux régimes de retraite, le compte «Régimes de retraite» et la dette nette du gouvernement auraient été augmentés d'un montant de 1 395 millions de dollars (31 mars 1995: 360 millions de dollars). Ce montant résulte des coûts des modifications qui ont pris effet le 1^{er} janvier 1996 et au cours des années antérieures, diminués des amortissements des coûts de ces dernières et augmentés des intérêts supplémentaires qui auraient découlé de leur inscription immédiate. Les dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1996 et le déficit des opérations budgétaires seraient augmentés de 1 035 millions de dollars.

Le Vérificateur général recommande au gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé par le CCVSP, en comptabilisant dans ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite et les modifications apportées aux régimes de retraite dans l'exercice au cours duquel elles deviennent effectives.

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

B. PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

Jusqu'au 31 mars 1995, le gouvernement portait une perte sur les interventions financières garanties à ses dépenses lorsqu'un prêt auquel était reliée une garantie était radié ou lorsque le gouvernement se subrogeait aux droits du prêteur après avoir remboursé la perte qu'il avait subie.

À compter de l'année financière 1995-1996, la pratique comptable est modifiée de telle sorte que les obligations découlant des emprunts et autres interventions financières garanties sont comptabilisées au passif à titre de provision lorsqu'une perte est probable. La variation annuelle de cette provision est portée aux dépenses.

Au 31 mars 1996, la provision pour pertes portée à la dette nette a été établie par le gouvernement en fonction des interventions financières autorisées. Par conséquent, une provision pour pertes de 45,8 millions de dollars (31 mars 1995: 68,7 millions de dollars) a été comptabilisée pour les interventions financières autorisées mais non en vigueur, compte tenu que les prêts garantis n'avaient pas encore été déboursés par les institutions prêteuses concernées.

Les taux généralement utilisés pour établir les probabilités de pertes correspondent à l'expérience observée. Ils peuvent différer d'un programme à l'autre, en raison du risque financier qui varie selon la clientèle et le secteur visés. Les taux utilisés par le gouvernement sur les interventions financières diffèrent de ceux qu'utilisent deux entités du gouvernement dont les interventions financières sont garanties par le gouvernement. Les probabilités de pertes établies par ces entités reposent sur une analyse plus exhaustive et nous semblent plus réalistes que celles que calcule le gouvernement. À cet égard, les pertes probables retenues par le gouvernement sont surévaluées de 33,8 millions de dollars au 31 mars 1996 (31 mars 1995: 53,3 millions de dollars).

Le fait de ne pas avoir appliqué de manière appropriée cette nouvelle pratique comptable a pour effet de surévaluer la provision pour pertes sur les interventions financières garanties et la dette nette de 79,6 millions de dollars au 31 mars 1996 (31 mars 1995: 122 millions de dollars), ainsi que de sous-évaluer de 42,4 millions de dollars les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1996.

C. COMPTABILISATION DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ET ORGANISMES DANS LESQUELS LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT EN ACTIONS

À compter de l'année financière 1994-1995, le gouvernement a modifié la façon d'appliquer la méthode de comptabilisation des résultats des entreprises et organismes dans lesquels il détient un placement en actions afin d'uniformiser et de synchroniser l'inscription de leurs activités en fonction de l'année financière du gouvernement. Pour ce faire, les résultats sont ajustés pour tenir compte de la période entre la fin de l'exercice financier des entités concernées et le 31 mars de chaque année.

La façon d'appliquer cette modification en 1994-1995 a eu pour effet que les résultats du gouvernement de cette année financière comprennent certains résultats des entreprises et organismes pour l'année financière précédente. Les résultats de ces entités pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1994 n'auraient pas dû être comptabilisés dans les résultats du gouvernement pour l'année financière terminée le 31 mars 1995. Cette façon de procéder a eu pour conséquence de sous-évaluer le déficit des opérations budgétaires de 507 millions de dollars pour l'année financière terminée le 31 mars 1995. Les chiffres de 1995 des revenus provenant des organismes et des entreprises du gouvernement sont surévalués d'autant.

D. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT

Selon le CCVSP, «les états financiers doivent présenter un compte rendu global de la nature et de l'étendue des activités et des ressources financières dont le gouvernement est responsable, y compris celles qui ont trait aux activités des organismes et entreprises du gouvernement».

Les états financiers publiés actuellement par le gouvernement portent sur le Fonds consolidé du revenu et le Fonds des services de santé. Ils n'incluent pas l'ensemble de ses activités et de ses ressources. Les données financières des fonds spéciaux et de certains organismes, telles la Corporation d'hébergement du Québec et la Société d'habitation du Québec, ne sont pas incluses dans ces états financiers.

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

Le gouvernement se conforme à la loi en préparant et en publiant des états financiers portant sur les activités et la situation financière du Fonds consolidé du revenu.

Nous incitons toutefois fortement le gouvernement à préparer le plus tôt possible des états financiers qui fourniraient une vue d'ensemble des activités et des ressources financières dont il est responsable. Il serait alors possible de mieux comparer la situation financière du gouvernement avec celle des autres gouvernements provinciaux qui publient tous des états financiers consolidés.

E. PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS

La publication des états financiers du gouvernement se fait habituellement près de neuf mois après la fin de son année financière. La publication tardive des documents de reddition de comptes est susceptible d'amoindrir leur utilité.

Nous invitons le gouvernement à publier ses états financiers plus rapidement après la fin de son année financière.

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte "Régimes de retraite".

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Régimes de retraite	1-4
Comptes à fin déterminée	1-5
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	1-6
Activités d'investissement	1-7
Détail du compte Régimes de retraite	1-9

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement

Déficit des opérations budgétaires à financer	- 460 686
Régime de retraite	
Excédent des prestations et autres paiements sur les cotisations des participants et des employeurs autonomes	- 1 174 273
Comptes à fin déterminée	- 1 395
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	- 1 315 188
	<u>- 2 951 542</u>

Activités d'investissement – Placements

Organismes et entreprises du Gouvernement	62 000
Municipalités et organismes municipaux	3 378
Particuliers, sociétés et autres	- 61 709
	<u>3 669</u>

Besoins financiers nets **- 2 947 873**

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1996

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES À FINANCER

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		3 965 769
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des organismes et entreprises		
inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	422 000	
Loto-Québec	36 495	
Société de développement de la Baie James	632	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	16 899	
Société des alcools du Québec	940	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	(80)	
Société générale de financement du Québec	(152 617)	
Société immobilière du Québec	(13 345)	
Société nationale de l'amiante	(2 528)	
Société québécoise d'exploration minière	5 907	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	11 110	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	(5 075)	
Société québécoise des transports	27	
		320 365
Provisions pour moins value:		
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes sur placements en actions inscrite aux dépenses:		
Sidbec	44 317	
Société des établissements de plein air du Québec	(3 930)	
Société des Traversiers du Québec	(1 461)	
		38 926
Diminution de la provision pour créances douteuses	(262 583)	(223 657)
Diminution de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties:		
Prêts aux étudiants	(17 317)	
Société de développement industriel du Québec	(51 944)	
Autres	(8 083)	
		(77 344)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(77 344)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (1)		(40 117)
Financement des régimes de retraite		(1 054 269)
Amortissement des frais reportés		(1 820 964)
Amortissement de la perte de change non réalisé		(411 699)
		(197 398)
Déficit des opérations budgétaires à financer		460 686

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

RÉGIMES DE RETRAITE (1)

(en milliers de dollars)

Prestations et autres paiements	1 351 354
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	(177 081)
Excédent des prestations et autres paiements sur les cotisations des participants et des employeurs autonomes	1 174 273

(1) Pour plus de détail voir page 1-9, Détail du compte «Régimes de retraite».

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

(en milliers de dollars)

	Paiements et autres débits	Rentrées et autres crédits		Excédent
		Transferts du gouvernement du Canada – Autres programmes	Ventes de biens et services	
Gestion de la taxe sur les produits et services	88 567		88 567	
Compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	1 294		1 294	
Compte pour le financement de la certification et de la vérification des appareils de jeu	1 170		1 170	
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	1 392		1 392	
Compte pour le financement du Bureau du commissaire général du travail	1 300		1 300	
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 843		2 222	379
Transferts du gouvernement du Canada:				
Enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	7 258	5 467		(1 791)
Entente auxiliaire sur le développement économique des régions du Québec	3 515	3 515		
Environnement durable en agriculture	2 839	2 839		
Développement agro-alimentaire	2 502	2 502		
Développement forestier	13 206	13 206		
Développement minéral	10 246	10 246		
Programme d'alphabétisation	400	400		
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	25 363	25 363		
Restaurations des lieux contaminés orphelins	1 106	1 106		
Travaux d'infrastructure	197 364	197 364		
Autres	947	964		17
		262 972	95 945	
	360 312	358 917		(1 395)

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

VARIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1996	31 mars 1995	Montant porté à la dépense	Montant porté à la dette nette	Variation (*)
Éléments de l'actif:					
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	245 386	44 150			(201 236)
Débiteurs:					
Agents et mandataires	1 883 752	1 261 960			(621 792)
Autres débiteurs	2 440 519	2 288 542	194 581		(346 558)
Intérêts courus sur placements	4 346	6 128			1 782
Frais reportés	80 648	171 575	411 699		(320 772)
	<u>4 654 651</u>	<u>3 772 355</u>	<u>606 280</u>		<u>(1 488 576)</u>
Éléments du passif:					
Chèques en circulation	538 468	345 811			192 657
Compte d'accords de perception fiscale	342 341	358 988			(16 647)
Créditeurs et frais courus	2 791 292	2 320 282		29 870	441 140
Intérêts courus sur emprunts	1 649 982	1 868 283			(218 301)
Avances des fonds en fidéicomis	147 809	261 272			(113 463)
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	680 731		77 344	659 444	(56 057)
Provision pour pertes sur les placements en actions	57 493	96 419	(38 926)		
Provision pour financer l'assainissement des eaux	115 024	130 848	40 117		(55 941)
	<u>6 323 140</u>	<u>5 381 903</u>	<u>78 535</u>	<u>689 314</u>	<u>173 388</u>
Excédent des éléments du passif sur les éléments de l'actif relié au fonctionnement	<u>1 668 489 (1)</u>	<u>1 609 548 (1)</u>	<u>684 815</u>	<u>689 314</u>	<u>(1 315 188)</u>

(*) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) Excluant la perte de change non réalisée de 1 952 943 (3 901 381 en 1995) inscrite à l'actif.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1996

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Organismes et entreprises du Gouvernement			62 000		(62 000)
Municipalités et organismes municipaux			3 378		(3 378)
Particuliers, sociétés et autres	71 961	19 072	25 389	3 935	61 709
	71 961	19 072	90 767	3 935	(3 669)
	<u>91 033</u>		<u>94 702</u>		<u>(3 669)</u>

DÉTAIL

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Organismes et entreprises du Gouvernement					
Actions et mises de fonds:					
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec			37 000		(37 000)
Société québécoise d'initiatives pétrolières			25 000		(25 000)
			<u>62 000</u>		<u>(62 000)</u>
Municipalités et organismes municipaux					
Obligations et billets			3 187		(3 187)
Prêts et avances			191		(191)
			<u>3 378</u>		<u>(3 378)</u>

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Particuliers, sociétés et autres					
Prêts et avances:					
Particuliers					
Étudiants	61 532	9 678 (1)	12 388	426	58 396
Pêcheurs	154		1 002		(848)
Producteurs agricoles	115	1	32		84
	<u>61 801</u>	<u>9 679</u>	<u>13 422</u>	<u>426</u>	<u>57 632</u>
Sociétés et autres:					
Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux	921	2	1 890		(967)
Coopératives			6		(6)
Corporations agricoles	250		22		228
Corporations industrielles	122		3 899	3 509 (2)	(7 286)
Corporations minières			9		(9)
Fonds d'aide aux entreprises	3 091				3 091
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	1 150				1 150
Fonds des pensions alimentaires		3 751			3 751
Fonds des services gouvernementaux		2 200	4 309		(2 109)
Fonds du Bureau de la statistique du Québec	20				20
Groupe Gérard Saucier Ltée			150		(150)
Office des professions		3 440			3 440
Pêcheurs	4 606		969		3 637
Université de Sherbrooke			713		(713)
	<u>10 160</u>	<u>9 393</u>	<u>11 967</u>	<u>3 509</u>	<u>4 077</u>
	<u>71 961</u>	<u>19 072</u>	<u>25 389</u>	<u>3 935</u>	<u>61 709</u>

(1) Montant formé d'intérêts capitalisés.

(2) Montant de 3 509 inscrit à la dépense.

DÉTAIL DU COMPTE RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

Régimes	Cotisations des participants et des employeurs autonomes (4) +	Participation du Gouvernement à titre d'employeur -	Prestations et autres + paiements (-)	Redressements +	Intérêts =	Excédent
R.R.E.G.O.P.	4 882	122 043	218 201	(7 954)(3)	1 087 840	988 610
R.R.E.	78 555 (1)	515 474	623 317		451 680	422 392
R.R.C.E.	17 265 (3)	56 698	84 897	7 948 (3)	37 519	34 533
R.R.F.	49 142 (1)	261 478	322 857		100 570	88 333
R.R.S.Q.	16 047 (1)	68 843	73 037	4	110 800	122 657
R.R.M.A.N.	835	9 107	9 987		578	533
R.R.J.C.Q.	882	10 789	11 145		9 244	9 770
R.R.A.P.S.C.	8 940	9 382	7 913		22 387	32 796
R.R.E.F.Q.	533	455		127	221	1 336
	177 081	1 054 269 (2)	1 351 354	125	1 820 839	1 700 960

(1) Y compris des cotisations des employeurs autonomes de 379 pour le R.R.E., 6 034 pour le service courant et 17 000 pour le service passé pour le R.R.F., et de 278 pour le R.R.S.Q..

(2)

	Coût annuel des prestations constituées (*)	Amortissement des (gains) ou des pertes actuariels	Amortissement du passif actuariel non inscrit et coût des modifications	Total
R.R.E.G.O.P.				
Réseau des Affaires sociales	236 528	(225 478)	523	11 573
Réseau de l'Éducation	202 639	(180 477)	69 393	91 555
Réseau de la Fonction publique	66 761	(71 246)	23 400	18 915
	505 928	(477 201)(**)	93 316 (**)	122 043
Autres régimes				
R.R.E.	97 795		417 679	515 474
R.R.C.E.	13 449		43 249	56 698
R.R.F.	30 409		231 069	261 478
R.R.S.Q.	32 765		36 078	68 843
R.R.M.A.N.	2 417		6 690	9 107
R.R.J.C.Q.	5 481		5 308	10 789
R.R.A.P.S.C.	5 726	(2 153)	5 809	9 382
R.R.E.F.Q.	455			455
	188 497	(2 153)	745 882	932 226
	694 425	(479 354)(**)	839 198 (**)	1 054 269

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(**) Tenant compte de 235 215 pour l'amortissement de l'insuffisance relative aux intérêts calculé, à compter de 1987-1988, selon la méthode de nivellement des cotisations.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu un montant de 16 383 représentant la somme des cotisations des participants, antérieures au 1^{er} avril 1995 à ce régime, dont 8 435 avait été encaissées au R.R.E.G.O.P.; en conséquence, la portion des contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avait été cumulée au passif du compte R.R.E.G.O.P. a été transférée au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 7 948.

(4) Incluant 1 578 au R.R.E.G.O.P., 144 au R.R.F. et 533 au R.R.E.F.Q. pour la participation de l'employeur inscrite aux comptes à fin déterminée.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.

R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.

R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.

R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.

R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.

R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.

R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

R.R.E.F.Q. = Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de liquidités relatives à l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Nouveaux emprunts pour le Fonds de financement	2-11
Remboursements d'emprunts	2-14
Remboursements d'emprunts pour le Fonds de financement	2-18

FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE	Besoins financiers nets	
1-3	Activités de fonctionnement	- 2 951 542
1-3	Activités d'investissement	3 669
		<u>- 2 947 873</u>
	Financement (1)	
2-4	Variation de liquidités relatives à l'encaisse	853 351
2-4	Nouveaux emprunts	5 225 989
	Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	+ 45 606
		<u>5 271 595</u>
2-10	Remboursements d'emprunts (2)	- 3 103 257
	Variation des emprunts	2 168 338
	Perte (revenu) sur le Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 73 816
		<u>2 094 522</u>
		<u>2 947 873 (3)</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Le financement exclut l'ensemble des transactions réalisées pour le Fonds de financement:

Variation de liquidités relatives à l'encaisse	
Emprunts temporaires	- 65 081
	<u> </u>
Variation de la dette à long terme	
Nouveaux emprunts	1 252 161 (voir détail à la page 2-11)
Remboursements d'emprunts (i)	- 22 886 (voir détail à la page 2-18)
Contributions aux fonds d'amortissement	- 2 244 (voir détail à la page 2-18)
	<u>1 227 031</u>

(i) Excluant un montant en monnaie du Canada de 6 268 représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

(2) Incluant, en monnaie du Canada, 175 470 de contributions au fonds d'amortissement après déduction de contributions du Fonds de financement de 2 244. Le détail apparaît à la page 2-16 et 2-18.

(3) Excluant un montant en monnaie du Canada de 1 751 041 représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

VARIATION DE LIQUIDITÉS RELATIVES À L'ENCAISSE

DÉTAIL	31 mars 1996	31 mars 1995	Variation
Espèces en banque	105 818	121 492	15 674
Placements temporaires	1 367 351	2 205 028	837 677
	<u>1 473 169</u>	<u>2 326 520</u>	<u>853 351</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS
SOMMAIRE

Billets de trésorerie		49 591
Obligations – négociables	2 017 395	
– remboursables à demande	444 242	2 461 637
Billets		2 714 761
		<u>5 225 989</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS DE TRÉSORERIE					
EN MONNAIE DIVERSES					
diverses	diverses	divers	divers		<u>49 591 (1)</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
OBLIGATIONS					
Négociables					
EN MONNAIE DU CANADA					
1995-07-21	2000-09-01	7,2500	98,296		320 000
1995-08-18	2023-01-16	9,3750	98,341		45 018
1995-08-18	2005-04-01	9,5000	102,734		64 972
1995-08-18	2000-09-01	7,2500	95,533		108 861 (2)
1995-12-22	1998-03-30	8,0000	102,855		50 000
1995-12-22	2023-01-16	9,3750	109,144		54 572 (3)
1996-01-15	2003-12-01	7,5000	97,571		30 000
1996-02-12	2006-03-30	7,7500	99,571		350 000
					<u>1 023 423</u>
Emprunts escomptés diverses	1995-2023	6,00 - 11,00			15 667 (4)
					<u>1 039 090</u>
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				\$US	
1996-01-17	2006-01-17	6,5000	99,543	500 000	682 263 (5)
EN MONNAIE DU JAPON				¥	
1995-08-30	2005-08-30	4,2500	100,000	20 000 000	296 042 (6)
					<u>2 017 395</u>
REMBOURSABLES À DEMANDE					
EN MONNAIE DU CANADA					
Obligations d'épargne du Québec					
1994-06-01	2004-06-01	6,2500 (a)	100,000		2 326
1995-06-01	2005-06-01	6,2500 (b)	100,000		441 916
					<u>444 242</u>
					<u>2 461 637</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS					
EN MONNAIE DU CANADA					
Billets à moyen terme					
Au Canada					
1995-04-03	2015-06-30	9,6500	101,391		4 664
1995-04-03	2016-06-30	9,6500	101,414		7 739
1995-04-03	2017-06-30	9,6500	101,434		7 744
1995-04-11	2035-04-01	irrégulier	13,489		20 234 (7)
1995-04-11	2005-06-30	12,2500	119,764		23 953 (8)
1995-04-13	2035-04-01	irrégulier	13,772		13 772 (9)
1995-04-18	2005-06-30	12,2500	120,254		39 984 (10)
1995-05-01	1998-10-30	8,0000 (c)	98,820		7 000
1995-06-07	1999-06-07	variable (d)	100,000		30 000
1995-06-08	2001-01-15	10,5000	110,873		11 087 (11)
1995-06-22	2001-01-15	10,5000	111,566		11 157 (12)
1995-08-09	2023-03-30	9,5000	99,484		28 500
1995-08-11	2023-03-30	9,5000	99,436		25 000
1995-08-29	2023-03-30	9,5000	99,974		20 000
1995-09-05	2014-07-16	9,0500	99,756		10 000
1995-09-06	2023-03-30	9,5000	103,334		20 667 (13)
1995-09-22	2023-03-30	9,5000	104,501		105 546 (14)
1995-11-29	2005-11-29	7,8750 (e)	99,562		5 000
					392 047
Emprunts escomptés diverses	2000-2023	9,50 - 14,00			765 (4)
					392 812
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS					
\$US					
Billets à moyen terme					
Aux États-Unis					
1996-01-30	2026-01-30	6,3500	99,974	150 000	206 700 (15)
En Europe					
1995-05-02	1998-11-02	7,0500	100,000	10 000	13 570
Emprunt escompté diverses	1997-2007	5,125 - 8,35		3 161	4 383 (4)
				163 161	224 653

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS (suite)					
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE				DM	
1996-02-07	2006-02-07	variable (f)	100,000	105 592	97 782
Billets à moyen terme					
En Europe					
1995-05-02	1998-04-28	6,0300	99,900	5 000	4 964
1995-06-28	1997-06-23	4,9500	99,950	7 500	7 450
				12 500	12 414
				118 092	110 196
EN MONNAIE DU JAPON				¥	
1996-03-28	2006-03-28	3,4250	100,000	3 000 000	38 462
Billets à moyen terme					
En Europe					
1995-04-20	2005-04-20	14,25 \ 2,500 (g)	100,000	1 000 000	16 416
1995-04-28	2000-04-28	3,0000	100,000	5 000 000	81 949 (16)
1995-05-11	2000-05-11	3,2600	100,000	10 000 000	162 874 (17)
1995-07-05	2002-07-05	3,0000	99,300	1 100 000	17 757
1995-07-05	2003-07-07	5,250 \ 2,000 (h)	99,644	2 500 000	40 740 (18)
1995-07-10	2002-07-10	3,0000	99,950	1 000 000	16 118
1995-07-11	2002-07-11	3,250 \ 3,500 (i)	100,000	1 500 000	24 223 (19)
1995-07-12	1999-07-12	variable (j)	103,120	10 000 000	162 398 (20)
1995-07-20	1998-07-20	3,0000	97,500	5 000 000	77 994 (21)
1995-07-26	2000-07-26	variable (k)	102,500	10 000 000	156 239 (22)
1995-07-27	2000-07-27	2,000 \ 2,650 (l)	99,990	30 000 000	485 442 (23)
1995-07-27	2000-02-24	2,1000	99,990	20 000 000	322 875 (24)
1995-07-27	2010-07-27	3,600 \ 4,500 (m)	100,000	2 000 000	31 939 (25)
1995-08-03	1998-08-03	variable (n)	104,120	10 000 000	156 482 (26)
1995-08-09	1999-03-30	variable \ 1,428 (o)	99,850	10 000 000	156 060 (27)
1996-02-15	2016-02-15	4,2300	99,625	1 000 000	12 974
1996-02-15	2011-02-15	3,9500	99,750	1 000 000	12 878
1996-02-28	2011-02-28	4,0000	99,560	1 000 000	13 216
				122 100 000	1 948 574
Emprunt escompté					
1994-11-01	2009-11-01	4,9100		4 774	64 (4)
				125 104 774	1 987 100
					2 714 761
EMPRUNTS EFFECTUÉS					5 225 989

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

- (*) En milliers d'unités monétaires.
(**) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.
- (a) Taux d'intérêt de 5,5 % du 1^{er} juin au 31 juillet 1994, 6,5 % du 1^{er} août au 31 octobre 1994, 6,25 % du 1^{er} novembre 1994 au 31 janvier 1995 et 7,5 % du 1^{er} février 1995 au 30 avril 1995, 6,25 % du 1^{er} mai 1995 au 31 mai 1996. Par la suite, le taux sera déterminé par le Gouvernement.
- (b) Taux d'intérêt de 6,25 % du 1^{er} juin 1995 au 31 mai 1996. Par la suite, le taux sera déterminé par le Gouvernement.
- (c) Taux d'intérêt de 2/3 % par mois payable mensuellement.
- (d) Taux d'intérêt BA 90 jours plus 0,26 %.
- (e) Taux d'intérêt de 21/32 % par mois payable mensuellement.
- (f) Taux d'intérêt LIBOR DM 6 mois plus 0,21 %.
- (g) Taux d'intérêt fixe de 14,25 % jusqu'au 20 avril 1996 et 2,5 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (h) Taux d'intérêt fixe de 5,25 % jusqu'au 5 juillet 1997 et 2 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (i) Taux d'intérêt fixe de 3,25 % jusqu'au 11 juillet 2000 et 3,5 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (j) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,80 %.
- (k) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,5 %.
- (l) Taux d'intérêt fixe de 2 % jusqu'au 27 juillet 1998 et 2,65 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (m) Taux d'intérêt fixe de 3,6 % jusqu'au 27 juillet 2000 et 4,5 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (n) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 1,37 %.
- (o) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 % jusqu'au 30 septembre 1996 et un taux fixe de 1,4281 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (1) Billets de trésorerie
- | | |
|------------|---------------|
| Émis | 3 362 186 |
| Remboursés | 3 312 595 |
| Net | 49 591 |
- (2) Émission d'obligations à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,353 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 113 951 à l'échéance pour un capital reçu de 108 861.
- (3) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,505 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 50 000 à l'échéance pour un capital reçu de 54 572.
- (4) Montants d'intérêts capitalisés sur des emprunts émis à fort taux de prime ou d'escompte au cours des années antérieures.
- (5) Emprunt en monnaie des États-Unis de 500 000 ayant fait l'objet de quatre contrats d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 682 263 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (6) Emprunt en monnaie du Japon de 20 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 296 042 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

-
- (7) Emprunt de type "zéro coupon" en partie ayant une structure irrégulière de paiement. Il est à fort taux d'escompte et le taux effectif pour l'acheteur est de 9,139 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 150 000 à l'échéance pour un capital reçu de 20 234.
 - (8) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,218 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 20 000 à l'échéance pour un capital reçu de 23 953.
 - (9) Emprunt de type "zéro coupon" en partie ayant une structure irrégulière de paiement. Il est à fort taux d'escompte et le taux effectif pour l'acheteur est de 9,141 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 100 000 à l'échéance pour un capital reçu de 13 772.
 - (10) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,149 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 33 250 à l'échéance pour un capital reçu de 39 984.
 - (11) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,047 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 10 000 à l'échéance pour un capital reçu de 11 087.
 - (12) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 7,889 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 10 000 à l'échéance pour un capital reçu de 11 157.
 - (13) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,165 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 20 000 à l'échéance pour un capital reçu de 20 667.
 - (14) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 9,053 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 101 000 à l'échéance pour un capital reçu de 105 546.
 - (15) Emprunt en monnaie des États-Unis de 150 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 206 700 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
 - (16) Emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 59 773 (équivalent canadien 81 267). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 81 949 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
 - (17) Emprunt en monnaie du Japon de 10 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 118 906 (équivalent canadien 160 654). Deux autres contrats d'échange de devises en monnaie du Canada couvrent la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 162 874 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
 - (18) Emprunt en monnaie du Japon de 2 500 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 29 727 (équivalent canadien 40 740) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
 - (19) Emprunt en monnaie du Japon de 1 500 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 17 678 (équivalent canadien 24 223) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
 - (20) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est variable. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Japon de 10 000 000 (équivalent canadien 154 800) à l'échéance pour un capital reçu en monnaie du Japon de 10 312 000 (équivalent canadien 159 630). De plus, il a fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 118 469 (équivalent canadien 160 550). Un autre contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 162 398 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux fixe.
 - (21) Emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 57 624 (équivalent canadien 78 559). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 77 994 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe. (Voir note (i) à la page 3-45).

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

-
- (22) Emprunt en monnaie du Japon de 10 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 115 009 (équivalent canadien 156 136). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 156 239 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (23) Emprunt en monnaie du Japon de 30 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 354 391 (équivalent canadien 482 042). Deux autres contrats d'échange de devises en monnaie du Canada couvrent la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 485 442 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe.
- (24) Emprunt en monnaie du Japon de 20 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 236 546 (équivalent canadien 321 750). Quatre autres contrats d'échange de devises en monnaie du Canada couvrent la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 322 875 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe et semestriels à taux variable.
- (25) Emprunt en monnaie du Japon de 2 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 23 502 (équivalent canadien 31 967). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 31 939 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe.
- (26) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est variable. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Japon de 10 000 000 (équivalent canadien 150 300) à l'échéance pour un capital reçu en monnaie du Japon de 10 412 000 (équivalent canadien 156 492). De plus, il a fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 114 430 (équivalent canadien 155 464). Un autre contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 156 482 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe.
- (27) Emprunt en monnaie du Japon de 10 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 114 877 (équivalent canadien 156 267). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 156 060 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

SOMMAIRE

Obligations – négociables	552 528
Billets	699 633
	1 252 161

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
--------------------	--------------------	-----------	----------------------	------------------------	--------------------------------

OBLIGATIONS

NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

1995-07-21	2000-09-01	7,2500	98,296		80 000
1995-08-18	2023-01-16	9,3750	98,341		54 982
1995-08-18	2005-04-01	9,5000	102,734		35 028
1995-08-18	2000-09-01	7,2500	95,533		10 555 (1)
1995-12-22	1998-03-30	8,0000	102,855		75 000
1995-12-22	1999-04-01	6,0000	97,272		125 000
1996-01-15	2003-12-01	7,5000	97,571		170 000

550 565

Emprunt escompté diverses	1997-2023	6,00 – 10,00			1 963 (2)
------------------------------	-----------	--------------	--	--	-----------

552 528

BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

Billets à moyen terme

Au Canada					
1996-02-12	1998-04-01	5,2500	99,082		5 000
1996-02-15	2001-02-15	irrégulier	99,493		10 000 (3)
1996-02-16	2001-02-16	6,0000	98,144		25 000
1996-02-29	2001-02-16	6,0000	96,734		9 673 (4)
1996-02-29	2001-02-16	6,0000	95,783		9 578 (5)
1996-03-14	2002-04-01	7,0000	98,922		45 000

104 251

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS (suite)					
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				\$US	
Billets à moyen terme					
Aux États-Unis					
1996-02-29	2026-02-27	5,670 - 7,140 (a)	100,000	100 000	137 640 (6)
1996-02-29	2026-03-02	5,735 - 7,485 (b)	100,000	150 000	206 475 (7)
1996-03-06	2026-03-06	6,290 - 7,365 (c)	100,000	100 000	137 000 (8)
1996-03-08	2026-03-10	6,185 - 7,035 (d)	100,000	50 000	68 575 (9)
				400 000	549 690
En Europe					
1996-02-16	1999-02-16	variable (e)	99,795	18 000	24 687 (10)
				418 000	574 377
EN MONNAIE DU JAPON				¥	
Billets à moyen terme					
En Europe					
1996-03-12	2001-09-12	1,650 - 3,750 (f)	100,000	1 500 000	19 535 (11)
Emprunt escompté					
1993-03-31	1998-03-31	8,1300			1 470 (2)
				1 500 000	21 005
					699 633
EMPRUNTS EFFECTUÉS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT					1 252 161

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

DÉTAIL (suite)

-
- (*) En milliers d'unités monétaires.
(**) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.
- (a) Option de rétractibilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 27 février 2001, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,140 % jusqu'à échéance.
- (b) Option de rétractibilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 2 mars 2001, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,485 % jusqu'à échéance.
- (c) Option de rétractibilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 6 mars 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,365 % jusqu'à échéance.
- (d) Option de rétractibilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 10 mars 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,035 % jusqu'à échéance.
- (e) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 1 mois plus 0,05 %.
- (f) Taux d'intérêt de 1,65 % la 1ère année, 2,15 % la 2ième, 2,65 % la 3ième, 3,15 % la 4ième et 3,75 % pour la 5ième année et le dernier paiement.
- (1) Émission d'obligations à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,353 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 11 049 à l'échéance pour un capital reçu de 10 555.
- (2) Montants d'intérêts capitalisés sur des emprunts émis à fort taux de prime ou d'escompte au cours des années antérieures.
- (3) Emprunt de type "zéro coupon" en partie ayant une structure irrégulière de paiement dont le taux effectif pour l'acheteur est de 6,849 %.
- (4) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 6,785 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 10 000 à l'échéance pour un capital reçu de 9 673.
- (5) Emprunt à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 7,020 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 10 000 à l'échéance pour un capital reçu de 9 578.
- (6) Emprunt en monnaie des États-Unis de 100 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 137 640 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (7) Emprunt en monnaie des États-Unis de 150 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 206 475 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (8) Emprunt en monnaie des États-Unis de 100 000 ayant fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 137 000 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe.
- (9) Emprunt en monnaie des États-Unis de 50 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 68 575 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (10) Emprunt en monnaie des États-Unis de 18 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 24 687 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts mensuels à taux variable.
- (11) Emprunt en monnaie du Japon de 1 500 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 19 535 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux fixe.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS**SOMMAIRE**

		En milliers d'unités monétaires (*)	Total en équivalent canadien (*)
Bons du trésor			125 000
OBLIGATIONS ET BILLETS			
En monnaie du Canada	\$CAN	2 514 622	2 514 622
En monnaie des États-Unis	\$US	198 103	277 146
En monnaie de la Suisse	FS	8 920	11 019
			<u>2 927 787</u>
Contributions aux fonds d'amortissement			175 470
			<u>3 103 257</u>

DÉTAIL**BONS DU TRÉSOR**

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
diverses	diverses	125 000 (1)

OBLIGATIONS ET BILLETS**EN MONNAIE DU CANADA****OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**

1995-05-24	1983-05-24	61 945 (2)
1995-05-28	1980-05-28	200 000
1995-06-12	1978-06-12	100 000 (3)
1995-06-12	1978-08-15	100 000 (3)
1995-06-26	1985-06-26	109 000
1995-06-26	1989-03-31	125 000
1995-09-04	1974-09-04	2 120 (4)
1995-09-04	1974-09-04	33 898 (4)
1995-09-04	1974-10-31	35 000 (4)
1995-09-04	1975-11-10	67 660 (4)
1995-09-04	1976-01-15	78 937 (4)
1995-12-15	1973-12-17	44 491 (5)
1995-12-22	1980-12-22	12 600
1995-12-22	1980-12-22	12 400
1995-12-22	1981-02-24	16 400
1995-12-22	1981-02-24	18 600
1996-03-01	1974-03-01	42 367 (6)
1996-03-12	1990-12-12	400 000
		<u>1 460 418</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

REBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
Gouvernement du Canada		
Régime de pensions du Canada		
Diverses	1975-1976	8 021

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

Obligations d'épargne du Québec

1995-06-01	1980-06-01	233 301
1995-06-01	1985-06-01	91 246
1996-06-01	1981-06-01	3 766
1996-06-01	1986-06-01	7 594
1996-06-01	1989-06-01	9 753
1997-06-01	1982-06-01	7 179
1997-06-01	1987-06-01	7 595
1998-06-01	1988-06-01	7 596
2000-06-01	1990-06-01	13 437
2001-06-01	1991-06-01	19 235
2002-06-01	1992-06-01	31 393
2003-06-01	1993-06-01	42 883
2004-06-01	1994-06-01	145 589
2005-06-01	1995-06-01	65 357

685 924

Total des obligations

2 154 363

BILLETS

Gouvernement du Canada

Zones spéciales

1995-04-01 1972 - 1979-04-01

2 323

Institutions universitaires (assumées)

Diverses 1963 - 1967

919

1995-04-04	1991-04-04	21 040 (7)
1996-01-02	1991-04-12	7 048 (7)
1996-01-26	1995-01-25	218 828 (8)
1996-02-01	1991-04-11	14 107 (7)
1996-02-15	1991-04-12	14 114 (7)
1996-02-21	1991-02-21	14 116 (7)
1996-02-28	1991-02-28	14 119 (7)
1996-03-15	1991-03-15	2 825 (7)
1996-03-28	1991-03-28	7 064 (7)
1996-03-29	1991-04-15	43 756 (7)

357 017

Total des billets

360 259

Total des obligations et billets en monnaie du Canada

2 514 622

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Unités monétaires en monnaies étrangères (*)	En équivalent canadien (*)
		\$US	
1995-07-15	1975-07-15	1 000	1 399
1995-07-15	1975-07-15	14 000	19 586
Total des obligations		15 000	20 985

BILLETS

1995-06-27	1986-06-24	12 519	17 514 (9)
1995-12-27	1986-06-24	12 519	17 514 (9)
1996-01-15	1991-01-15	158 065	221 133 (10)
Total des billets		183 103	256 161
Total des obligations et billets en monnaie des États-Unis		198 103	277 146

EN MONNAIE DE LA SUISSE

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

		FS	
1995-05-19	1987-07-15	5 000	6 177 (11)
1995-10-30	1986-11-20	2 490	3 076 (11)
1995-11-01	1986-11-20	510	630 (11)
1996-03-29	1988-04-07	920	1 136 (11)
Total des obligations en monnaie de la Suisse		8 920	11 019
PLUS : CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'AMORTISSEMENT			175 470
Emprunts remboursés			3 103 257

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

- (*) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1995.
- (1) Bons du trésor
- | | |
|------------|----------------|
| Remboursés | 12 750 000 |
| Émis | 12 625 000 |
| Net | 125 000 |
- (2) Emprunt en monnaie des États-Unis de 50 000 venant à échéance le 24 mai 1995 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada.
- (3) Obligations échéant le 12 juin 1998 remboursées par anticipation le 12 juin 1995, tel que permis par l'option.
- (4) Obligations échéant le 4 septembre 1999 remboursées par anticipation le 4 septembre 1995, tel que permis par l'option.
- (5) Obligations échéant le 15 décembre 1998 remboursées par anticipation le 15 décembre 1995, tel que permis par l'option.
- (6) Obligations échéant le 1 mars 1999 remboursées par anticipation le 1 mars 1996, tel que permis par l'option.
- (7) Emprunt en monnaie des États-Unis ayant fait l'objet de contrats de change à terme en monnaie du Canada.
- (8) Emprunt en monnaie de l'Allemagne ayant fait l'objet de contrats de change à terme en monnaie du Canada.
- (9) Billets en monnaie du Japon de 1 650 000 chacun venant à échéance le 27 juin 1995 et le 27 décembre 1995 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis.
- (10) Billets en monnaie de la Suisse de 200 000 venant à échéance le 15 janvier 1996 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis.
- (11) Obligations rachetées par le Gouvernement afin de satisfaire à l'amortissement annuel requis lorsque le prix de l'obligation sur le marché est inférieur ou égal au pair.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

EN MONNAIE DU CANADA	En équivalent canadien (*)
Billets de trésorerie	22 886
Contributions aux fonds d'amortissement	2 244
	<u>25 130</u>

DÉTAIL

BILLETS DE TRÉSORERIE

EN MONNAIE DIVERSES

Date d'échéance	Date d'émission	En équivalent canadien (*)
diverses	diverses	22 886
PLUS: CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'AMORTISSEMENT		2 244
Emprunts remboursés pour le fonds de financement		<u>25 130</u>

(1) Billets de trésorerie

Remboursés	600 170
Émis	577 284
Net	<u>22 886</u>

(*) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1995.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 mars 1996

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-3
Débiteurs	3-4
Intérêts courus sur placements	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-24
Frais reportés	3-25
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-26
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-27
Comptes à fin déterminée	3-27
Créditeurs et frais courus	3-28
Intérêts courus sur emprunts	3-28
Continuité de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties	3-29
Continuité de la provision pour pertes sur placements en actions	3-29
Continuité de la provision pour financer l'assainissement des eaux	3-29
Continuité du compte Régimes de retraite	3-30
Sommaire des emprunts	3-31
Emprunts	3-32
Fonds d'amortissement	3-47
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	3-48
Emprunts pour le Fonds de Financement	3-49
Échéancier sommaire des emprunts	3-54
Engagements	3-55
Échéancier sommaire des engagements de paiements de transfert pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-56
Détail des engagements	3-57
Interventions financières garanties	3-84

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES
 Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1996	1995
Détail					
En monnaie du Canada:					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1996-03-21	1996-04-01	5,0600	2 995	100 000
Banque Canadienne Impériale de Commerce					100 000
Banque Fuji du Canada	1996-03-29	1996-04-01	5,1500	25 000	
Banque de Hong Kong du Canada	1996-03-27	1996-04-01	4,9900	50 000	20 000
Banque de Montréal	1996-03-21	1996-04-01	5,0000	135 000	200 000
Banque de Montréal	1996-03-27	1996-04-02	4,9500	165 000	25 000
Banque Laurentienne du Canada	1996-03-19	1996-04-01	5,1800	4 192	25 000
Banque Laurentienne du Canada					75 000
Banque Nationale du Canada	1996-02-23	1996-05-10	5,2300	13 254	
Banque Nationale du Canada	1996-03-05	1996-04-26	5,1700	16 689	75 000
Banque Nationale du Canada	1996-03-06	1996-05-10	5,1900	17 311	150 000
Banque Nationale du Canada	1996-03-08	1996-05-24	5,2500	14 836	
Banque Nationale du Canada	1996-03-20	1996-04-01	5,0500	11 000	
Banque Nationale du Canada	1996-03-22	1996-04-04	4,9300	59 895	
Banque Nationale du Canada	1996-03-25	1996-04-01	4,9500	40 000	
Banque Nationale du Canada	1996-03-27	1996-04-01	4,9500	27 000	
Banque Royale du Canada	1996-03-21	1996-04-04	5,0500	2 795	50 000
Banque Royale du Canada	1996-03-22	1996-04-01	4,8750	110 000	50 000
Banque Royale du Canada	1996-03-25	1996-04-04	4,9300	11 584	50 000
Banque Royale du Canada					4 294
Banque Scotia					200 000
Banque Tokyo du Canada					15 000
Banque Toronto-Dominion	1996-03-20	1996-04-04	5,0800	8 682	50 000
Banque Toronto-Dominion	1996-03-20	1996-04-04	5,0800	21 954	10 000
Banque Toronto-Dominion					25 000
Banque Toronto-Dominion					50 000
Banque Toronto-Dominion					16 670
Banque Toronto-Dominion					8 986
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1996-03-20	1996-04-01	5,0625	25 000	50 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1996-03-22	1996-04-01	5,0000	100 000	50 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1996-03-25	1996-04-01	5,0000	75 000	50 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1996-03-29	1996-04-04	5,0500	10 000	9 962
CTI Capital Inc.	1996-03-08	1996-05-03	5,2500	4 960	25 925
CTI Capital Inc.	1996-03-08	1996-05-17	5,2450	9 900	
CTI Capital Inc.	1996-03-20	1996-04-30	5,0600	54 391	
Bons du trésor:					
Gouvernement du Québec					98 056
Gouvernement du Québec					97 973
Gouvernement du Québec					9 185
Gouvernement du Québec					18 295
Merrill Lynch Canada Inc.	1996-03-06	1996-05-03	5,1900	1 666	190 000
Nesbitt Burns	1996-03-05	1996-04-26	5,1700	7 346	24 812
RBC Dominion Securities Inc.	1996-03-05	1996-05-03	5,1700	11 901	49 911
Richardson Greenshields du Canada Ltée	1996-03-29	1996-04-01	5,1250	240 000	
Scotia Mcleod					200 000
Société Générale (Canada)	1996-03-29	1996-04-01	5,1250	50 000	20 000
Société Générale (Canada)					5 980
Société Générale (Canada)					4 979
Union de Banques Suisses (Canada)	1996-03-28	1996-04-01	5,0500	40 000	
				1 367 351	2 205 028

DÉBITEURS

Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1996	1995	1996	1995	1996	1995
Par catégorie et sous-catégorie de revenus						
Impôts sur les revenus et les biens:						
Impôt sur le revenu des particuliers	455 517	538 326	1 296 068	1 239 350	1 751 585	1 777 676
Cotisations au Fonds des services de santé	122 351	132 794			122 351	132 794
Impôts des sociétés			316 630	272 078	316 630	272 078
Droits de successions			1 165	1 425	1 165	1 425
Taxes à la consommation:						
Ventes au détail	1 022 953	396 549	496 049	419 858	1 519 002	816 407
Carburants	188 083	107 738	18 398	17 837	206 481	125 575
Tabac	22 041	17 080	19 469	30 102	41 510	47 182
Pari mutuel	157	73	294	193	451	266
Droits et permis:						
Ressources forestières			18 765	18 529	18 765	18 529
Véhicules automobiles	61 240	62 439			61 240	62 439
Autres	11 410	6 961	13 693	13 261	25 103	20 222
Revenus divers:						
Ventes de biens et services			188 614	176 603	188 614	176 603
Autres			309 157	292 409	309 157	292 409
Revenus provenant des organismes et entreprises du gouvernement - Dividendes:						
Société des alcools du Québec			33 000	33 000	33 000	33 000
Total des revenus autonomes	1 883 752	1 261 960	2 711 302	2 514 645	4 595 054	3 776 605
Transferts du gouvernement du Canada:						
Aide financière - Catastrophes			59 089	104 693	59 089	104 693
Aide juridique			4 162	4 162	4 162	4 162
Assurance - Récolte			1 228	3 800	1 228	3 800
Bilinguisme			12 071	15 572	12 071	15 572
Enseignement aux enfants indiens			139 703	135 873	139 703	135 873
Formation des chômeurs			13 764	13 737	13 764	13 737
Formation professionnelle des adultes			28 283	46 049	28 283	46 049
Réadaptation professionnelle des personnes handicapées			8 158	897	8 158	897
Réseau routier de l'Outaouais			3 704	1 298	3 704	1 298
Services de traitement et de réadaptation			881	8 831	881	8 831
Autres (1)			7 044	14 044	7 044	14 044
Total des transferts du gouvernement du Canada			278 087	348 956	278 087	348 956
Total des revenus	1 883 752	1 261 960	2 989 389	2 863 601	4 873 141	4 125 561

DÉBITEURS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1996	1995	1996	1995	1996	1995
Par catégorie et sous-catégorie de revenus (suite)						
Comptes à fin déterminée:						
Revenus divers						
Ventes de biens et services:						
Gestion de la T.P.S. -						
Opération				10 041		10 041
Gestion de la T.P.S. -						
Implantation				1 667		1 667
Revenus autonomes de						
l'Assemblée nationale			67	50	67	50
Autres			3 636	450	3 636	450
Transferts du gouvernement du						
Canada - Autres programmes						
Développement forestier			7 110	6 313	7 110	6 313
Développement minéral			10 407	8 552	10 407	8 552
Programme stratégique Canada-						
Québec d'amélioration routière			4 631	6 325	4 631	6 325
Travaux d'infrastructure			113 714	69 432	113 714	69 432
Autres (1)			7 032	5 652	7 032	5 652
Total des comptes à fin déterminée			146 597	108 482	146 597	108 482
Dépenses et autres			253 390	248 029	253 390	248 029
Total des débiteurs	1 883 752	1 261 960	3 389 376 (2)	3 220 112	5 273 128 (2)	4 482 072
Moins: Provision pour						
créances douteuses			948 857 (2)	931 570	948 857 (2)	931 570
	1 883 752	1 261 960	2 440 519	2 288 542	4 324 271	3 550 502

(1) Comprend des montants inférieurs à 3 000.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 177 294.

INTÉRÊTS COURUS SUR PLACEMENTS
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Municipalités et organismes municipaux	2 389	2 859
Particuliers, sociétés et autres	344	283
Placements temporaires	1 613	2 986
	4 346	6 128

PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1996	1995
Sommaire			
1	Organismes et entreprises du gouvernement du Québec	13 556 872	13 298 507
		40 610 (1)	40 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir pages 3-16 à 21)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir pages 3-22 et 23)	14 000	14 000
		13 611 482	13 353 117

		Actions	
		1996	1995
1	Organismes et entreprises du gouvernement du Québec		
1	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
2	Hydro-Québec	12 223 509	11 801 509
3	Loto-Québec	46 505	10 010
4	Société de financement agricole		
5	Radio-Québec		
6	Société de développement de la Baie James	2 974	2 342
7	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1)	32 944 (1)
8	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR	227 368	247 469
9	Société des alcools du Québec	33 730	32 790
10	Société des établissements de plein air du Québec		
11	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 489	1 569
12	Société générale de financement du Québec	549 759	702 376
13	Société immobilière du Québec	80 208	93 553
		7 666 (1)	7 666 (1)
14	Société nationale de l'amiante	262	2 790
15	Société québécoise des transports	543	516
16	Société québécoise d'exploration minière	72 629	66 722
17	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	95 513	84 403
18	Société québécoise d'initiatives pétrolières	222 383	252 458
		13 556 872	13 298 507
		40 610 (1)	40 610 (1)

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1996	1995	1996	1995	1996	1995
9 000	9 000	32 080	32 080	13 597 952 40 610 (1)	13 339 587 40 610 (1)
26 251 1	1 336 28 102 1	5 093 3 292	5 284 3 292	31 344 3 293	1 336 33 386 3 293
26 252	29 439	8 385	8 576	34 637	38 015
		223 468	229 761	237 468	243 761
35 252	38 439	263 933	270 417	13 910 667	13 661 973

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1996	1995	1996	1995	1996	1995
		10 000	10 000	10 000	10 000 1
		6 500	6 500	12 230 009	11 808 009 2
				46 505	10 010 3
		100	100	100	100 4
		1 800	1 800	1 800	1 800 5
				2 974	2 342 6
				32 944 (1)	32 944 7
		13 680	13 680	241 048	261 149 8
				33 730	32 790 9
					10
				1 489	1 569 11
				549 759	702 376 12
				80 208	93 553 13
				7 666 (1)	7 666
				262	2 790 14
				543	516 15
				72 629	66 722 16
9 000	9 000			104 513	93 403 17
				222 383	252 458 18
9 000	9 000	32 080	32 080	13 597 952 40 610 (1)	13 339 587 40 610 (1)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, aa. 23.2 et 23.3		
Avances	10 000	10 000

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi.

Au 31 mars 1996, les taux d'intérêt et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminés.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 3.2 et 28

Actions	12 223 509	10 801 509
Avances	6 500	6 500
	<u>12 230 009</u>	<u>10 808 009</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1996, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109.

Au 31 mars 1996, ces actions ont une valeur de consolidation de 12 223 509.

Au 31 mars 1996, les avances en cours s'élèvent à 6 500 remboursable jusqu'en l'an 1998, par Nouveler Inc., filiale d'Hydro-Québec. Ces avances sont sans intérêt.

Loto-Québec

L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6

Actions	46 505	10 010
----------------	--------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1996, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 dont la valeur de consolidation est de 46 505.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Radio-Québec		
L.R.Q., c. S-11.1, a. 26		
Avances	1 800	1 800

La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.

Au 31 mars 1996, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 à Radio-Québec sans intérêt et sans échéance déterminée aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.

Sibec
 L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 14, 14.1 et 16 et
 L.Q., 1988, c. 70, aa. 9 et 10

Avances

Le fonds social autorisé de la Société est de 800 000. Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

Au 31 mars 1996, le ministre des Finances détenait 2 certificats totalisant 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 560 dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 704 079 (748 396 en 1995) de cette entreprise.

Société de développement de la Baie James
 L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25

Actions

2 974

2 342

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.

Au 31 mars 1996, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 dont la valeur de consolidation est de 2 974.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1996	1995
<p>Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. S-11.01, a. 46.1</p> <p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1996, le Ministre avait versé 32 944 à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.</p>	Dotation	32 944
	32 944	32 944
<p>Société de financement agricole L.Q., 1992, c. 32, a.29 L.R.Q., c. C-78, a. 46.3</p> <p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur la Société de financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de la Société.</p> <p>Au 31 mars 1996, les avances consenties sont de 100 et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminées</p>	Avances	100
	100	100
<p>Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7, 7.1 et 22 L.Q., 1990, c. 16, aa.1 et 2</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 300 000 divisé en 3 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 862 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1996, le ministre des Finances détient 61 certificats totalisant 2 103 900 actions pour un coût de 210 390 dont la valeur de consolidation est de 227 368.</p> <p>De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.</p> <p>Au 31 mars 1996, le ministre des Finances a consenti une avance de 13 680 sans intérêt pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée.</p> <p>Au cours de l'exercice 1995-1996, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 37 000 de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.</p>	Actions	227 368
	Avances	13 680
	241 048	247 469
	13 680	13 680
	241 048	261 149

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1996	1995
<p>Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6</p>	Actions 33 730	32 790
<p>Le fonds social de la Société est de 30 000 divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1996, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 dont la valeur de consolidation est de 33 730.</p>		
<p>Société des établissements de plein air du Québec L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24 et 26</p>	Actions	
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 862. À titre de paiement, la Société a émis 268 617 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 24 125 pour 241 250 actions.</p> <p>Au 31 mars 1996, le ministre des Finances détient 21 certificats totalisant 509 867 actions dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 63 880 (59 950 en 1995) de cette entreprise.</p>		
<p>Société des Traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5</p>	Actions	
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.</p> <p>Au 31 mars 1996, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 5 581 (4 120 en 1995) de cette entreprise.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud L.R.Q., c. S-16.01, aa. 11 et 12	1 489	1 569

Le fonds social autorisé de la Société est de 1 divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60 % et 40 %.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.

Au 31 mars 1996, le ministre des Finances a versé 600 \$ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie détient 1 certificat totalisant 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 489.

Société générale de financement du Québec
L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10 et 11

Actions	549 759	702 376
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1996, le ministre des Finances a versé 343 768 et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 549 759.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Société immobilière du Québec		
L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31 et 64		
Actions	80 208	93 553
Dotation	7 666	7 666
	<u>87 874</u>	<u>101 219</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 985. À titre de paiement, la Société a émis 80 001 d'actions et un billet à demande de 447 985 ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est nul au 31 mars 1996.

Au 31 mars 1996, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 dont la valeur de consolidation est de 80 208.

Depuis le 1^{er} octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec et représente au 31 mars 1996 une dotation du ministère des Finances en faveur de la Société.

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11 et 13

Actions	<u>262</u>	<u>2 790</u>
----------------	------------	--------------

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1996, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 dont la valeur de consolidation est de 262.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Société québécoise des transports		
L.R.Q., c. S-22.1, aa. 23 et 25	543	516

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1996, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 680.

De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie B, participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1996 est de 543.

Société québécoise d'exploration minière - SOQUEM
 L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1

Actions	72 629	66 722
----------------	--------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Le Ministre peut, avec l'approbation préalable du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital.

Au 31 mars 1996, le Ministre détient 17 certificats totalisant 4 660 000 actions pour un coût de 46 600 dont la valeur de consolidation est de 72 629.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires - SOQUJA L.R.Q., c. S-21, aa. 5, 7 et 7.1		
Actions	95 513	84 403
Billets	9 000	9 000
	<u>104 513</u>	<u>93 403</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1996, le Ministre détient 24 certificats totalisant 588 000 actions pour un coût de 58 800 dont la valeur de consolidation est de 95 513.

La Société a émis un billet à ordre de 9 000 en faveur du gouvernement du Québec à titre de paiement partiel du billet émis antérieurement par Sucre Lantic Ltée. La date de remboursement du billet se situe entre le 15 mars 1998 et le 15 mars 2002.

Société québécoise d'initiatives pétrolières - SOQUIP
L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3

Actions	222 383	252 458
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1996, le Ministre détient 21 certificats totalisant 3 778 000 actions pour un coût de 188 900 dont la valeur de consolidation est de 222 383.

Au cours de l'exercice 1995-1996, le ministre des Finances a demandé la Société de procéder à la réduction de 25 000 de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces organismes et entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter leurs états financiers ou le volume " États financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
1	Alma	B	6,70570
2	Beauceville	A	8 27/64
3	Beauport (Giffard)	B	6,94800
4	Bécancour	B	8,54370
5	Bedford	A	8 27/64
6	Berthierville	A	8 27/64
7	Bonaventure	A	8 27/64
8	Boucherville	A	8 27/64
9	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
10	Carleton	A	8 27/64
11	Chambly	A	8 27/64
12	Charlesbourg	B	7,82930
13	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
14	Châteauguay	A	8 27/64
15	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
16	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
17	Deux-Montagnes	B	8,49770
18	Dorion	A	8 27/64
19	East-Broughton	A	8 27/64
20	Gaspé	A	8 27/64
21	Grande-Île	A	8 27/64
22	Grande-Rivière	A	8 27/64
23	Iberville	A	8 27/64
24	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
25	Lachute	B	9,64550
26	Lachute	B	8,11520
27	Lévis (Lauzon)	B	7,93960
28	Lévis	A	8 27/64
29	Lévis	B	7,48690
30	Lévis (St-David-de-l'Auberivière)	B	7,26940
31	Longue-Pointe	A	8 27/64
32	Lorraine	A	8 27/64
33	Louiseville	A	8 27/64
34	Macamic	A	8 27/64
35	Maple Grove	A	8 27/64
36	Matane	A	8 27/64
37	Métabetchouan	A	8 27/64
38	Mirabel	B	10,00950
39	Mistassini	A	8 27/64
40	Montréal	C	
41	Murdochville	A	8 27/64
42	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
43	Oka	B	8,28120
44	Pont-Rouge	A	8 27/64
45	Port-Cartier	B	7,36030
46	Port-Cartier	B	8,20480
47	Port-Cartier	B	7,73140
48	Port-Cartier	B	8,16210
49	Port-Cartier	B	8,34770
50	Port-Cartier	B	9,39330
51	Port-Cartier	B	7,35400

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
	1996	1995	1996	1995	1996	1995
2002-03-31	150	170			150	170
1995-11-01		2				2
2002-03-31	72	82			72	82
2006-04-01	146	154			146	154
1995-12-01		20				20
1996-02-01		14				14
1996-03-01		4				4
1995-06-01		7				7
1995-05-01		20				20
1995-11-01		4				4
1995-05-01		16				16
2005-04-01	759	808			759	808
1995-08-01		99				99
1995-04-01		5				5
1995-10-01		47				47
1995-12-01		18				18
2007-04-01	135	142			135	142
1995-11-01		32				32
1995-12-01		8				8
1996-02-01		10				10
1995-06-01		14				14
1996-03-31		44				44
1996-03-31		9				9
1995-10-01		72				72
2007-04-01	392	409			392	409
2005-04-01			202	215	202	215
2006-04-01	563	595			563	595
1995-12-01		38				38
2004-04-01	1 390	1 496			1 390	1 496
2003-04-01	245	267			245	267
1995-10-01		16				16
1995-05-01		7				7
1996-03-31		13				13
1995-12-01		7				7
1995-05-01		5				5
1995-04-01		51				51
1995-11-01		30				30
1997-04-01	40	109			40	109
1995-10-01		1				1
			3 292	3 292	3 292	3 292
1996-02-01		53				53
1995-07-01		6				6
2005-04-01	310	329			310	329
1995-07-01		34				34
2003-04-01	231	251			231	251
2006-04-01	1 850	1 952			1 850	1 952
2005-04-01	147	157			147	157
2005-04-01	200	213			200	213
2007-04-01	184	193			184	193
2007-04-01	333	348			333	348
2004-04-01			5	6	5	6

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
52	Port-Cartier	B	9,47380
53	Port-Cartier	B	9,98740
54	Princeville	A	8 27/64
55	Québec	B	7,57440
56	Québec	B	7,58460
57	Québec	B	7,97370
58	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
59	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
60	Sacré-Coeur	A	8 27/64
61	Sept-Îles	B	7,01810
62	Sept-Îles	B	7,21270
63	Sept-Îles	B	7,37660
64	Sept-Îles	B	7,53240
65	Sept-Îles	B	8,65480
66	Sept-Îles	B	9,83100
67	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
68	St-Antoine-de-La-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
69	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
70	St-Bernard	A	8 27/64
71	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
72	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
73	Ste-Catherine	A	8 27/64
74	St-Césaire	A	8 27/64
75	St-Eustache	A	8 27/64
76	St-Eustache	A	8 27/64
77	St-Eustache	B	8,53590
78	St-Eustache	B	9,28910
79	St-Eustache	B	9,14540
80	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
81	St-Félicien	A	8 27/64
82	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,88520
83	Ste-Foy	B	8,28500
84	Ste-Foy	B	9,36140
85	St-Georges	A	8 27/64
86	St-Henri	B	7,18320
87	St-Hippolyte	A	8 27/64
88	St-Hyacinthe	A	8 27/64
89	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
90	St-Jérôme	B	8,51550
91	St-Jérôme	B	9,61750
92	St-Jovite	A	8 27/64
93	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
94	St-Pascal	A	8 27/64
95	St-Philémon	A	8 27/64
96	St-Raymond	A	8 27/64

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total			
	1996	1995	1996	1995	1996	1995		
2009-04-01			1 223	1 264	1 223	1 264	52	
2009-04-01			1 267	1 309	1 267	1 309	53	
1995-06-01		5				5	54	
2004-04-01	317	341			317	341	55	
2005-04-01	2 281	2 430			2 281	2 430	56	
2005-04-01	806	857			806	857	57	
1995-05-01		17				17	58	
1995-06-01		16				16	59	
1995-05-01		27				27	60	
2002-03-31	201	228			201	228	61	
2003-04-01	60	65			60	65	62	
2004-04-01	818	881			818	881	63	
2004-04-01	2 136	2 298			2 136	2 298	64	
2006-04-01	153	161			153	161	65	
2009-04-01	2 480	2 562			2 480	2 562	66	
1995-05-01		4				4	67	
1996-03-31		13				13	68	
1995-07-01		36				36	69	
1996-03-31		5				5	70	
1995-07-01		21				21	71	
1996-03-31		24				24	72	
1995-12-01		17				17	73	
1996-02-01		24				24	74	
1995-05-01		10				10	75	
1996-02-01		41				41	76	
2006-04-01	191	201			191	201	77	
2007-04-01	311	325			311	325	78	
2007-04-01	35	37			35	37	79	
1996-03-31		3				3	80	
1996-03-01		25				25	81	
2005-04-01	235	250			235	250	82	
2006-04-01	385	407			385	407	83	
2006-04-01	1 784	1 875			1 784	1 875	84	
1995-06-01		58				58	85	
2002-03-31	7	8			7	8	86	
1995-11-01		9				9	87	
1996-03-31		7				7	88	
1995-08-01		61				61	89	
2006-04-01	491	517			491	517	90	
2009-04-01	63	65			63	65	91	
1996-02-01		21				21	92	
2000-11-01	1	1			1	1	93	
1995-12-01		15				15	94	
1995-11-01		5				5	95	
1995-05-01		9				9	96	

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
97	St-Romuald	B	7,26940
98	Ste-Thècle	A	8,27/64
99	Ste-Thérèse	B	9,35940
100	Ste-Thérèse	B	9,41460
101	Ste-Thérèse	B	8,27580
102	Ste-Thérèse	B	8,65460
103	Terrebonne	B	8,20940
104	Tingwick (Chénier)	A	8,27/64
105	Trois-Rivières	B	6,99390
106	Trois-Rivières	B	7,62970
107	Trois-Rivières	B	7,25510
108	Trois-Rivières	B	7,47960
109	Trois-Rivières	B	6,30080
110	Trois-Rivières	B	9,51470
111	Vaudreuil	A	8,27/64
112	Vaudreuil	A	8,27/64
113	Warwick	A	8,27/64
114	Waterloo	A	8,27/64
Organismes municipaux			
115	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,98210
116	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,71250
117	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,44500
118	Communauté urbaine de Québec	B	7,35890
119	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,47540
120	Communauté urbaine de Québec	B	8,30520

Moins: Provision pour créances douteuses

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1996	1995	1996	1995	1996	1995	
2003-04-01	62	67			62	67	97
1996-02-01		5				5	98
2006-04-01	41	43			41	43	99
2006-04-01	122	128			122	128	100
2005-04-01	76	81			76	81	101
2006-04-01			265	279	265	279	102
2006-04-01	261	275			261	275	103
1995-06-01		4				4	104
2002-03-01	424	479			424	479	105
2005-04-01	180	192			180	192	106
2003-04-01	261	285			261	285	107
2004-04-01	131	141			131	141	108
2005-04-01	45	48			45	48	109
2007-04-01	1 414	1 476			1 414	1 476	110
1995-12-01		49				49	111
1996-02-01		11				11	112
1996-02-01		41				41	113
1996-03-01		47				47	114
	22 919	25 735	6 254	6 365	29 173	32 100	
2009-04-01			446	446	446	446	115
2007-04-01			489	489	489	489	116
2002-03-31	2 240	2 528			2 240	2 528	117
2004-04-01	634	683			634	683	118
2004-04-01	459	493			459	493	119
2007-04-01			1 685	1 765	1 685	1 765	120
	3 333	3 704	2 620	2 700	5 953	6 404	
	26 252	29 439	8 874	9 065	35 126	38 504	
			489	489	489	489	
	26 252	29 439	8 385	8 576	34 637	38 015	

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1996	1995
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Autres		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
5	Avances permanentes aux employés du Gouvernement (Frais de déplacement) et fonds locaux		
6	Conseil des cris d'Oujébougomou		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Corporations touristiques		
12	Fonds d'aide aux entreprises		
13	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
14	Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger		
15	Fonds d'information géographique et foncière		
16	Fonds des pensions alimentaires		
17	Fonds des services gouvernementaux		
18	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000	10 000
19	Groupe Gérard Saucier Ltée		
20	Office des professions du Québec		
21	Pêcheurs		
22	Société de développement autochtone de la Baie James	4 000	4 000
23	Université de Sherbrooke		
		14 000	14 000
24	Moins: Provision pour créances douteuses		
		14 000	14 000
		14 000	14 000

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1996	1995	1996	1995	1996	1995	
		215 308 (1)	212 110	215 308	212 110	1
		5 977	6 826	5 977	6 826	2
		286	202	286	202	3
		221 571	219 138	221 571	219 138	
		52 557 (1)	53 110	52 557	53 110	4
		169 014	166 028	169 014	166 028	
		13 760 (1)	14 728	13 760	14 728	5
		5 000	5 000	5 000	5 000	6
		134	139	134	139	7
		161 (1)	183	161	183	8
		18 694 (1)	29 966	18 694	29 966	9
		98	107	98	107	10
		991	991	991	991	11
		3 802	711	3 802	711	12
		361	341	361	341	13
		1 650	500	1 650	500	14
		449	449	449	449	15
		3 751		3 751		16
		6 049	8 158	6 049	8 158	17
				10 000	10 000	18
		3 200	3 350	3 200	3 350	19
		3 440		3 440		20
		13 006 (1)	9 984	13 006	9 984	21
				4 000	4 000	22
			713		713	23
		74 546	75 320	88 546	89 320	
		20 092 (1)	11 587	20 092	11 587	24
		54 454	63 733	68 454	77 733	
		223 468	229 761	237 468	243 761	

(1) Après déduction des créances radiées de 55 198 pour les étudiants et 4 852 pour les sociétés et autres.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Solde au 1 ^{er} avril 1995	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1996	Montant porté aux dépenses
DÉBITEURS					
Ministères:					
Affaires municipales	421		421	421	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	434	65	369	587	218
Culture et Communications	107	2	105	107	2
Éducation	1 793	711	1 082	4 576	3 494
Emploi	975	24	951	1 055	104
Environnement et Faune	1 779	1 152	627	1 700	1 073
Finances	124	98	26	178	152
Industrie, Commerce, Science et Technologie	204	3	201	235	34
Justice	32 023		32 023	38 547	6 524
Office des services de garde à l'enfance	1 265		1 265	1 634	369
Ressources naturelles	2 707	53	2 654	3 923	1 269
Revenu	731 968	162 823	569 145	729 896	160 751
Sécurité du revenu et Condition féminine	157 242	12 038	145 204	165 333	20 129
Sécurité publique	141	25	116	262	146
Transports	301	294	7	358	351
Autres (1)	86	6	80	45	(35)
	<u>931 570</u>	<u>177 294</u>	<u>754 276</u>	<u>948 857</u>	<u>194 581</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Municipalités et organismes municipaux:					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489		489	489	
Particuliers:					
Étudiants	52 289	55 198	(2 909)	50 990	53 899
Pêcheurs	782		782	1 476	694
Autres (1)	39		39	91	52
	<u>53 110</u>	<u>55 198</u>	<u>(2 088)</u>	<u>52 557</u>	<u>54 645</u>
Sociétés et autres:					
Corporations agricoles		250	(250)		250
Corporations industrielles	8 671	3 986	4 685	9 645	4 960
Fonds d'aide aux entreprises				3 718	3 718
Pêcheurs (corporations)	2 916	615	2 301	6 728	4 427
Autres (1)		1	(1)	1	2
	<u>11 587</u>	<u>4 852</u>	<u>6 735</u>	<u>20 092</u>	<u>13 357</u>
	<u>65 186</u>	<u>60 050</u>	<u>5 136</u>	<u>73 138</u>	<u>68 002</u>
Total	<u>996 756</u>	<u>237 344</u>	<u>759 412</u>	<u>1 021 995</u>	<u>262 583</u>

(1) «Autres» comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100.

FRAIS REPORTÉS
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	1996		1995	
	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement
Frais d'émission, escompte et prime	19 473	221 704	17 218	236 801
Escompte sur les bons du trésor		42 514		65 115
Compensation pour annulation de contrats d'échange		(241 370)		(154 077)
Instruments financiers de couverture		57 800		23 736
	19 473	80 648	17 218	171 575

PASSIF**EMPRUNTS TEMPORAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Émissions et remboursements
Détail	
En monnaie du Canada:	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	223 053
Banque de Montréal	1 476 117
Banque Laurentienne du Canada	42 574
Banque Nationale du Canada	5 802 304
Banque République Nationale de New York au Canada	30 000
Banque Royale du Canada	2 336 568
Banque Scotia	91 600
Banque Toronto-Dominion	2 201 185
Caisse Centrale Desjardins du Québec	265 572
Caisse de dépôt et placement du Québec	1 940 800
Commission des affaires sociales	13 750
CTI Capital Inc.	742 900
Corporation d'hébergement du Québec	88 000
Fonds de financement	1 275 715
Fonds des registres du Ministère de la Justice	1 500
Fonds de la formation à distance	25 100
Fonds de la réforme du cadastre québécois	73 991
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	69 460
Fonds des services gouvernementaux	798 260
Fonds d'aide et d'indemnisation des victimes d'actes criminels	5 500
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	3 994 798
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	2 716 111
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collègues d'enseignement général et professionnel du Québec	3 277 485
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commission scolaires	3 986 529
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement du Québec	17 686 691
Fonds d'information géographique et foncière	16 260
Fonds spécial olympique	4 480
Goldman, Sacks & Co. Inc.	75 000
Hydro-Québec	115 000
Merrill Lynch Canada Inc.	35 000
Nesbitt Burns	41 000
RBC Dominion Securities Inc.	926 230
Richardson Greenshields du Canada Ltée	278 830
Société Générale (Canada)	52 000
SGF (Albécour société en commandite)	4 359 464
Scotia Mcleod	372 450
Trust Prêt et Revenu	20 390
Valeurs Mobilières Desjardins	74 700
Wood Gundy Inc.	229 230
	55 765 597 (1)
Détail - Billets de trésorerie	
En monnaie des États-Unis:	
Banque Nationale du Canada	152 562
Goldman Sacks & Co. Inc.	357 935
Merrill Lynch Canada Inc.	152 825
RBC Dominion Securities Inc.	174 763
	838 085 (2)
	56 603 682

(1) Excluant un montant en monnaie du Canada de 209 398 pour le Fonds de financement non remboursés au 31 mars 1996.

(2) Équivalent canadien des billets de trésorerie en monnaie des États-Unis de 606 685.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Fiscalité municipale	Commission des normes du travail	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	336 686		437	19 609	2 256	358 988
Encaissements	340 068 (1)	31 836	31 403	3 256 547 (1)	27 172	3 687 026
Remises	344 901	31 836	32 052	3 275 669	19 215	3 703 673
Solde à la fin	331 853		(212)	487	10 213	342 341

(1) Les frais de perception et de redistribution de 10 295 pour les Diverses municipalités et de perception de 28 715 pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus «Ventes de biens et services» ont été diminués des encaissements.

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	1996			1995		
	Transferts du gouvernement du Canada - Autres programmes	Ventes de biens et services	Total	Transferts du gouvernement du Canada - Autres programmes	Ventes de biens et services	Total
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		379	379			
Transferts du gouvernement du Canada:						
Enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde				1 791		1 791
Autres	17		17			
	17	379	396	1 791		1 791

CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	1996	1995
		(Redressé)
Transferts aux		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement:		
Commissions scolaires	1 068 171	771 948
Collèges d'enseignement général et professionnel	56 893	62 620
Universités	17 447	25 286
Établissements de santé et de services sociaux	140 082	125 815
Municipalités et organismes municipaux	50 659	26 440
Organismes, entreprises du Gouvernement et fonds spéciaux	396 334	469 799
Autres bénéficiaires	203 460	159 721
	<u>1 933 046</u>	<u>1 641 629</u>
Rémunération	106 593	128 609
Fournisseurs et autres	751 653	579 914
	<u>2 791 292</u>	<u>2 350 152</u>

INTÉRÊTS COURUS SUR EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	1996		1995	
	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)
En monnaie du Canada	159 345	1 334 899	146 503	1 552 803
En monnaie des États-Unis	2 773	228 878	2 967	146 616
En monnaie de l'Allemagne		19 714		22 500
En monnaie de la France		14 056		17 537
En monnaie de la Suisse		18 293		41 791
En monnaie du Japon		33 678		87 036
En monnaie de la Grande-Bretagne		464		
	<u>162 118</u>	<u>1 649 982</u>	<u>149 470</u>	<u>1 868 283</u>

(1) Les intérêts courus sont présentés en monnaie de destination et tiennent compte des contrats d'échange de devises et de taux d'intérêts.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Montant porté à la dette nette au 1 ^{er} avril 1995	Paiements débités à la provision	Montant porté aux dépenses	Solde à la fin
Prêts aux étudiants		141 926		17 317	159 243
Société de développement industriel du Québec		463 615	49 770	51 944	465 789
Autres		53 903	6 287	8 083	55 699
		659 444	56 057	77 344	680 731

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises du Gouvernement en excédent du coût des actions	Solde à la fin
Sibec	84 836	(44 317)	40 519
Société des établissements de plein air du Québec	8 963	3 930	12 893
Société des Traversiers du Québec	2 620	1 461	4 081
	96 419	(38 926)	57 493

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR FINANCER L'ASSAINISSEMENT DES EAUX
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Montant porté aux dépenses	Paiements débités à la provision	Solde à la fin
Études	43 081	3 863		46 944
Travaux d'assainissement	87 767	36 254	55 941	68 080
	130 848	40 117	55 941	115 024

CONTINUITÉ DU COMPTE RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

	Solde au début			Revenus du Fonds d'amortissement	Solde à la fin	
	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance	Excédent de la participation et des cotisa- tions sur les prestations autres paiements		Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	16 994 235	3 345 047	988 610		18 963 615	4 325 817
R.R.E.	5 760 451	93 203	422 392		6 283 822	194 182
R.R.C.E.	491 136	20 387	34 533		528 388	23 106
R.R.F.	1 279 082	17 223	88 333		1 405 605	55 413
R.R.S.Q.	1 428 687	38 483	122 657		1 572 732	59 871
R.R.M.A.N.	7 516	259	533		8 365	575
R.R.J.C.Q.	117 211	1 226	9 770		128 328	2 573
R.R.A.P.S.C.	294 592	13 697	32 796		331 925	18 234
R.R.E.F.Q.	2 773		1 336		4 109	
	<u>26 375 683</u>	<u>3 529 525</u>	<u>1 700 960 (*)</u>		<u>29 226 889</u>	<u>4 679 771</u>
Fonds d'amor- tissement des régimes de retraite	(849 259)			(73 816)	(923 075)	
	<u>25 526 424</u>	<u>3 529 525</u>	<u>1 700 960 (*)</u>	<u>(73 816)</u>	<u>28 303 814</u>	<u>4 679 771</u>
	<u>21 996 899</u>				<u>23 624 043</u>	

(*) Voir le détail à la page 1-9.

- R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.
R.R.E.F.Q. = Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

EMPRUNTS

Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien
Bons du trésor	\$CAN	3 800 000	3 800 000
Billets de trésorerie			
En monnaie du Canada	\$CAN	730 834	730 834
En monnaie des États-Unis	\$US	399 000	543 917 (2)
			1 274 751
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$CAN	30 390 967	30 390 967
En monnaie des États-Unis	\$US	6 964 530	9 494 047 (2)
En monnaie de l'Allemagne	DM	1 743 092	1 609 920 (2)
En monnaie de la France	FF	2 000 000	541 200 (2)
En monnaie de la Suisse	FS	2 130 186	2 441 619 (2)
En monnaie du Japon	¥	347 803 741	4 434 498 (2)
En monnaie de la Grande-Bretagne	£	50 000	104 030 (2)
			49 016 281
Moins: Fonds d'amortissement			1 205 355 (3)
			47 810 926
			52 885 677 (4)

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1996 selon les taux de conversion suivants:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,36320
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 0,92360
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,27060
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 1,14620
En monnaie de l'Italie, Lire (LIT)	= 0,00087
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01275
En monnaie de l'Australie, Dollar australien (\$A)	= 1,06530
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	= 2,08060
En monnaie des Pays-Bas, Florin néerlandais (FL)	= 0,82520

(3) Excluant 5 115 afférent aux emprunts pour le Fonds de financement.

(4) Excluant 5 884 259 pour le Fonds de financement dont le détail apparaît à la page 3-49.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BONS DU TRÉSOR**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Du 1996-04-04 au 1997-03-14	1995 - 1996	5,0996 - 8,1557	3 800 000

BILLETS DE TRÉSORERIE**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Total des billets			

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVICES EN MONNAIE DU CANADA

En monnaie des États-Unis (535 250 \$US)	730 834
Total en monnaie du Canada	730 834

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			\$US	
Du 1996-04-11 au 1996-09-25	1995 - 1996	5,2335 - 5,8682	934 250	

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVICES

En monnaie du Canada	535 250
Total en monnaie des États-Unis	399 000
	543 917

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1996.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1996-04-09	1991	10,500	250 000
1996-06-18	1981	16,500	149 015
1996-09-02	1986	9,000	122 000
1996-09-02	1986	9,000	75 000
1996-09-02	1986	9,000	190 000
1996-09-02	1987	9,000	50 000
1996-10-08	1980	13,400	200 000
1996-10-20	1981	17,250	149 656
1996-10-20	1981	17,250	50 000
1996-11-01	1976	10,150	8 921
1997-01-15	1985	10,500	100 000
1997-01-29	1987	9,000	150 000
1997-02-10	1987	8,500	164 000
1997-02-10	1987	8,500	100 000
1997-02-10	1987	8,500	50 000
1997-03-22	1977	9,750	1
1997-03-22	1982	16,500	174 197
1997-04-01	1991	8,500	264 984
1997-04-01	1994	8,500	106 871
1997-06-04	1987	10,000	75 000
1997-06-04	1987	10,000	50 000
1997-08-15	1980	12,150	200 000
1997-11-01	1977	9,800	8 921
1998-02-01	1978	10,000	600
1998-03-25	1991	7,285	113 532
1998-03-30	1992	8,000	323 053
1998-03-30	1995	8,000	50 000
1998-04-07	1988	10,250	199 000
1998-04-07	1988	10,250	75 000
1998-04-07	1988	10,250	200 000
1998-04-07	1988	10,250	50 000
1998-04-07	1988	10,250	444 121
1998-04-07	1988	10,250	150 000
1998-06-19	1986	9,250	120 000
1998-06-19	1988	9,250	100 000
1998-07-07	1986	9,750	125 000
1998-07-31	1985	10,750	50 000
1998-07-31	1987	10,750	24 686
1998-11-01	1978	10,350	8 921
1998-11-30	1988	10,500	250 000
1999-02-01	1979	10,550	600
1999-04-01	1993	6,000	100 000
1999-04-01	1994	6,000	1 280
1999-11-01	1979	12,000	15 000
2000-02-01	1980	12,850	600
2000-02-16	1993	8,500	300 000
2000-04-26	1989	10,000	150 000
2000-04-26	1989	10,000	500 000
2000-04-26	1990	10,000	187 209
2000-04-26	1990	10,000	94 722
2000-04-26	1994	10,000	190 260

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2000-08-16	1990	11,500	250 000
2000-09-01	1995	7,250	320 000
2000-09-01	1995	7,250	108 955
2000-09-09	1975	9,500	1 288
2000-09-09	1975	10,500	53 779
2000-10-16	1978	10,000	125 000
2000-11-10	1975	9,875	750
2000-11-10	1976	9,875	406
2001-01-15	1985	10,500	225 000
2001-01-15	1991	10,500	150 000
2001-02-01	1981	13,770	600
2001-02-15	1990	11,750	100 000
2001-03-01	1976	9,375	1 435
2001-03-15	1977	9,750	60 000
2001-05-04	1976	10,250	91 268
2001-05-04	1976	10,250	114 812
2001-10-15	1991	10,250	204 946
2001-10-15	1991	10,250	513 200
2001-10-30	1991	10,073	83 500
2002-02-01	1982	16,900	600
2002-04-01	1991	9,250	282 165
2002-06-15	1979	10,350	150 000
2002-12-15	1978	10,000	150 000
2002-12-15	1979	10,000	150 000
2002-12-22	1982	13,250	40 000
2003-04-07	1983	13,000	50 841
2003-04-07	1984	13,000	89 085
2003-04-07	1984	13,000	71 720
2003-04-07	1984	13,000	50 000
2003-04-17	1979	10,625	150 000
2003-05-01	1992	9,000	225 000
2003-05-01	1993	9,000	300 000
2003-05-01	1994	9,000	94 317
2003-12-01	1993	7,500	442 338
2003-12-01	1994	7,500	30 016
2003-12-01	1996	7,500	30 000
2004-05-31	1984	14,625	150 000
2004-09-24	1979	10,900	75
2004-10-01	1994	8,000	200 000
2004-10-01	1994	9,750	300 000
2004-11-29	1984	12,750	95 000
2004-11-29	1984	12,750	75 000
2004-11-29	1985	12,750	100 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2004-12-27	1979	11,700	75 000
2004-12-28	1984	12,600	75 000
2005-04-01	1995	9,500	105 500
2005-04-01	1995	9,500	64 972
2005-06-30	1985	12,250	100 000
2005-10-03	1985	11,375	75 000
2006-03-30	1996	7,750	350 000
2006-05-01	1986	9,500	100 000
2006-07-07	1986	10,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	201 000
2009-04-01	1988	11,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	250 000
2009-04-01	1988	11,000	100 000
2009-04-01	1988	11,000	25 000
2009-04-01	1989	11,000	50 000
2009-04-01	1988	11,000	97 279
2009-04-01	1988	11,000	125 000
2009-06-26	1985	10,750	171 000
2009-06-26	1985	10,750	50 000
2010-06-28	1989	10,000	500 000
2011-03-28	1991	10,750	75 000
2011-09-02	1986	9,500	178 000
2011-09-02	1986	9,500	75 000
2011-09-02	1986	9,500	60 000
2011-09-02	1987	9,500	50 000
2012-02-10	1987	9,000	161 000
2012-06-04	1987	10,500	100 000
2012-06-04	1987	10,500	97 193
2012-10-09	1987	11,875	100 000
2014-06-01	1989	10,500	125 000
2015-07-27	1990	11,000	50 000
2023-01-16	1993	9,375	1 357 304
2023-01-16	1994	9,375	51 855
2023-01-16	1995	9,375	45 017
2023-01-16	1995	9,375	54 550
2023-03-30	1992	9,500	375 000
			17 762 916

OBLIGATIONS ESCOMPTÉES

Du 1998-09-30 au 2005-03-31	1994 - 1995	8,673 - 10,410 *	134 537
--------------------------------	-------------	------------------	---------

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA**

Régime de pensions du Canada diverses dates 1996-2012	1976-1992	8,73 - 17,51	118 786
---	-----------	--------------	---------

(*) Taux de rendement effectif

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Obligations d'épargne du Québec			
1996-06-01	1981	10,50 (a)	74 002
1996-06-01	1986	8,50 - 6,50 (a)	63 792
1996-06-01	1989	8,50 - 6,00 (a)	64 522
1997-06-01	1982	10,50 (a)	230 139
1997-06-01	1987	8,50 - 6,00 (a)	57 570
1998-06-01	1988	8,50 - 6,00 (a)	59 111
2000-06-01	1990	8,50 - variable	82 568
2001-06-01	1991	8,50 - variable	102 029
2002-06-01	1992	6,50 - variable	131 952
2003-06-01	1993	5,00 - variable	179 000
2004-06-01	1994	5,50 - variable	137 850
2005-06-01	1995	6,25 - variable	376 559
			1 559 094
Total des obligations			19 575 333
BILLETS			
EN MONNAIE DU CANADA			
Gouvernement du Canada			
Zones spéciales			
2002 - 2006-04-01	1972 - 1976	7,1821 - 8,1722	30 860
Société canadienne d'hypothèques et de logement			
2013 - 2017-03-01	1963 - 1967	5,125 - 5,375	30 495
Autres billets			
2004-08-12	1994	10,080	100 000
Billets à moyen terme			
Au Canada			
Du 1997-02-28 au 2035-04-01			
1999-06-07	1994 - 1995	5,20 - 14,00 variable (b)	718 651
	1995		30 000
			748 651
En Europe			
2002-08-25	1992	8,100	20 000
2002-08-25	1992	8,100	10 000
			30 000
Total des billets à moyen terme			778 651
Total des billets			940 006
Total des obligations et billets			20 515 339

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA				
Monnaie des États-Unis	(6 431 204 \$US)			8 696 451
Monnaie de l'Allemagne	(600 000 DM)			459 640
Monnaie du Japon	(72 630 000 ¥)			1 064 062
Monnaie de l'Australie	(235 000 \$A)			200 000
				<u>10 420 153</u>
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis				543 028
En monnaie de l'Allemagne				1 497
				<u>544 525</u>
				<u>9 875 628</u>
Total en monnaie du Canada				<u><u>30 390 967</u></u>

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS**

Aux États-Unis			\$US
1999-04-01	1989	9,375	250 000
2000-03-01	1990	9,125	500 000
2002-07-15	1992	7,500	750 000
2003-04-15	1991	8,800	500 000
2005-01-19	1995	8,625	500 000
2006-01-17	1996	6,500	500 000
2013-10-01	1983	13,000	100 000
2014-09-15	1984	13,250	150 000
2015-06-15	1985	11,000	200 000
2023-07-15	1993	7,500	1 000 000
2024-02-09	1994	7,125	1 000 000
2026-12-01	1986	8,625	300 000
			<u>5 750 000</u>
En Europe			
1998-04-07	1988	9,000	200 000
2001-05-08	1991	9,000	300 000
2016-04-01	1986	9,000	250 000
			<u>750 000</u>
Total des obligations			<u>6 500 000</u>

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
En Europe				
1996 - 1997-05-31	1985	11,0000	36 500	
1998-01-16	1991	variable (c)	100 000	
2001-03-15	1996	variable (d)	38 140	
2001-08-22	1991	9,1250	500 000	
2001-10-23	1986	variable (e)	300 000	
			974 640	
Billets à moyen terme				
Au Canada				
2007-10-15	1994	6,650 - 8,350	13 355	
Aux États-Unis				
Du 1997-01-30 au 2026-01-30	1991 - 1996	6,35 - 9,15	535 437	
1997-09-14	1995	variable (f)	3 500	
1999-06-15	1994	variable (g)	5 000	
1999-06-21	1994	variable (h)	82 550	
			626 487	
En Europe				
Du 1996-07-18 au 2001-03-12	1992-1995	5,125 - 7,8125	842 138	
1998-07-20	1995	3,000 (i)	62 500 (3)	
1998-09-18	1995	variable (j)	10 000	
2000-03-23	1995	variable (k)	100 000	
2000-03-31	1995	variable (l)	18 000	
2003-04-01	1993	variable (m)	150 000	
2004-03-10	1994	variable (n)	17 220	
2004-03-11	1994	variable (o)	17 180	
			1 217 038	
Total des billets à moyen terme			1 856 880	
Total des billets			2 831 520	
Total des obligations et billets			9 331 520	

(3) Emprunt d'une valeur nominale de 5 000 000 en monnaie du Japon remboursable à l'échéance en monnaie des États-Unis pour un montant de 62 500.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVICES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS			\$US	
Monnaie du Canada	(543 028 \$CAN)		433 512	
Monnaie de l'Allemagne	(513 000 DM)		314 082	
Monnaie de la France	(7 507 750 FF)		1 334 449	
Monnaie de la Suisse	(200 000 FS)		158 740	
Monnaie du Japon	(276 855 814 ¥)		2 716 078	
Monnaie des Pays-Bas	(350 000 FL)		195 215	
Monnaie des États-Unis	(62 500 \$US)		57 624	
			<hr/>	
			5 209 700	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVICES				
En monnaie du Canada			6 431 204	
En monnaie du Japon			150 285	
En monnaie de la Suisse			782 701	
En monnaie de l'Allemagne			150 000	
En monnaie des États-Unis			62 500	
			<hr/>	
			7 576 690	
			<hr/>	
			(2 366 990)	
			<hr/>	
Total en monnaie des États-Unis			6 964 530	9 494 047
			<hr/>	<hr/>
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE			DM	
			<hr/>	
1997-04-01	1987	6,000	300 000	
1998-03-01	1986	6,500	300 000	
2002-02-27	1992	8,000	500 000	
2003-11-03	1993	6,375	500 000	
Total des obligations			<hr/>	
			1 600 000	
			<hr/>	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS

EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
2000-02-09	1995	variable (p)	1 000 000	
2006-02-07	1996	variable (q)	105 592	
			<u>1 105 592</u>	
Billets à moyen terme				
En Europe				
1997-06-23	1995	4,950	7 500	
1998-04-28	1994	6,000	5 000	
1998-04-28	1995	6,030	5 000	
2003-04-08	1994	variable (r)	13 000	
			<u>30 500</u>	
Total des billets			<u>1 136 092</u>	
Total des obligations et billets			<u>2 736 092</u>	

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE

Monnaie du Canada	(1 497 \$CAN)	1 563
Monnaie des États-Unis	(150 000 \$US)	220 000
Monnaie de la France	(300 000 FF)	84 882
		<u>306 445</u>

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie du Canada	600 000
En monnaie de États-Unis	513 000
En monnaie de la Suisse	100 000
En monnaie de la France	86 445
	<u>1 299 445</u>
	<u>(993 000)</u>

Total en monnaie de l'Allemagne

1 743 0921 609 920

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE LA FRANCE

			FF
1997-08-11	1992	9,250	2 000 000
1999-12-20	1991	9,375	2 000 000
2001-05-22	1986	7,875	800 000
2004-04-22	1994	6,875	5 000 000
Total des obligations			<u>9 800 000</u>

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)**EN MONNAIE DE LA FRANCE (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DE LA FRANCE				
Monnaie de l'Allemagne (86 445 DM)			300 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie de États-Unis			7 507 750	
En monnaie de la Suisse			292 250	
En monnaie de l'Allemagne			300 000	
			8 100 000	
			(7 800 000)	
Total en monnaie de la France			2 000 000	541 200

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DE LA SUISSE**

Date	Année	Taux	FS
1996 - 1998-11-20	1986	4,875	113 000
2001-03-14	1991	6,750	200 000
1996 - 2003-07-15	1987	5,000	175 000
1996 - 2005-11-06	1985	5,500	180 000
1996 - 2006-11-20	1986	5,250	112 200
1996 - 2008-04-07	1988	5,000	199 080
Total des obligations			979 280

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DE LA SUISSE

Monnaie des États-Unis (782 701 \$US)	1 180 100
Monnaie de l'Allemagne (100 000 DM)	84 670
Monnaie de la France (292 250 FF)	86 136
	1 350 906

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie des États-Unis	200 000
	1 150 906

Total en monnaie de la Suisse

2 130 186**2 441 619**

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU JAPON

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			¥	
1997-05-07	1987	5,000	30 000 000	
1998-06-03	1986	6,000	20 000 000	
2000-10-30	1990	9,000 (s)	20 000 000	
2001-02-28	1991	8,000 (t)	8 000 000	
2001-03-22	1991	7,150 (u)	8 732 781	
2001-03-28	1991	7,350 (v)	9 701 936	
2005-08-30	1995	4,250 (w)	20 000 000	
Total des obligations			116 434 717	

BILLETS

EN MONNAIE DU JAPON

1996-06-25	1986	6,500	1 800 000
1997-10-27	1987	5,700	11 130 000
1999-06-22	1992	variable (x)	11 000 000
1999-11-08	1989	5,450	5 000 000
2000-08-08	1994	4,400	9 000 000
2001-11-05	1991	6,250	50 000 000
1998 - 2003-04-25	1988	5,500	20 000 000
2003-08-21	1993	5,130	8 500 000
2003-09-30	1993	4,800	10 000 000
2004-08-18	1994	variable (y)	5 000 000
2004-08-18	1994	4,750	3 000 000
2005-03-02	1995	4,900	6 500 000
2006-03-28	1996	3,425	3 000 000
1997 - 2009-10-31	1986	6,400	20 000 000
1998 - 2012-05-25	1987	5,300	30 000 000
			193 930 000

Billets à moyen terme

En Europe

Du 1996-06-14			
au 2023-12-13	1993 - 1996	2,10 - 5,60	266 299 774
1997-03-26	1992	5,00 (z)	2 000 000
1997-03-26	1992	4,80 (aa)	2 000 000
1998-01-23	1995	3,75 - 4,10 (bb)	1 000 000
1998-03-26	1993	variable (cc)	20 000 000
1998-03-31	1993	variable (dd)	8 587 132
1998-08-03	1995	variable (ee)	10 412 000
1999-03-30	1995	variable (ff)	10 000 000
1999-07-12	1995	variable (gg)	10 312 000
1999-08-10	1994	variable (hh)	2 000 000
2000-07-26	1995	variable (ii)	10 000 000
2002-03-29	1995	39,0 - 4,0 (jj)	1 000 000
2002-07-11	1995	3,25 - 3,5 (kk)	1 500 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DU JAPON (suite)****BILLETS À MOYEN TERME (suite)**

En Europe (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
2004-12-21	1994	6,00 (ll)	2 400 000	
2005-02-07	1995	variable (mm)	1 000 000	
2005-03-28	1995	19,5 - 2,5 (nn)	1 000 000	
2010-07-27	1995	3,6 - 4,5 (oo)	2 000 000	
			<u>351 510 906</u>	
Total des billets			<u>545 440 906</u>	
Total des obligations et billets			<u>661 875 623</u>	
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU JAPON				
Monnaie des États-Unis (150 285 \$US)			19 416 835	
Monnaie de l'Australie (150 000 \$A)			15 997 097	
			<u>35 413 932</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
			¥	
En monnaie du Canada			72 630 000	
En monnaie des États-Unis			276 855 814	
			<u>349 485 814</u>	
			(314 071 882)	
Total en monnaie du Japon			<u>347 803 741</u>	<u>4 434 498</u>
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE				
			£	
2020-03-15	1984	12,250	50 000	
Total en monnaie de la Grande-Bretagne			<u>50 000</u>	<u>104 030</u>

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATION NÉGOCIABLE

EN MONNAIE DES PAYS-BAS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			FL	
2002-12-18	1992	7,750	350 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			350 000	
Total en monnaie des Pays-Bas				

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			\$A	
1998-11-29	1988	6,670	100 000	
1999-11-08	1989	7,270	50 000	
Total des obligations			150 000	

BILLET

EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE

2002-10-02	1992	9,500	235 000	
Total des obligations et billets			385 000	

			\$A	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			235 000	
En monnaie du Japon			150 000	
			385 000	

Total en monnaie de l'Australie

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

-
- (a) Taux minimum jusqu'à l'échéance.
 - (b) Taux d'intérêt BA 90 jours plus 0,26 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,425 %.
 - (c) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois moins 0,175 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,3094 %.
 - (d) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois plus 0,17 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,6114 %.
 - (e) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,875 %.
 - (f) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,14 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,5814 %.
 - (g) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,30 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,7141 %.
 - (h) Taux d'intérêt FED 3 mois plus 0,55 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 6,0074 %.
 - (i) Taux d'intérêt fixe de 3 % payable en monnaie du Japon sur un emprunt de 5 000 000.
 - (j) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois plus 0,22 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,72 %.
 - (k) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois plus 0,20 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,657 %.
 - (l) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,25 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,6875 %.
 - (m) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois moins 0,25 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,6875 %.
 - (n) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,21 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,6241 %.
 - (o) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,25 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,5508 %.
 - (p) Taux d'intérêt LIBOR DM 3 mois plus 0,25 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 3,5625 %.
 - (q) Taux d'intérêt LIBOR DM 6 mois plus 0,21 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 3,4834 %.
 - (r) Taux d'intérêt fixe de 8,25 % jusqu'au 8 avril 1995 et 12,02 % moins LIBOR DM 6 mois par la suite jusqu'à l'échéance. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 7,9458 %.
 - (s) Taux d'intérêt fixe de 9 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (16 949 \$A).
 - (t) Taux d'intérêt fixe de 8 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (6 362 \$A).
 - (u) Taux d'intérêt fixe de 7,15 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (6 223 \$A).
 - (v) Taux d'intérêt fixe de 7,35 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (7 013 \$A).
 - (w) Taux d'intérêt fixe de 4,25 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (12 538 \$A).
 - (x) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 0,8094 %.
 - (y) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,15 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 0,8844 %.
 - (z) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,25 % jusqu'au 10 septembre 1992, de 10,85 % jusqu'au 25 mars 1993 et par la suite 5 % jusqu'à l'échéance.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

- (aa) Taux d'intérêt de 5,0 % jusqu'au 1^{er} octobre 1992, de 10,0 % jusqu'au 25 mars 1993, et par la suite de 4,8 % jusqu'à l'échéance.
- (bb) Taux d'intérêt fixe de 3,75 % jusqu'au 23 janvier 1997 et 4,10 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (cc) Taux d'intérêt fixe à 5,0 % jusqu'au 26 mars 1995 et taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 1,0 % par la suite jusqu'à l'échéance. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 1,7188 %.
- (dd) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 1,1406 %.
- (ee) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 1,37 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 1,9325 %.
- (ff) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 % jusqu'au 30 septembre 1996, et un taux fixe de 1,4281 % par la suite jusqu'à l'échéance. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 1,1406 %.
- (gg) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,80 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 1,3156 %.
- (hh) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 0,6094 %.
- (ii) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 1,0156 %.
- (jj) Taux d'intérêt fixe de 39 % jusqu'au 29 mars 1995 et 4 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (kk) Taux d'intérêt fixe de 3,25 % payable annuellement en monnaie du Japon jusqu'au 11 juillet 2000 et 3,50 % payable annuellement en monnaie de l'Australie par la suite (856 \$A).
- (ll) Taux d'intérêt fixe de 6 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (1 856 \$A).
- (mm) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,25 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 0,8281 %.
- (nn) Taux d'intérêt fixe de 19,5 % jusqu'au 28 mars 1996 et 2,5 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (oo) Taux d'intérêt fixe de 3,6 % payable annuellement en monnaie du Japon jusqu'au 27 juillet 2000 et 4,50 % payable annuellement en monnaie de l'Allemagne par la suite (1 468 DM).

FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

SOLDE DU FONDS		Total
		<hr/>
Solde au début		1 032 756
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu (1)	92 648	
Revenu net (2)	113 915	
Revenu - Fonds d'amortissement des emprunts octroyés (3)	45 075	
	<hr/>	
	251 638	
Moins : Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	73 924	177 714
	<hr/>	
Solde à la fin		1 210 470
		<hr/> <hr/>
 Bilan au 31 mars 1996		
Placements		
Bons du trésor		
Gouvernement du Québec	10 000	
Gouvernement du Canada	33 050	43 050
	<hr/>	
Certificats de dépôts		14 100
Billets au pair		52 100
Obligations		
Gouvernement du Québec	593 082	
Gouvernement du Canada	135 000	
Gouvernement des États-Unis	3 408	
Garanties par le gouvernement du Québec	421 710	
Garanties par le gouvernement de l'Ontario	50 000	1 203 200
	<hr/>	
		1 312 450
Autres éléments d'actif		
Encaisse	5 554	
Intérêts courus sur placements	25 120	
Débiteurs sur contrats d'échange de taux d'intérêts (3)	45 075	75 749
	<hr/>	
		1 388 199
Passif		
Gain de change non réalisé	12 529	
Crédits reportés	160 831	
Gains reportés sur contrats à terme	4 369	177 729
	<hr/>	
SOLDE DU FONDS		1 210 470
		<hr/> <hr/>

(1) Incluant un montant de 2 244 versé au Fonds consolidé du revenu par le Fonds de financement.

(2) Incluant un gain de change de 748 représentant l'amortissement du gain de change non réalisé de 13 277 sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1996.

(3) Excédent des revenus nets gagnés sur les revenus garantis des Fonds d'amortissement des emprunts octroyés

FONDS D'AMORTISSEMENT
PROVENANCE ET UTILISATION DU FONDS
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu, revenu net et revenu – Fonds d'amortissement des emprunts octroyés	251 638
Valeurs échues ou vendues	33 696 756
	<hr/>
	33 948 394
Diminution des pertes reportées sur contrats à terme	773
Augmentation des gains reportés sur contrats à terme	4 369
	<hr/>
	33 953 536
	<hr/>

Utilisations des fonds

Achats d'obligations et de billets	33 871 181
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunt spécifique	73 924
	<hr/>
	33 945 105
Augmentation du solde de banque	1 976
Augmentation des intérêts courus sur placement	6 455
	<hr/>
	33 953 536
	<hr/>

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1996

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien
Billets de trésorerie			52 520
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$CAN	5 598 189	5 598 189
En monnaie des États-Unis	\$US	175 077	238 665
			<u>5 889 374</u>
Moins: Fonds d'amortissement			5 115 (2)
			<u><u>5 884 259</u></u>

Détail

BILLETS DE TRÉSORERIE

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	En équivalent canadien (4)
Du 1996-04-01 au 1996-10-07	1995 - 1996	5,0335 - 6,3100	<u>52 520</u>

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1997-04-01	1991	8,500	110 016
1997-04-01	1992	8,500	393 845
1997-04-01	1992	8,500	200 000
1997-04-01	1994	8,500	49 109
1998-03-30	1992	8,000	51 947
1998-03-30	1995	8,000	75 000
1999-04-01	1993	6,000	400 000
1999-04-01	1994	6,000	27 693
1999-04-01	1995	6,000	125 000
2000-02-16	1993	8,500	200 000
2000-04-26	1994	10,000	9 740
2000-04-26	1995	10,000	130 072
2000-09-01	1995	7,250	80 000
2000-09-01	1995	7,250	10 564
2001-10-15	1991	10,250	195 054
2001-10-15	1991	10,250	61 800

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS (suite)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2001-10-15	1991	10,250	175 000
2002-04-01	1991	9,250	92 835
2002-04-01	1992	9,250	200 000
2003-05-01	1994	9,000	94 318
2003-12-01	1993	7,500	657 662
2003-12-01	1994	7,500	94 984
2003-12-01	1996	7,500	170 000
2004-10-01	1994	9,750	100 000
2005-04-01	1995	9,500	144 500
2005-04-01	1995	9,500	35 028
2023-01-16	1993	9,375	42 696
2023-01-16	1993	9,375	75 000
2023-01-16	1994	9,375	55 542
2023-01-16	1995	9,375	54 983
Total des obligations			4 112 388

BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

BILLETS À MOYEN TERME

Au Canada			
1998-04-01	1996	5,250	5 000
2001-02-15	1996	6,849 (*)	10 000
2001-02-16	1996	6,000	25 000
2001-02-16	1996	6,000	9 674
2001-02-16	1996	6,000	9 578
2002-04-01	1996	7,000	45 000
			104 252
Aux États-Unis			
2001-10-24	1991	10,24	82 000
Total des billets			186 252
Total des obligations et billets			4 298 640

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA

En monnaie des États-Unis (659 439 \$US)		854 120
En monnaie du Japon (44 912 868 ¥)		445 429
		1 299 549
Total en monnaie du Canada		5 598 189

(*) Taux de rendement effectif

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (3)	En équivalent canadien (4)
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
BILLETS À MOYEN TERME			\$US	
Aux États-Unis				
1999-03-10	1994	variable (a)	61 000	
2026-02-27	1996	5,670 - 7,140 (b)	100 000	
2026-03-02	1996	5,735 - 7,485 (c)	150 000	
2026-03-06	1996	6,290 - 7,365 (d)	100 000	
2026-03-10	1996	6,185 - 7,035 (e)	50 000	
			<u>461 000</u>	
En Europe				
1999-02-16	1996	variable (f)	18 000	
Total des billets			<u>479 000</u>	
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
En monnaie de l'Allemagne	(300 000 DM)		184 538	
En monnaie de l'Italie	(150 000 000 LIT)		115 830	
En monnaie du Japon	(5 000 000 ¥)		40 096	
En monnaie de la Grande-Bretagne	(10 000 £)		15 052	
			<u>355 516</u>	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			659 439	
			<u>(303 923)</u>	
Total en monnaie des États-Unis			<u>175 077</u>	<u>238 665</u>
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ITALIE				
			<u>LIT</u>	
1996-10-09	1991	12,20	150 000 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			150 000 000	
Total en monnaie de l'Italie			<u>150 000 000</u>	

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (3)	En équivalent canadien (4)
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)				
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE			DM	
2002-02-18	1992	8,20	200 000	
BILLETS				
Billets à moyen terme				
En Europe 2003-04-08	1993	variable (g)	100 000	
Total des obligations et des billets			300 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			300 000	
Total en monnaie de l'Allemagne				
BILLETS				
EN MONNAIE DU JAPON			¥	
1997 - 1999-06-22 2003-02-26	1992 1993	variable (h) variable (i)	39 000 000 5 000 000	
			44 000 000	
BILLETS À MOYEN TERME				
En Europe 1998-03-31 2001-09-12 2002-02-21	1993 1996 1995	variable (j) 1,65 - 3,75 (k) 4,80	1 412 868 1 500 000 3 000 000	
Total des billets à moyen terme			5 912 868	
Total des billets			49 912 868	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			44 912 868	
En monnaie des États-Unis			5 000 000	
			49 912 868	
Total en monnaie du Japon				

EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (3)	En équivalent canadien (4)
BILLETS (suite)				
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE			£	
BILLETS À MOYEN TERME				
En Europe 1997-02-07	1994	5,560	10 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			10 000	
Total en monnaie de la Grande-Bretagne				

- (1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.
- (2) Contribution du Fonds de financement au Fonds d'amortissement.
- (3) En milliers d'unités monétaires.
- (4) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur.
- (a) Le taux d'intérêt prévu à l'émission est celui basé sur les billets du trésor à maturité constante de 2 ans moins 0,25 %. Le même jour, il a fait l'objet d'un contrat d'échange d'intérêts seulement pour devenir du LIBOR EU plus 0,18 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,4808 %.
- (b) Option de rétractibilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercé le 27 février 2001, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,140 % jusqu'à l'échéance.
- (c) Option de rétractibilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercé le 2 mars 2001, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,485 % jusqu'à l'échéance.
- (d) Option de rétractibilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercé le 6 mars 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,365 % jusqu'à l'échéance.
- (e) Option de rétractibilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercé le 10 mars 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,035 % jusqu'à l'échéance.
- (f) Taux d'intérêt LIBOR 1 mois plus 0,50 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 5,4289 %.
- (g) Taux d'intérêt annuel de 9 % la première année et de 8,25 % la seconde. Par la suite 12,02 % moins LIBOR DM 6 mois. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 7,9458 %.
- (h) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 0,8094 %.
- (i) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,81 % pour les quatre premières périodes d'intérêt et un taux LIBOR YEN 6 mois par la suite. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 0,7656 %.
- (j) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 %. Le taux en vigueur au 31 mars 1996 pour cet emprunt est 1,1406 %.
- (k) Taux d'intérêt de 1,65 % la première année, 2,15 % la deuxième année, 2,65 % la troisième année, 3,15 % la quatrième année et 3,75 % la cinquième année et le dernier paiement.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES EMPRUNTS
au 31 mars 1996**

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie des États-Unis (1)		En monnaie de l'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie de la Grande-Bretagne (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	Total	
	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	1996	1995
1996									8 054 441
1997	8 080 305		(2) 203 192	12 750		458 480		8 754 727	3 627 532
1998	2 747 015	635 095	284 007	728 371			270 600	4 665 088	4 247 543
1999	3 166 726	690 315	9 236		(4)	301 451	(5) 4 167 728	3 741 163	3 741 163
2000	2 546 332	1 541 159	646 520	441 405			(5) 5 175 416	5 078 930	5 078 930
2001	3 578 246	85 124		(3) 589 178		238 376	4 490 924	3 564 536	3 564 536
	<u>20 118 624</u>	<u>2 951 693</u>	<u>1 142 955</u>	<u>1 771 704</u>		<u>998 307</u>	<u>270 600</u>	<u>27 253 883</u>	<u>28 314 145</u>
2002 - 2006	9 636 037	2 512 250	466 965	1 432 677		1 086 523	270 600	15 405 052	14 544 463
2007 - 2011	1 727 953	189 288		336 470		356 789		2 610 500	2 689 820
2012 - 2016	925 459	424 933		638 647				1 989 039	2 174 654
2017 - 2021	90 645	477 120			104 030			671 795	673 401
2022 ET PLUS	1 592 107	3 108 301		255 000				4 955 408	4 071 897
TOTAL	<u>34 090 825</u>	<u>9 663 585</u>	<u>1 609 920</u>	<u>4 434 498</u>	<u>104 030</u>	<u>2 441 619</u>	<u>541 200</u>	<u>52 885 677</u>	<u>(6)52 468 380</u>

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 3 800 000 en 1997, pour les bons du trésor, d'un montant de 1 274 751 en 1997 pour les billets de trésorerie et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 473 672 en 1997, 401 218 en 1998, 167 106 en 1999, 103 420 en 2000 et 109 792 en 2001. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

- (1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars.
- (2) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1998 pour un montant de 317 213.
- (3) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2002 à 2006 pour un montant de 92 360.
- (4) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2000 pour un montant de 61 073.
- (5) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises en 1999 et 2000 pour des montants respectifs de 270 600, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2002 à 2006.
- (6) Excluant les emprunts pour le Fonds de financement dont l'échéancier apparaît ci-après:

Échéance	En monnaie des États-Unis (*)		Total	
	En monnaie du Canada (*)	États-Unis (*)	1996	1995
1996				77 100
1997	186 289	20 518	206 807	154 276
1998	901 356		901 356	822 513
1999	31 931	83 155	115 086	87 033
2000	1 119 254		1 119 254	993 498
2001	630 987		630 987	141 901
	<u>2 869 817</u>	<u>103 673</u>	<u>2 973 490</u>	<u>2 276 321</u>
2002 - 2006	2 575 110	134 992	2 710 102	2 235 406
2007 - 2011	11 220		11 220	8 471
2012 - 2016	11 220		11 220	8 471
2017 - 2021	11 220		11 220	8 471
2022 ET PLUS	167 007		167 007	126 355
TOTAL	<u>5 645 594</u>	<u>238 665</u>	<u>5 884 259</u>	<u>4 663 495</u>

(*) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1996.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le ou la Ministre (3)	1996	1995
					(Redressé)
TRANSFERTS					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital (1)					
Commissions scolaires et institutions d'enseignement					
Commissions scolaires	3-59	3 408	3 182 106	3 185 514 (7)	3 009 852
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-60	50 167	1 058 926	1 109 093 (7)	1 138 228
Universités	3-61	223 256	1 248 130	1 471 386 (7)	1 436 022
Établissements de santé et de services sociaux	3-71	77 818 (4)	2 884 298	2 962 116 (7)	2 592 464
Municipalités et organismes municipaux	3-75	5 048 291		5 048 291	4 871 491
Organismes et entreprises du Gouvernement et divers autres organismes	3-76	342 173		342 173	346 535
		5 745 113	8 373 460	14 118 573 (5)	13 394 592
Pour autres dépenses en capital					
Commissions scolaires et institutions d'enseignement					
Commissions scolaires	3-59		624 510	624 510	694 660
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-60		350 957	350 957	281 544
Universités	3-61		429 653	429 653	328 757
Établissements de santé et de services sociaux	3-71		1 356 495	1 356 495 (8)	1 537 546
Municipalités et organismes municipaux:	3-82				
Aqueducs, égouts et autres		443 710		443 710	358 150
Assainissement des eaux		883 388		883 388	989 235
Infrastructures		358 674		358 674	382 824
Organismes et entreprises du Gouvernement et divers autres organismes	3-83	295 259		295 259	246 521
		1 981 031	2 761 615	4 742 646	4 819 237
AUTRES ENGAGEMENTS (y compris des engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)				563 640	564 678
				19 424 859 (6)	18 778 507

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale aux taux de change en vigueur au 31 mars en tenant compte des contrats d'échange de devises.

(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le ou la ministre de l'Éducation ou le ministre de la Santé et des Services sociaux.

(4) Excluant 169 010 (171 827 en 1995) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.

(7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 8 (1 202 en 1995), d'universités 12 231 (10 559 en 1995) et d'établissements de santé et de services sociaux 7 759 (62 en 1995) ainsi que d'un montant de 1 156 en 1995 pour les collèges d'enseignement général et professionnel.

(8) Les engagements envers les régies régionales de la santé et des services sociaux seront financés par des emprunts à long terme par la Corporation d'hébergement du Québec.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS DE TRANSFERT
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1996**

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Organismes et entre- prises du Gouvernement et divers autres organismes	Total
1997	284 526 (1)	137 853 (1)	114 511 (1)	242 593 (1)	404 335	24 782	1 208 600
1998	440 289	213 547	235 201	405 570	276 964	28 983	1 600 554
1999	262 860	130 480	180 022	122 311	276 257	21 595	993 525
2000	676 122	98 748	176 642	431 064	255 665	15 857	1 654 098
2001	257 072	129 154	218 720	262 964	661 076	26 703	1 555 689
1997 - 2001	1 920 869 (1)	709 782 (1)	925 096 (1)	1 464 502 (1)	1 874 297	117 920	7 012 466
2002 - 2006	1 000 067	325 872	480 789	1 239 192	2 122 373	156 601	5 324 894
2007 - 2011	206 527	46 087	58 965	143 662	409 780	41 352	906 373
2012 - 2016	46 441	14 332	3 729	51 886	282 322	24 346	423 056
2017 - 2021	11 250	7 373	2 807	28 320	227 303	1 954	279 007
2022 - 2026	360	3 283		14 121	64 435		82 199
2027 - 2031		2 364		18 945	46 931		68 240
2032 - 2036				1 488	20 850		22 338
2037 - 2041							
	3 185 514 (1)	1 109 093 (1)	1 471 386 (1)	2 962 116 (1)	5 048 291 (*)	342 173	14 118 573

(*) Incluant les emprunts bancaires de 311 347 à la Société québécoise d'assainissement des eaux qui sont remboursés selon une cédule d'amortissement de 25 ans pour les études et les travaux.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 8, d'universités 12 231 et d'établissements de santé et de services sociaux 7 759.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

 A-1 Autorisés par le Gouvernement.
 A-2 Autorisés par le ou la ministre de l'Éducation.

B Pour autres dépenses en capital.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
Eastern Quebec (Prot)		4 949	4 949	1 275	6 224	6 348
Greater Quebec (Prot)		3 814	3 814	2 427	6 241	6 213
Greater Seven Islands (Prot)		1 460	1 460	601	2 061	1 993
St-Maurice (Prot)		1 803	1 803	1 565	3 368	3 296
Saguenay (Prot)		861	861	932	1 793	1 299
Intégrées:						
Abitibi		12 322	12 322	3 050	15 372	14 617
Argile-Bleue		17 301	17 301	743	18 044	17 691
Asbesterie		7 207	7 207	2 338	9 545	9 516
Aylmer		26 251	26 251	1 395	27 646	28 293
Baie-Comeau (Prot)				354	354	319
Baie-des-Chaleurs		7 311	7 311	594	7 905	7 890
Baie-des-Ha!Ha!		12 116	12 116	484	12 600	12 347
Barraute-Senneterre		4 551	4 551	2 137	6 688	6 710
Beauce-Abénaquis		10 843	10 843	2 103	12 946	11 056
Beauport		28 293	28 293	3 022	31 315	31 413
Belles Rivières		17 293	17 293	2 183	19 476	19 407
Bersimis		4 962	4 962	2 913	7 875	6 746
Berthier-Nord-Joli		17 130	17 130	666	17 796	17 590
Black Lake-Disraëli		8 516	8 516	565	9 081	8 746
Brossard		18 047	18 047	4 448	22 495	22 568
Cantons, des		48 517	48 517		48 517	44 688
Centre de la Mauricie		10 626	10 626	3 279	13 905	12 866
Chapais-Chibougamau		6 056	6 056	703	6 759	6 532
Charlesbourg		12 763	12 763	10 391	23 154	19 704
Châteauguay		17 758	17 758	790	18 548	17 961
Châteauguay-Valley (Prot)		8 581	8 581	5 532	14 113	11 759
Chaudière-Etchemin		69 012	69 012	2 803	71 815	72 302
Chavigny		15 985	15 985	424	16 409	16 462
Chênes, des		30 820	30 820	3 087	33 907	33 668
Chicoutimi		30 068	30 068	4 771	34 839	34 525
Chomedey-de-Laval		46 445	46 445	10 007	56 452	56 193
Chutes-de-la-Chaudière		44 096	44 096	6 028	50 124	53 432
Chutes-Montmorency		18 430	18 430	526	18 956	18 992
Coaticook		3 377	3 377	2 662	6 039	5 182
Commission des écoles catholiques de Québec	1 957	54 645	56 602	19 800	76 402	76 633
Côte-du-Sud		23 069	23 069	2 674	25 743	26 032
Crie				10	10	1 012
Davignon		11 296	11 296	2 820	14 116	13 936
Découvreurs, des		43 162	43 162	10 200	53 362	53 623
De La Jonquière		46 871	46 871	2 131	49 002	48 494
Des Basques		3 403	3 403	473	3 876	3 787
Des Cascades-l'Achigan		20 377	20 377	11 108	31 485	25 437
Des Frontières		1 003	1 003	1 538	2 541	2 558
Des Ilets		29 767	29 767	1 365	31 132	31 742
Des Mille-Isles		48 815	48 815	17 900	66 715	61 705
Des Montagnes		2 789	2 789	694	3 483	3 402
Des Rivières		5 188	5 188	2 068	7 256	6 989
District de Bedford		8 645	8 645	3 115	11 760	10 989
Dolbeau		12 629	12 629	4 134	16 763	16 018
Draveurs, des		58 723	58 723	10 238	68 961	69 462
Eau-vive, de l'		83 706	83 706	10 719	94 425	102 061
Eastern Townships (Prot)		12 813	12 813	909	13 722	13 257
Falaises, des		17 075	17 075	2 860	19 935	19 492
Fermont		2 158	2 158	823	2 981	3 158

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
Gaspesia-Les îles	9 207	9 207	9 207	528	9 735	9 307
Goéland, du	60 332	60 332	60 332	7 590	67 922	62 458
Gouffre, du	9 378	9 378	9 378	263	9 641	9 710
Grandpré	12 112	12 112	12 112	1 150	13 262	13 502
Greenfield Park	3 015	3 015	3 015	1 954	4 969	4 896
Harricana	31 869	31 869	31 869	2 300	34 169	33 255
Haut-St-Maurice	4 742	4 742	4 742	932	5 674	5 543
Haute-Gatineau	6 392	6 392	6 392	863	7 255	6 952
Huntingdon	6 540	6 540	6 540	1 500	8 040	7 984
Iberville	10 345	10 345	10 345	1 331	11 676	11 214
Îles, des	7 585	7 585	7 585	394	7 979	7 613
Industrie	24 542	24 542	24 542	1 599	26 141	25 515
Jacques-Cartier	29 204	29 204	29 204	10 766	39 970	37 561
Jean Chapias	3 382	3 382	3 382	1 186	4 568	4 543
Jean-Rivard	5 730	5 730	5 730	302	6 032	5 833
Kativik				2 369	2 369	73
Lac-Mégantic	6 767	6 767	6 767	738	7 505	6 884
Lac St-Jean	32 001	32 001	32 001	3 120	35 121	35 257
Lac-Témiscamingue	15 531	15 531	15 531	369	15 900	16 097
La Jeune Lorette	41 653	41 653	41 653		41 653	38 002
La Mitis	16 517	16 517	16 517	1 919	18 436	18 443
La Neigette	25 905	25 905	25 905	7 477	33 382	28 813
La Pocatière	4 343	4 343	4 343	310	4 653	4 411
La Riveraine	16 076	16 076	16 076	2 570	18 646	18 246
La Sapinière	2 515	2 515	2 515	1 958	4 473	4 306
La Tourelle	5 389	5 389	5 389	1 469	6 858	6 745
Laure-Conan	10 200	10 200	10 200	1 888	12 088	11 147
Laurentian (Prot)	7 918	7 918	7 918	1 738	9 656	9 271
Laurentides	17 336	17 336	17 336	6 878	24 214	18 174
Laurentienne (Prot)				1 359	1 359	1 269
Laurenval (Prot)	24 944	24 944	24 944	1 948	26 892	26 579
La Vallière	3 280	3 280	3 280	1 009	4 289	4 163
Le Gardeur	72 558	72 558	72 558	3 370	75 928	74 932
Les Écores	14 633	14 633	14 633	6 850	21 483	20 088
Lévis	43 445	43 445	43 445	9 356	52 801	52 647
Bellechasse				554	554	
L'Islet-Sud	1 722	1 722	1 722	1 100	2 822	2 716
Littoral				97	97	25
Long-Sault, du	8 882	8 882	8 882	934	9 816	9 679
Lotbinière	12 887	12 887	12 887	5 252	18 139	18 217
Malartic	1 595	1 595	1 595	2 395	3 990	3 815
Manicouagan	26 596	26 596	26 596	7 458	34 054	34 352
Manoirs, des	75 043	75 043	75 043	9 683	84 726	77 679
Marieville	5 073	5 073	5 073	1 516	6 589	6 243
Matane	18 996	18 996	18 996	1 297	20 293	19 540
Memphremagog	10 269	10 269	10 269	1 050	11 319	10 507
Miguasha	18 380	18 380	18 380	3 151	21 531	21 021
Moissons, des	8 818	8 818	8 818	2 525	11 343	11 113
Mont-Fort	24 973	24 973	24 973	2 118	27 091	26 310
Morilac	10 671	10 671	10 671	1 523	12 194	12 246
Moyenne-Côte-Nord	10 451	10 451	10 451	567	11 018	10 108
Normandie	4 514	4 514	4 514	399	4 913	4 856
Normandin	4 228	4 228	4 228	1 454	5 682	5 594
Nouveau-Québec	3 772	3 772	3 772	2 186	5 958	5 986
Outaouais-Hull	38 522	38 522	38 522	2 290	40 812	40 504
Patriotes	59 897	59 897	59 897	10 543	70 440	68 589
Pierre-Neveu	13 113	13 113	13 113	3 080	16 193	14 911
Pontiac	4 563	4 563	4 563	331	4 894	5 701
Portage-du-Fort				42	42	42
Port-Cartier	11 082	11 082	11 082	361	11 443	10 996
Portneuf	24 256	24 256	24 256	3 093	27 349	27 716
Prince-Daveluy	7 418	7 418	7 418	535	7 953	7 886
Provençal	3 443	3 443	3 443	1 503	4 946	4 861
Quévillon	861	861	861	891	1 752	1 629

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
Rivière-du-Loup		36 128	36 128	9 683	45 811	41 087
Roberval		7 444	7 444	810	8 254	7 507
Rocher-Percé		7 238	7 238	796	8 034	7 092
Rouyn-Noranda		22 968	22 968	4 047	27 015	22 888
St-Jean-sur-Richelieu		45 108	45 108	9 523	54 631	55 099
St-Jérôme		65 554	65 554	12 207	77 761	68 913
St-Hyacinthe-Val-Monts		44 148	44 148	1 174	45 322	45 431
Sainte-Thérèse		52 298	52 298	4 060	56 358	55 708
Samuel-De Charplain		10 910	10 910	4 734	15 644	15 240
Seigneurie		7 117	7 117	312	7 429	7 312
Sept-Îles		27 946	27 946	4 208	32 154	31 875
Sherbrooke		88 596	88 596	4 024	92 620	92 099
Sorel		18 522	18 522	1 855	20 377	20 574
South Shore (Prot)	853	21 907	22 760	1 109	23 869	23 312
Tadoussac		984	984	1 318	2 302	1 971
Taillon		16 409	16 409	889	17 298	16 671
Témiscouata		4 213	4 213	1 619	5 832	5 649
Thetford Mines		16 555	16 555	1 301	17 856	17 223
Tracy		11 684	11 684		11 684	9 911
Trois-Lacs		35 546	35 546	12 835	48 381	41 902
Trois-Rivières		24 305	24 305	5 352	29 657	32 852
Val-d'Or		16 969	16 969	3 261	20 230	20 662
Valin		16 055	16 055	1 078	17 133	18 672
Vallée-de-la-Lièvre		14 917	14 917	984	15 901	15 608
Vallée-de-la-Matapédia		14 006	14 006	1 298	15 304	13 831
Vallée-de-Mistassini		2 900	2 900	1 433	4 333	4 232
Valleyfield	598	11 323	11 921	1 680	13 601	13 247
Val-Maurice		25 392	25 392	2 618	28 010	28 677
Victoriaville		22 174	22 174	3 032	25 206	25 154
Warwick		6 989	6 989	1 898	8 887	8 515
Western Quebec (Prot)		8 114	8 114	10 711	18 825	18 367
Conseil scolaire						
Île-de-Montréal		428 586	428 586	167 003	595 589	586 047
	3 408	3 182 114	3 185 522	624 510	3 810 032	3 705 714
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec						
		8	8		8	1 202
	3 408	3 182 106	3 185 514	624 510	3 810 024	3 704 512

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.
A-2 Autorisés par le ou la ministre de l'Éducation.

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
Abitibi-Témiscamingue	2 201	20 910	23 111	6 334	29 445	27 525
Ahuntsic, Montréal	1 900	43 810	45 710	3 103	48 813	48 238
Alma		6 092	6 092	4 623	10 715	10 316
André-Laurendeau, LaSalle	2 051	28 381	30 432	4 306	34 738	35 151
Baie-Comeau	1 185	6 758	7 943	6 649	14 592	14 279
Beauce-Appalaches		10 540	10 540	9 133	19 673	17 286
Bois-de-Boulogne, Montréal	635	10 633	11 268	8 993	20 261	17 889
Champlain (Régional), Sherbrooke	2 737	26 741	29 478	5 488	34 966	34 160
Chicoutimi	500	22 700	23 200	13 856	37 056	36 604
Dawson, Montréal		62 723	62 723	15 000	77 723	74 134
Drummondville		18 193	18 193	4 380	22 573	22 707
Édouard-Montpetit, Longueuil	9 500	27 760	37 260	14 806	52 066	49 299
François-Xavier-Garneau, Québec		22 635	22 635	12 138	34 773	33 649
Gaspésie et des Îles, Gaspé	2 099	20 360	22 459	7 761	30 220	29 299
Granby-Haute-Yamaska		8 900	8 900	892	9 792	9 563
Héritage		12 733	12 733	1 212	13 945	15 978
John-Abbott, Sainte-Anne-de-Bellevue	1 995	26 426	28 421	16 491	44 912	43 489
Joliette de Lanaudière	1 575	13 967	15 542	6 328	21 870	20 847
Jonquière	3 243	31 911	35 154	3 999	39 153	37 509
La Pocatière	1 387	24 736	26 123	5 859	31 982	31 902
Lévis-Lauzon, Lauzon	1 246	18 223	19 469	16 515	35 984	35 484
Limilou, Québec		68 038	68 038	7 014	75 052	76 108
Lionel-Groulx, Sainte-Thérèse-de-Blainville	1 735	31 013	32 748	4 360	37 108	34 810
Maisonneuve, Montréal	208	21 773	21 981	5 337	27 318	26 377
Marie-Victorin	745	35 760	36 505	3 173	39 678	39 573
Matane		6 289	6 289	5 371	11 660	11 247
Montmorency, Laval		25 369	25 369	4 588	29 957	29 382
Outaouais		41 224	41 224	3 873	45 097	44 588
Région de l'Amiante, Thetford Mines	709	15 803	16 512	6 593	23 105	22 950
Rimouski	2 552	27 572	30 124	11 575	41 699	40 865
Rivière-du-Loup		10 066	10 066	7 316	17 382	17 112
Rosemont, Montréal	4 274	12 480	16 754	12 758	29 512	28 863
St-Félicien	2 092	4 276	6 368	10 875	17 243	16 163
Ste-Foy	260	32 205	32 465	4 528	36 993	35 140
St-Hyacinthe		20 120	20 120	7 791	27 911	27 788
St-Jean-sur-Richelieu		10 753	10 753	8 852	19 605	18 644
St-Jérôme	2 501	18 400	20 901	6 661	27 562	27 424
St-Laurent, Montréal		18 241	18 241	10 933	29 174	27 547
Sept-Îles		6 337	6 337	8 023	14 360	14 165
Shawinigan		12 526	12 526	4 335	16 861	16 822
Sherbrooke		18 160	18 160	18 275	36 435	34 623
Sorel-Tracy		8 400	8 400	7 750	16 150	15 117
Trois-Rivières	831	31 650	32 481	5 019	37 500	35 833
Valleyfield	695	20 968	21 663	1 445	23 108	23 013
Vanier, Montréal	550	27 382	27 932	9 622	37 554	36 221
Victoriaville	146	17 429	17 575	3 943	21 518	20 952
Vieux-Montréal	615	51 560	52 175	3 081	55 256	54 293
	50 167	1 058 926	1 109 093	350 957	1 460 050	1 420 928
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseigne- ment général et professionnel du Québec						1 156
	50 167	1 058 926	1 109 093	350 957	1 460 050	1 419 772

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉ

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.
 A-2 Autorisés par le ou la ministre de l'Éducation.

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
Bishop's, Lennoxville		6 720	6 720	3 352	10 072	10 240
Concordia, Montréal	23 850	95 065	118 915	34 104	153 019	150 198
École des hautes études commerciales, Montréal		33 833	33 833	49 674	83 507	49 924
École polytechnique, Montréal	13 325	52 234	65 559	12 540	78 099	76 490
Laval, Sainte-Foy	31 010	168 348	199 358	55 747	255 105	246 401
McGill, Montréal	42 935	145 154	188 089	61 799	249 888	232 218
Montréal	39 428	191 931	231 359	67 866	299 225	294 558
Sherbrooke	16 716	77 286	94 002	10 533	104 535	101 409
Université du Québec	68 223	477 559	545 782	134 038	679 820	613 900
	<u>235 487</u>	<u>1 248 130</u>	<u>1 483 617</u>	<u>429 653</u>	<u>1 913 270</u>	<u>1 775 338</u>
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements uni- versitaires du Québec	12 231		12 231		12 231	10 559
	<u>223 256</u>	<u>1 248 130</u>	<u>1 471 386</u>	<u>429 653</u>	<u>1 901 039</u>	<u>1 764 779</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
						(Reclassé)
Alma:						
Foyer Normandie d'Alma Inc.				1 617	1 617	1 586
Hôtel-Dieu d'Alma (1964)	1 270		1 270	8 202	9 472	1 270
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos		8 061	8 061		8 061	8 439
Clair-Foyer Inc.		1 349	1 349		1 349	1 405
Amqui: Centre hospitalier d'Amqui				3 829	3 829	3 813
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos		1 883	1 883		1 883	1 965
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie		2 592	2 592		2 592	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau		6 667	6 667	21 954	28 621	28 829
Centre de jeunesse Côte-Nord				93	93	
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord				6 574	6 574	7 707
Baie-Saint-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		1 047	1 047		1 047	1 094
Beaconsfield: Promotions sociales Taylor-Thibodeau (Les)				498	498	520
Beauharnois: Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or				324	324	327
Beauport:						
Centre hospitalier Robert-Giffard		22 104	22 104	77	22 181	22 881
Clinique Roy-Rousseau		963	963		963	1 007
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 227	2 227		2 227	2 331
Bernierville: Hôpital St-Julien		3 090	3 090		3 090	3 232
Blainville: Centres jeunesse des Laurentides (Les)		297	297		297	309
Bromptonville: Foyer de Bromptonville Inc.				1 264	1 264	1 232
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham		2 126	2 126		2 126	2 236
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		36 879	36 879	563	37 442	39 041
Cap-Chat: Centre d'accueil de Cap-Chat (La corporation du)				3 542	3 542	3 445
Cap-de-la-Madeleine:						
Foyer Père-Frédéric Inc.		795	795		795	5 827
Hôpital Cloutier		8 459	8 459		8 459	8 877
Chandler: Centre hospitalier de Chandler		4 377	4 377		4 377	4 591
Charlesbourg:						
Centre de réadaptation la Triade		262	262		262	274
Foyer de Charlesbourg Inc.		1 629	1 629		1 629	1 703
Institut des sourds de Charlesbourg Inc.		1 229	1 229	613	1 842	1 892
Charry: Centre hospitalier Paul-Gilbert		9 483	9 483		9 483	9 940

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
						(Reclassé)
Chibougamau:						
Hôpital de Chibougamau				1 388	1 388	
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nord-du-Québec				1 085	1 085	1 253
Chicoutimi:						
Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Chicoutimi		833	833		833	879
Centre de réadaptation du Saguenay		603	603		603	
Centres jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Les)	1 368		1 368		1 368	
Hôpital de Chicoutimi Inc.	13 057		13 057	8 585	21 642	22 122
Institut Roland-Saucier	2 122		2 122		2 122	2 167
Institut St-Georges Inc. (La Corporation de l')				137	137	1 408
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean				10 545	10 545	10 824
Chisasibi: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		1 200	1 200	5 201	6 401	6 174
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		862	862	4 546	5 408	4 478
Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord		23 317	23 317	3 166	26 483	24 332
Côte-Saint-Luc: Centre hospitalier gériatrique Maimonides		4 779	4 779		4 779	5 012
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		2 558	2 558	6 923	9 481	9 496
Des Ruisseaux: Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle		6 256	6 256	7 279	13 535	13 363
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		3 176	3 176	10	3 186	3 176
Drummondville:						
Centre Frédéric-Georges-Hériot		3 479	3 479		3 479	3 733
Hôpital Ste-Croix		5 754	5 754	6 350	12 104	6 029
Forestville: Centre local de services communautaires de Forestville		716	716		716	749
Fort-Coulonge:						
Centre local de services communautaires Pontiac				1 385	1 385	1 499
Manoir du Sacré-Coeur				1 793	1 793	1 768
Gaspé:						
Centre hospitalier Mgr-Ross		4 545	4 545	81	4 626	4 804
Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles				2 458	2 458	
Centre local de services communautaires de la Pointe		1 149	1 149		1 149	1 210
Hôtel-Dieu de Gaspé		4 181	4 181		4 181	4 361
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				5 290	5 290	4 234
Gatineau:						
Centre hospitalier de Gatineau	34 439		34 439	10 923	45 362	46 715
Centre hospitalier de Gatineau Memorial				7 651	7 651	7 221
Gracefield: Foyer d'accueil de Gracefield				1 584	1 584	1 573

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
						(Reclassé)
Granby:						
Centre Butters-Savoy Inc.		1 420	1 420		1 420	1 486
Centre hospitalier de Granby		4 641	4 641	3 293	7 934	10 255
Villa Bonheur Inc.				829	829	837
Grandes-Bergenomes: Foyer Monseigneur-Gendron Inc.		308	308		308	564
Grand-Mère: Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		2 200	2 200	3 081	5 281	5 370
Greenfield Park: Hôpital Charles-Lemoyne		7 436	7 436		7 436	7 797
Havre-Saint-Pierre:						
Centre de santé Saint-Jean-Eudes		1 527	1 527	721	2 248	1 600
Foyer de Havre-St-Pierre Inc.				1 697	1 697	1 693
Hull:						
Centre hospitalier Pierre-Janet (La corporation du)		2 400	2 400		2 400	2 400
Centre hospitalier régional de l'Outaouais		14 241	14 241		14 241	14 909
Centre local de services communautaires de Hull		1 319	1 319		1 319	1 382
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais				1 280	1 280	1 330
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais				10 240	10 240	7 983
Iberville: Résidences Champagnat d'Iberville Inc.		1 720	1 720	601	2 321	2 413
Joliette: Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière				6 256	6 256	6 901
Jonquière:						
Centre gérontologique Jonquière						2 040
Centre hospitalier Jonquière		3 306	3 306		3 306	3 456
Kuujuaq:						
Centre de santé Tulattavik de l'Ungava						1 041
Hôpital Ungava		6 717	6 717	3 941	10 658	10 953
Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik				3 672	3 672	3 660
La Baie:						
Centrant						647
Hôpital de la Baie-des-Ha!-Ha! Inc.		6 151	6 151	408	6 559	6 691
Lac-Etchemin: Sanatorium Bégin		964	964		964	1 015
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)				3 969	3 969	4 911
Centre hospitalier de Lachine		15 157	15 157		15 157	15 921
Hôpital Général de Lachine				1 431	1 431	1 351
Lachute: Hôpital d'Argenteuil		9 600	9 600		9 600	10 383
Lac-Mégantic:						
Centre hospitalier Lac-Mégantic		2 376	2 376	76	2 452	2 510
Maison Paternelle (La)				321	321	326
La Malbaie:						
Centre d'hébergement de soins de longue durée de la Municipalité régionale de comté de Charlevoix-Est						7 213
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie		7 436	7 436	691	8 127	8 261
La Pocatière: Hôpital Notre-Dame-de-Fatima		394	394		394	413

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995 (Reclassé)
LaSalle: Centre hospitalier de LaSalle		29 855	29 855	3 916	33 771	32 459
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de La Sarre		805	805		805	850
L'Assomption: Centres d'accueil du Chemin du Roy (Les)		549	549		549	572
La Tuque:						
Centre local de services communautaires du Haut-Saint-Maurice				256	256	259
Hôpital St-Joseph de La Tuque		1 092	1 092		1 092	1 144
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		820	820		820	861
Laval:						
Centre jeunesse de Laval		1 631	1 631		1 631	1 730
Centre local de services communautaires du Marigot		1 210	1 210		1 210	1 265
Centre local de services communautaires de Ste-Rose de Laval		1 464	1 464		1 464	1 531
Centre de séjour Laval Inc.				1 068	1 068	1 341
Cité de la santé de Laval		55 859	55 859	4 476	60 335	57 221
Hôpital Juif de réadaptation		1 048	1 048	1 042	2 090	2 146
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval				8 305	8 305	8 865
Les Escoumins: Centre de santé de la Haute-Côte-Nord		3 218	3 218		3 218	3 391
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		17 696	17 696	788	18 484	18 077
L'Islet-sur-Mer: Foyer Bon Secours Inc.		432	432	10	442	469
Longueuil:						
Centre d'accueil Le Manoir Trinité						294
Centre hospitalier Pierre-Boucher		33 480	33 480		33 480	35 074
Centre local de services communautaires de Longueuil-Ouest				3 660	3 660	
Centres jeunesse de la Montérégie (Les)		1 631	1 631		1 631	1 701
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie				21 768	21 768	25 345
Loretteville: Foyer de Loretteville Inc.				3 148	3 148	3 095
Louiseville: Centre d'hébergement de soins de longue durée de la Municipalité régionale de comté de Maskinongé		382	382	2 336	2 718	2 772
Magog: Hôpital La Providence de Magog				1 439	1 439	1 436
Malartic: Villa St-Martin Inc.				3 205	3 205	3 004
Maniwaki:						
Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du)		908	908	10 215	11 123	11 010
Foyer Père Guinard				2 620	2 620	2 626
Maria:						
Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs		4 680	4 680	7 105	11 785	11 500
Résidence St-Joseph		588	588	51	639	677
Marieville: Centre d'accueil de Rouville				4 914	4 914	4 965
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu		760	760		760	800

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
						(Reclassé)
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		7 440	7 440	18 307	25 747	26 002
Centre local de services communautaires de Matane		342	342		342	358
Matapédia: Centre local de services communautaires						
Malauze		3 568	3 568	112	3 680	3 677
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		1 298	1 298		1 298	1 360
Montmagny:						
Foyer d'Youville		1 710	1 710		1 710	1 795
Hôtel-Dieu de Montmagny		9 112	9 112	44	9 156	9 447
Montréal:						
Boscoville		1 132	1 132		1 132	1 181
Centre d'accueil Charlevoix						19
Centre d'accueil Juif		13 863	13 863	297	14 160	14 385
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		3 990	3 990	2 041	6 031	6 354
Centre hospitalier Fleury		17 342	17 342	2 878	20 220	19 533
Centre hospitalier Jacques-Viger		5 389	5 389	922	6 311	6 614
Centre hospitalier J.-Henri-Charbonneau		3 754	3 754	289	4 043	4 243
Centre hospitalier Juif de l'Espérance				2 641	2 641	2 487
Centre hospitalier de St-Mary's		6 192	6 192	2 247	8 439	8 612
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)		5 376	5 376		5 376	5 623
Centre local de services communautaires						
Rivière-des-Prairies		1 371	1 371		1 371	1 434
Centre local de services communautaires						
St-Henri		1 337	1 337		1 337	1 398
Centre local de services communautaires						
St-Louis-du-Parc		2 098	2 098		2 098	2 198
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		1 540	1 540		1 540	1 617
Centre de santé de St-Henri Inc.		2 900	2 900		2 900	3 039
Centre de soins prolongés de Montréal (Le)				560	560	585
Centres d'hébergement et de soins de longue durée						
du Plateau Mont-Royal (Les)		4 330	4 330	1 088	5 418	6 720
Centres jeunesse de Montréal (Les)		5 457	5 457	68	5 525	5 876
École Mont St-Antoine Inc.		2 290	2 290		2 290	2 398
Foyer Presbytérien St-Andrew Inc.				5 053	5 053	4 867
Foyer Rousselot				576	576	582
Hôpital Chinois de Montréal (1963)		2 220	2 220		2 220	2 330
Hôpital Général Juif Sir-Montimer-B.-Davis		12 218	12 218	4 944	17 162	22 726
Hôpital Général de Montréal		11 864	11 864	4 338	16 202	17 121
Hôpital Jean-Talon		20 314	20 314	531	20 845	21 233
Hôpital Louis-H.-Lafontaine		4 662	4 662		4 662	5 695
Hôpital Maisonneuve-Rosemont		7 335	7 335	36 992	44 327	43 509
Hôpital Marie-Enfant		1 305	1 305		1 305	1 364
Hôpital de Montréal pour Enfants		3 906	3 906		3 906	4 086
Hôpital Mont-Sinaï	798	1 710	2 508	14 714	17 222	18 229
Hôpital neurologique de Montréal		4 061	4 061		4 061	4 238
Hôpital Notre-Dame	1 000	18 639	19 639	57 593	77 232	70 682
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.		2 518	2 518	21 251	23 769	22 608
Hôpital Rivière-des-Prairies		2 499	2 499	6 776	9 275	9 708
Hôpital Royal Victoria		3 834	3 834	5 286	9 120	4 017
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal		17 079	17 079	16 755	33 834	33 037
Hôpital St-Charles-Borromée (Corporation de l')		5 584	5 584	9 642	15 226	15 461
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		3 373	3 373		3 373	3 417
Hôpital Ste-Justine		22 040	22 040	4 327	26 367	23 783
Hôpital St-Luc		13 963	13 963	1 351	15 314	15 609

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
						(Reclassé)
Montréal: (suite)						
Hôpital Santa-Cabrini		11 195	11 195		11 195	12 383
Hôtel-Dieu de Montréal		15 228	15 228	108	15 336	16 006
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		2 984	2 984	117	3 101	3 227
Institut de cardiologie de Montréal		5 266	5 266	2 606	7 872	8 387
Institut Philippe-Pinel de Montréal		2 526	2 526		2 526	2 680
Institut de réadaptation de Montréal				5 063	5 063	5 046
Institut de recherches cliniques de Montréal				16 097	16 097	16 397
Manoir de l'Âge d'Or		5 297	5 297	362	5 659	5 800
Régie régionale de la santé et des services sociaux Montréal-Centre		7 414	7 414	91 061	98 475	107 582
Villa Notre-Dame-de-Grâce		737	737		737	767
Montréal-Nord: Hôpital Marie-Clarac des Soeurs de Charité Ste-Marie (1965) Inc.		1 260	1 260		1 260	1 320
Nicolet:						
Hôpital du Christ-Roi		2 637	2 637	8 777	11 414	11 553
Foyer de Nicolet				827	827	798
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac				6 785	6 785	6 756
Paspébiac: Centre local de services communautaires Chaleurs		1 968	1 968	37	2 005	2 077
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	112		112		112	169
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable		2 075	2 075		2 075	2 180
Pohénégamook: Centre local de services communautaires des Frontières		1 887	1 887		1 887	1 972
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore		1 517	1 517	16 919	18 436	34 576
Puvimituq: Centre de santé Inuulitsivik		5 864	5 864	10 008	15 872	11 762
Québec:						
Centre d'hébergement Notre-Dame-de-Lourdes et St-Charles		1 599	1 599	3 427	5 026	5 327
Centre hospitalier universitaire de Québec		55 439	55 439	16 771	72 210	76 717
Hôpital de l'Enfant-Jésus		29 405	29 405	54 622	84 027	85 311
Hôpital Général de Québec		1 980	1 980		1 980	2 069
Hôpital Jeffery Hale				4 160	4 160	4 177
Hôpital du St-Sacrement		4 894	4 894	20 485	25 379	24 941
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec		899	899		899	942
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec				36 527	36 527	44 227
Repentigny: Centre hospitalier Le Gardeur		31 496	31 496	2 709	34 205	35 778
Richmond: Foyer Richmond Inc.				2 417	2 417	2 477
Rigaud: Foyer de Rigaud Inc.		377	377		377	399
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est				34	34	1 775
Centre hospitalier régional de Rimouski		7 508	7 508	38 556	46 064	46 437

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
						(Reclassé)
Rimouski: (suite)						
Centre jeunesse du Bas-St-Laurent		1 327	1 327		1 327	
Foyer de Rimouski Inc.		582	582		582	608
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-St-Laurent				11 920	11 920	11 111
Rivière-du-Loup:						
Centre hospitalier régional du Grand-Portage	1 000	3 496	4 496		4 496	4 648
Hôpital St-Joseph de Rivière-du-Loup				450	450	455
Roberval:						
Hôtel-Dieu de Roberval		2 498	2 498		2 498	2 612
Institut Lachenaie Inc.				5 882	5 882	6 179
Rouyn-Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda		16 450	16 450	42	16 492	17 206
Maison Pie-XII		82	82		82	86
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue				5 138	5 138	6 538
Sainte-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		5 205	5 205	806	6 011	6 316
Saint-André: Foyer Desjardins						30
Saint-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation		1 584	1 584		1 584	1 656
Sainte-Anne-des-Monts:						
Centre de réadaptation de la Gaspésie		420	420		420	440
Hôpital des Monts (Corporation de l')		2 958	2 958		2 958	3 102
Saint-Anselme: Pavillon de l'Âge d'Or St-Anselme Inc.				2 184	2 184	2 157
Saint-Apollinaire: La Lignée Lotbinière				1 994	1 994	1 668
Saint-Célestin: Foyer St-Célestin				5 632	5 632	5 694
Saint-Charles-Borromée: Centre hospitalier régional Delanaudière	1 760	22 488	24 248	3 805	28 053	25 331
Sainte-Claire: Villa Prévost Inc.		385	385		385	402
Saint-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		39 958	39 958	197	40 155	39 608
Saint-Félicien: Foyer de la Paix Inc.				260	260	283
Sainte-Foy:						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.		1 359	1 359		1 359	1 434
Corporation d'hébergement du Québec	71 878	1 568 195	1 640 073	311 720	1 951 793	1 712 312
Hôpital Laval		10 511	10 511	4 178	14 689	14 252
Saint-Hyacinthe: Réseau santé Richelieu-Yamaska		13 077	13 077	8 856	21 933	22 295
Saint-Jacques: Centre d'hébergement de soins de longue durée Montcalm		369	369		369	386
Saint-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 152	1 152	1 546	2 698	2 808

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995 (Reclassé)
Saint-Jean-sur-Richelieu: Hôpital du Haut-Richelieu		11 060	11 060		11 060	11 569
Saint-Jérôme:						
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		30 195	30 195		30 195	31 876
Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides				9 154	9 154	13 238
Saint-Jovite: L'Accueil St-Jovite Inc.				2 943	2 943	2 941
Saint-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		3 696	3 696		3 696	3 864
Saint-Liguori: Foyer St-Liguori				1 111	1 111	825
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)		1 461	1 461		1 461	1 584
Sainte-Marie:						
Centre d'hébergement de soins de longue durée Nouvelle-Beauce		375	375		375	393
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches				12 021	12 021	10 927
Saint-Pacôme: Centres d'hébergement et de soins de longue durée regroupement Kamouraska (Les)		610	610		610	640
Saint-Raphaël: Foyer St-Raphaël Inc.				1 614	1 614	1 650
Saint-Raymond: Centre régional d'hébergement et de santé de Portneuf		13 778	13 778	295	14 073	13 757
Saint-Romuald: Foyer Chanoine Audet Inc.				3 604	3 604	3 586
Sainte-Thècle: Foyer de Ste-Thècle Inc.				2 730	2 730	2 666
Saint-Tite:						
Centres d'hébergement et de soins de longue durée regroupement Mékinac-des-Chenaux (Les)		261	261		261	
Foyer Mgr-Paquin Inc.						301
Salaberry-de-Valleyfield: Centre hospitalier régio- nal du Suroit à Salaberry-de-Valleyfield		31 591	31 591	922	32 513	34 089
Senneterre: Centre de santé Le Minordet				1 506	1 506	1 485
Sept-Îles:						
Centre Gustave-Gauvreau		362	362	4 293	4 655	4 663
Hôpital de Sept-Îles		14 481	14 481		14 481	14 925
Shawinigan:						
Centre d'hébergement de soins de longue durée du Centre-de-la-Mauricie		820	820		820	857
Foyer Dehauffe				272	272	275
Shawinigan-Sud: Centre hospitalier régional de la Mauricie		5 781	5 781	2 558	8 339	8 521
Shawville: L'Hôpital communautaire du Pontiac Inc.		13 755	13 755		13 755	14 376
Sherbrooke:						
Centre hospitalier de Sherbrooke				995	995	1 107
Centre jeunesse de l'Estrie		605	605		605	634
Centre de réadaptation Estrie Inc.		394	394		394	411
Centre universitaire de santé de l'Estrie		29 837	29 837	13 090	42 927	42 370
Foyer St-Joseph de Sherbrooke		477	477		477	520

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1996	1995
						(Reclassé)
Sherbrooke: (suite)						
Hôpital d'Youville de Sherbrooke (Corporation de L')		2 918	2 918	4 401	7 319	7 468
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie				9 264	9 264	9 795
Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.		517	517	391	908	2 980
Sillery: Saint-Brigid's Home Inc.				2 362	2 362	2 347
Sorel:						
Foyer Richelieu Inc.				486	486	490
Hôpital Général de Sorel				3 218	3 218	3 211
Hôtel-Dieu de Sorel		4 636	4 636		4 636	4 857
Témiscaming: Centre de santé de Témiscaming		990	990		990	1 035
Thetford Mines:						
Centre hospitalier de la Région de l'Amiante Inc.		7 414	7 414	5 434	12 848	13 028
Résidence Denis-Marcotte				2 661	2 661	2 641
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles		1 156	1 156		1 156	1 204
Trois-Rivières:						
Centre d'hébergement et soins de longue durée Le Trifluvien		262	262		262	274
Centre hospitalier Cooke				414	414	440
Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières		14 448	14 448	3 891	18 339	19 347
Centre hospitalier Ste-Marie		18 609	18 609	2 744	21 353	19 779
Centres jeunesse Mauricie-Bois-Francis (Les)		6 246	6 246		6 246	6 518
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Mauricie-Bois-Francis				17 308	17 308	17 548
Ville Joie St-Dominique				1 913	1 913	1 948
Val-d'Or:						
Centre hospitalier de Val-d'Or		5 868	5 868		5 868	6 015
Centre d'orientation l'Étape Inc.		754	754	142	896	941
Foyer de Val-d'Or Inc.				7 254	7 254	6 898
Vanier: Hôpital Christ-Roi		1 881	1 881	3 491	5 372	5 438
Verdun:						
Centre hospitalier de Verdun		7 214	7 214		7 214	7 319
Hôpital Charplain de Verdun		1 925	1 925	14 063	15 988	15 391
Hôpital Douglas		10 407	10 407	205	10 612	11 247
Société d'habitation de Verdun				14 486	14 486	14 602
Victoriaville-Arthabaska:						
Centre d'hébergement de soins de longue durée de la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska		4 270	4 270		4 270	4 449
Centre d'accueil L'Ermitage				1 328	1 328	1 272
Hôtel-Dieu d'Arthabaska		2 971	2 971	8 317	11 288	3 108
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille		4 174	4 174	29	4 203	4 505
Warwick: Foyer Étoile d'Or Inc.				1 428	1 428	1 341
Weedon: Foyer de Weedon Inc.				3 961	3 961	3 965
Westmount:						
Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		779	779		779	844
Hôpital Reddy Memorial (Corporation de L')		2 573	2 573	2 169	4 742	4 832

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	8	1996	1995
						(Reclassé)
Windsor: Centres d'hébergement de soins de longue durée du Val St-François (Les)		669	669	3 726	4 395	3 578
Wotton: Centre d'accueil de Wotton				1 234	1 234	1 233
	77 818	2 892 057	2 969 875	1 356 495	4 326 370	4 130 072
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec		7 759	7 759		7 759	62
	77 818	2 884 298	2 962 116	1 356 495	4 318 611	4 130 010

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1996	1995
					(Redressé)
Municipalités					
Montréal métropolitain:					
Beaconsfield	92		94	186	256
Beauharnois	7 927	370		8 297	8 640
Beloeil	2 740		998	3 738	2 641
Blainville	3 031	136	342	3 509	3 619
Boisbriand	13 943		795	14 738	14 310
Bois-des-Filion	564	359	257	1 180	897
Boucherville	31 930			31 930	32 376
Brossard	29 716	1 389		31 105	30 175
Candiac	12 574			12 574	13 036
Carignan	1 034			1 034	851
Charbly	18 432		59	18 491	18 539
Charlemagne	5 388			5 388	620
Châteauguay	42 801			42 801	43 387
Côte-Saint-Luc			948	948	995
Delson	6 490			6 490	6 722
Deux-Montagnes	4 227	747		4 974	4 192
Dollard-des-Ormeaux			904	904	928
Dorion	6 092			6 092	6 140
Dorval		818		818	
Greenfield Park	10 552	944		11 496	10 783
Lachenaie	8 069		763	8 832	3 762
Lachine			83	83	88
La Plaine	1 405			1 405	1 275
La Prairie	11 456		939	12 395	12 859
LaSalle	1 966		42	2 008	2 064
Laval	146 770	204	2 753	149 727	159 146
Le Gardeur	5 026	63		5 089	1 521
LeMoyne	2 601			2 601	2 690
L'Île-Perrot	12 615			12 615	12 667
Longueuil	104 534		13 158	117 692	120 452
Lorraine	690	355		1 045	786
Maple Grove	2 701			2 701	2 966
Mascouche	9 209			9 209	3 921
McMasterville	557			557	313
Melocheville	4 114			4 114	4 121
Mercier	448			448	665
Mirabel	8 421	512		8 933	8 267
Montréal		20 167	10 810	30 977	11 452
Montréal-Est			269	269	277
Montréal-Nord		132		132	
Mont-Saint-Hilaire	1 819			1 819	811
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 752			7 752	7 747
Oka, paroisse	2 478			2 478	2 550
Otterburn Park	980			980	409
Pierrefonds		433		433	
Pincourt	11 996			11 996	11 948
Pointe-des-Cascades	67			67	111
Repentigny	17 882		2 359	20 241	15 767
Richelieu	2 143			2 143	2 136
Rosemère	1 336	175		1 511	1 429
Sainte-Anne-des-Plaines	7 637	512		8 149	4 511
Saint-Basile-Le-Grand	386	370	732	1 488	1 248
Saint-Bruno-de-Montarville	1 311	709		2 020	1 650
Sainte-Catherine	6 689			6 689	6 929
Saint-Constant	8 843			8 843	9 162
Saint-Eustache	32 400	79		32 479	31 326
Saint-Hubert	44 758			44 758	45 248
Saint-Isidore	43			43	41
Saint-Joseph-du-Lac	374			374	164

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1996	1995
					(Redressé)
Sainte-Julie	2 974	783		3 757	2 977
Saint-Lambert	11 136			11 136	11 353
Saint-Lazare	5 110			5 110	1 006
Saint-Léonard		1 233		1 233	
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	183			183	
Saint-Mathias-sur-Richelieu	188			188	255
Saint-Mathieu-de-Beloeil	37			37	37
Saint-Philippe	3 461			3 461	507
Saint-Placide					275
Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard		104		104	
Saint-Sulpice	3 420			3 420	3 420
Sainte-Thérèse	3 681		952	4 633	4 985
Terrasse-Vaudreuil	3 404			3 404	3 387
Terrebonne	31 487	479		31 966	25 098
Varenes	6 531	47		6 578	6 920
Vaudreuil	6 100			6 100	6 126
Québec métropolitain:					
Beauport	3 875	559	422	4 856	4 342
Bernières	2 272			2 272	2 014
Boischatel					320
Cap-Rouge	1 246	56		1 302	1 258
Charlesbourg	4 289	1 067	1 015	6 371	5 600
Charry	1 257	581		1 838	857
Château-Richer	169			169	179
Fossambault-sur-le-Lac	2 639			2 639	2 726
Lac-Beauport	14		406	420	449
Lac-Delage	2 154			2 154	2 208
Lac-Saint-Charles	556	41		597	589
L'Ancienne-Lorette	1 007		1 048	2 055	2 095
L'Ange-Gardien	260			260	274
Lévis	43 981	1 977	352	46 310	45 523
Loretteville	2 254			2 254	2 081
Pintendre	2 748			2 748	2 817
Québec	4 519		6 647	11 166	12 115
Saint-Augustin-de-Desmaures	2 397		702	3 099	3 159
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 300			3 300	3 368
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2 867			2 867	2 902
Saint-Émile	349	397		746	362
Saint-Étienne-de-Beaumont	1 299			1 299	1 332
Saint-Étienne-de-Lauzon	1 412	188		1 600	1 412
Sainte-Foy	9 936			9 936	10 058
Saint-Jean	303			303	
Saint-Jean-Chrysostome	4 291			4 291	4 292
Saint-Lambert-de-Lauzon	166			166	182
Saint-Nicolas	3 328		242	3 570	835
Saint-Pierre	63			63	73
Saint-Rédempteur	992			992	513
Saint-Romuald	15 679	146	611	16 436	14 111
Sillery			862	862	904
Stoneham-et-Tewkesbury	4 268			4 268	4 329
Val-Bélair	945		509	1 454	1 495
Vanier	1 582	85		1 667	1 681
Diverses circonscriptions électorales:					
Abitibi-Est	24 969		2 535	27 504	27 419
Abitibi-Ouest	30 250	662	2 894	33 806	26 379
Argenteuil	8 218	556	540	9 314	6 517
Arthabaska	30 657	1 699	1 634	33 990	34 436
Beauce-Nord	37 826		1 558	39 384	38 901

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1996	1995
					(Redressé)
Beauce-Sud	38 650			38 650	40 343
Beauharnois-Huntingdon	31 729			31 729	27 349
Bellechasse	23 934		342	24 276	22 294
Berthier	30 810			30 810	24 220
Bertrand	28 874		79	28 953	25 609
Bonaventure	48 780		2 345	51 125	51 230
Borduas	3 758			3 758	4 062
Brome-Missisquoi	34 473		673	35 146	35 299
Champlain	20 809	910	1 589	23 308	22 396
Chapleau	1 604		5 826	7 430	7 739
Charlevoix	22 932		353	23 285	22 391
Chauveau			824	824	484
Chicoutimi	39 202	1 404	791	41 397	38 813
Chutes-de-la-Chaudière			822	822	847
Deux-Montagnes	267		459	726	473
Drummond	44 446	376	735	45 557	27 007
Dubuc	31 741		1 131	32 872	33 127
Duplessis	13 755	900	35 910	50 565	42 310
Frontenac	37 668	1 085	280	39 033	37 674
Gaspé	24 634		465	25 099	19 626
Gatineau	8 872			8 872	8 822
Hull	1 256	484		1 740	1 320
Iberville	53 631		286	53 917	44 201
Îles-de-la-Madeleine	6 239			6 239	6 106
Jacques-Cartier			1 250	1 250	
Johnson	34 845		645	35 490	36 078
Joliette	22 081	747		22 828	22 434
Jonquière	29 017	83		29 100	29 572
Kamouraska-Témiscouata	22 120			22 120	22 546
Labelle	37 994	71	381	38 446	37 166
Lac-Saint-Jean	45 967		1 660	47 627	45 850
L'Assomption	6 773	250		7 023	6 761
Laviolette	26 931	295		27 226	27 056
Lévis	5 958		609	6 567	6 422
Lotbinière	8 377		236	8 613	8 799
Maskinongé	40 385	459	1 766	42 610	31 895
Masson			356	356	390
Matane	21 337			21 337	21 284
Matapédia	35 520	119	468	36 107	30 552
Mégantic-Compton	48 575	159	51	48 785	47 501
Montmagny-L'Islet	28 488	142	208	28 838	28 718
Montmorency			243	243	255
Nelligan			391	391	425
Nicolet-Yamaska	27 097		770	27 867	21 921
Orford	31 299	715	2 964	34 978	35 529
Papineau	13 882		788	14 670	9 668
Pontiac	7 487	226		7 713	7 544
Portneuf	29 758		602	30 360	25 586
Prévost	9 253		3 695	12 948	13 285
Richelieu	42 259			42 259	42 835
Richmond	29 082			29 082	28 620
Rimouski	49 424		1 980	51 404	50 849
Rivière-du-Loup	23 904		1 089	24 993	25 631
Roberval	42 643	229	537	43 409	43 510
Rousseau	16 549	349	1 128	18 026	17 933
Rouyn-Noranda - Témiscamingue	37 935		3 228	41 163	41 966
Saguenay	37 901		595	38 496	37 720
Saint-François	20 748	1 037		21 785	21 024
Saint-Hyacinthe	49 219	474	1 094	50 787	50 485
Saint-Jean	44 524		411	44 935	25 193
Saint-Maurice	11 929	152	2 107	14 188	13 969
Salaberry-Soulanges	54 777		725	55 502	49 802

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1996	1995
					(Redressé)
Shefford	33 944		4 386	38 330	38 155
Sherbrooke	63 185		3 593	66 778	68 418
Terrebonne			264	264	276
Trois-Rivières	59 522	1 197	3 066	63 785	62 785
Ungava	11 073	239	1 115	12 427	12 377
Vaudreuil	4 970			4 970	4 996
Verchères	14 691		414	15 105	15 169
	2 732 545	51 236	154 959	2 938 740	2 740 731
Moins: Montant inscrit au passif - «Provision pour financer l'assainissement des eaux»	114 999			114 999	130 816
	2 617 546	51 236	154 959	2 823 741	2 609 915
Organismes municipaux					
Communauté urbaine de Montréal	798 255		665 976	1 464 231	1 525 902
Communauté urbaine de l'Outaouais	55 432			55 432	56 992
Communauté urbaine de Québec	300 217			300 217	307 079
Corporation intermunicipale de transports des Forges			2 016	2 016	1 785
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec			2 230	2 230	2 735
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay			4 014	4 014	4 969
Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke			1 912	1 912	2 780
Régie intermunicipale des installations de Neuville			231	231	277
Régie intermunicipale de transport en commun du Centre- de-la-Mauricie			90	90	258
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		270 079		270 079	234 883
Société de transport de la Communauté urbaine de Québec		34 845		34 845	29 122
Société de transport de l'Outaouais		20 388		20 388	18 770
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal		48 665		48 665	55 899
Société de transport de Ville de Laval		20 225		20 225	20 156
	1 153 904		1 070 671	2 224 575	2 261 607
Moins: Montant inscrit au passif - «Provision pour financer l'assainissement des eaux»	25			25	31
	1 153 879		1 070 671	2 224 550	2 261 576
	3 771 425	51 236	1 225 630	5 048 291	4 871 491

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1996	1995
		(Redressé)
Organismes et entreprises du Gouvernement		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	5 098	11 610
Musée d'Art contemporain de Montréal	11 566	12 115
Musée de la Civilisation	25 161	30 039
Musée du Québec	32 421	33 926
Radio-Québec	13 061	13 486
Société de développement des entreprises culturelles	8 493	8 493
Société du Grand Théâtre de Québec	7 052	9 359
Société de la Place des Arts de Montréal	103 997	110 608
Société québécoise d'assainissement des eaux	2	8
	<u>206 851</u>	<u>229 644</u>
Divers autres organismes	135 322	116 891
	<u>342 173</u>	<u>346 535</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1996	1995
					(Reclassé)
Municipalités					
Montréal métropolitain:					
Anjou		5 433		5 433	5 361
Baie-d'Urfé					156
Beaconsfield	29			29	647
Beauharnois	2	1 125		1 127	465
Beloeil	15 376	1 051		16 427	17 742
Blainville	6 747	1 113		7 860	7 610
Boisbriand	1 263	1 191		2 454	2 441
Bois-des-Filion	2 761			2 761	3 130
Boucherville	1 526	1 938		3 464	2 028
Brossard	1 971	4 219		6 190	7 648
Candiac	547	709	2 000	3 256	3 183
Carignan	5 481	284	500	6 265	962
Chambly	149	2 411		2 560	2 684
Charlemagne	1 756	212		1 968	6 819
Châteauguay	85	545	9	639	415
Delson	280	378		658	428
Deux-Montagnes	376			376	1 224
Dollard-des-Ormeaux		2 681		2 681	1 935
Dorion	800			800	846
Dorval		137		137	896
Greenfield Park	990			990	2 113
Hampstead		414		414	414
Hudson		230		230	230
Kirkland		1 003		1 003	1 003
Lachenaie	14 819	864		15 683	15 679
Lachine		2 022		2 022	2 022
La Plaine	5 105	217		5 322	779
La Prairie	475	1 126		1 601	1 128
LaSalle	398	7 301		7 699	7 016
Laval	97 565	21 734		119 299	121 418
Le Gardeur	3 770	1 526		5 296	8 109
LeMoyne	89			89	174
Léry		6		6	47
L'Île-Dorval		2		2	
L'Île-Perrot	372	462		834	413
Longueuil	13 323	9 444	3 400	26 167	14 327
Lorraine	3 035	10		3 045	3 413
Maple Grove	1 217			1 217	1 219
Mascouche	4 602	1 481		6 083	10 338
McMasterville	3 390	1		3 391	3 971
Melocheville	33			33	37
Mercier	4 707	472		5 179	36
Mirabel	2 681	514		3 195	4 122
Montréal		66 116	20 138	86 254	65 904
Montréal-Est		1 500		1 500	1 500
Montréal-Nord		927		927	1 719
Montréal-Ouest					315
Mont-Royal		1 044		1 044	898
Mont-Saint-Hilaire	13 018	703		13 721	14 817
Notre-Dame-de-Bon-Secours					66
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	1 825	93	55	1 973	2 113
Oka, municipalité	513	3		516	303
Oka, paroisse					421
Ottenburn Park	7 414	347		7 761	8 374
Outremont		4 006	800	4 806	4 479

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1996	1995
					(Reclassé)
Pierrefonds		2 350		2 350	850
Pincourt	1 008	553		1 561	1 188
Pointe-Calumet			22	22	455
Pointe-Claire					1 585
Pointe-des-Cascades	52	33		85	250
Repentigny	9 152	2 833		11 985	13 318
Richelieu	44	91		135	60
Rosemère	5 159	1 073		6 232	6 189
Roxboro		937		937	937
Saint-Amable					407
Sainte-Anne-de-Bellevue					192
Sainte-Anne-des-Plaines	1 028	45		1 073	4 878
Saint-Basile-Le-Grand	37	208		245	645
Saint-Bruno-de-Montarville	116	3 073		3 189	3 490
Sainte-Catherine	392	786		1 178	323
Saint-Constant	375	1 056		1 431	36
Saint-Eustache	1 942	2 057		3 999	5 210
Saint-Hubert	2 452	6 189	90	8 731	7 582
Saint-Isidore		107		107	11
Saint-Joseph-du-Lac	155	206	499	860	716
Sainte-Julie	1 019	400		1 419	2 202
Saint-Lambert	528	8 585		9 113	9 236
Saint-Laurent		5 151	6	5 157	5 151
Saint-Lazare	2 200	519		2 719	6 953
Saint-Léonard		2 732		2 732	2 629
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	100	425		525	710
Saint-Mathias-sur-Richelieu	57			57	91
Saint-Mathieu					84
Saint-Mathieu-de-Beloeil	41			41	96
Saint-Philippe	1 246		906	2 152	5 802
Saint-Pierre		237		237	299
Saint-Placide					177
Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard		547		547	594
Saint-Sulpice	533	81		614	585
Sainte-Thérèse	10 608	1 381		11 989	11 894
Senneville					45
Terrasse-Vaudreuil	208	51	20	279	363
Terrebonne	8 812	1 996		10 808	17 748
Varemes	124	799		923	982
Vaudreuil	1 008	886		1 894	1 975
Vaudreuil-sur-le-Lac					12
Verdun		980		980	980
Westmount		1 610		1 610	1 610
Québec métropolitain:					
Beauport	809	2 723		3 532	2 982
Bernières	4 058	821		4 879	5 223
Boischatel	66			66	175
Cap-Rouge	401	748	1 172	2 321	1 229
Charlesbourg	837	3 000		3 837	4 869
Charmy	8 549			8 549	9 668
Château-Richer	37			37	147
Fossambault-sur-le-Lac	76			76	237
Lac-Beauport	37	23		60	654
Lac-Delage	116	16		132	133
Lac-Saint-Charles	294	388	401	1 083	1 291
Lac-Saint-Joseph					7

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1996	1995
					(Reclassé)
L'Ancienne-Lorette	299	874		1 173	299
L'Ange-Gardien	57			57	150
Lévis	2 015	785	370	3 170	5 238
Loretteville	883	815		1 698	1 162
Pintendre	35			35	37
Québec	943	11 333	15 927	28 203	18 399
Saint-Augustin-de-Desmaures	296	884	152	1 332	4 574
Sainte-Brigitte-de-Laval	484	95		579	620
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	289	191		480	288
Saint-Émile	115			115	512
Saint-Étienne-de-Beaumont	646	96		742	660
Saint-Étienne-de-Lauzon	311	228		539	911
Sainte-Famille		24		24	
Sainte-Foy	1 360	4 126		5 486	3 098
Saint-François		2		2	
Saint-Gabriel-de-Valcartier		11		11	
Saint-Jean-Chrysostome	25	729	189	943	1 123
Saint-Lambert-de-Lauzon	2 281	275	933	3 489	1 137
Saint-Nicolas	8 911		40	8 951	11 729
Sainte-Pétronille					48
Saint-Pierre	136			136	138
Saint-Rédempteur	4 149	336		4 485	4 709
Saint-Romuald	4 497	2 829		7 326	7 785
Shannon		4		4	49
Sillery		718		718	718
Stonham-et-Tewkesbury	385			385	596
Val-Bélair	433	1 985		2 418	2 426
Vanier	12	599		611	633
Diverses circonscriptions électorales:					
Abitibi-Est	12 123	1 625	2 757	16 505	4 243
Abitibi-Ouest	11 618	1 256	5 122	17 996	22 349
Argenteuil	1 463	2 077	592	4 132	9 147
Arthabaska	1 469	601	94	2 164	3 693
Beauce-Nord	8 585	1 041	3 073	12 699	13 666
Beauce-Sud	2 880	1 738	257	4 875	4 917
Beauharnois-Huntingdon	7 100	356	184	7 640	13 708
Bellechasse	5 768	887	1 895	8 550	12 620
Berthier	9 145	337	1 269	10 751	19 811
Bertrand	14 845	457	510	15 812	21 265
Bonaventure	6 428	996	705	8 129	9 784
Borduas	113	363		476	476
Brome-Missisquoi	3 351	1 755	1 623	6 729	8 074
Chambly					137
Champlain	1 124	1 801	25	2 950	5 155
Chapleau	1 384	40		1 424	1 496
Charlevoix	26 605	3 535	97	30 237	10 656
Châteauguay		650		650	590
Chauveau					369
Chicoutimi	14 303	2 410	3 249	19 962	22 348
Chutes-de-la-Chaudière					358
Deux-Montagnes	25		754	779	113
Drummond	20 667	3 319	396	24 382	37 204
Dubuc	3 181	1 500	4 088	8 769	5 844
Duplessis	24 477	1 803	14 118	40 398	50 671
Frontenac	2 879	1 290	2 157	6 326	8 935
Gaspé	26 067	3 911	5 333	35 311	41 277

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1996	1995
					(Reclassé)
Gatineau	2 470	571	1 753	4 794	5 053
Hull	811	13 658	343	14 812	9 345
Iberville	10 847	2 222	1 856	14 925	25 825
Îles-de-la-Madeleine	400	960	4 211	5 571	7 206
Jacques-Cartier					9 750
Johnson	5 116	200	665	5 981	7 936
Joliette	19 430	1 361	1 007	21 798	23 832
Jonquière	510	3 245	10	3 765	2 637
Kamouraska-Témiscouata	7 719	2 074	1 919	11 712	12 692
Labelle	2 630	1 197	245	4 072	7 357
Lac-Saint-Jean	3 474	2 275	194	5 943	7 665
L'Assomption	1 170	308	149	1 627	1 826
Laviolette	3 284	1 926	623	5 833	5 608
Lévis	254	185		439	368
Lotbinière	3 480	416	559	4 455	3 954
Maskinongé	11 293	1 866	5 938	19 097	27 377
Masson			1 965	1 965	1 346
Matane	2 769	1 391	4 095	8 255	7 853
Matapédia	7 247	2 295	227	9 769	18 688
Mégantic-Compton	7 102	440	1 364	8 906	13 221
Montmagny-L'Islet	14 820	1 402	1 800	18 022	20 374
Montmorency					157
Nicolet-Yamaska	23 092	1 404	791	25 287	22 430
Orford	2 106	1 522	1 920	5 548	7 899
Papineau	15 946	915	1 158	18 019	23 517
Pontiac	990	2 270	30	3 290	4 097
Portneuf	16 040	623	1 450	18 113	16 979
Prévost	1 448	1 551	5 651	8 650	9 798
Richelieu	13 203	1 697	720	15 620	15 567
Richmond	4 286	1 071	213	5 570	8 442
Rimouski	3 813	2 310	533	6 656	8 395
Rivière-du-Loup	14 734	253	1 388	16 375	9 778
Roberval	5 545	8 647	3 770	17 962	17 605
Rousseau	909	1 970	617	3 496	3 649
Rouyn-Noranda - Témiscamingue	23 465	5 108	1 088	29 661	9 653
Saguenay	4 960	3 241	1 557	9 758	12 768
Saint-François	1 481	1 158		2 639	4 414
Saint-Hyacinthe	4 704	152	435	5 291	5 401
Saint-Jean	34 630	3 663		38 293	59 018
Saint-Maurice	4 651	2 289	692	7 632	8 229
Salaberry-Soulanges	10 017	3 355	1 633	15 005	23 686
Shefford	3 585	2 945	112	6 642	8 239
Sherbrooke	2 351	5 138		7 489	5 989
Terrebonne					724
Trois-Rivières	1 175	3 270	286	4 731	1 759
Ungava	1 005	891	90 572	92 468	90 865
Vachon					15
Vaudreuil	108	18	1 300	1 426	1 515
Verchères	1 620	542	1 687	3 849	4 426
	817 018	357 373	242 453	1 416 844	1 511 564
Organismes municipaux:					
Communauté urbaine de Montréal	65 293		10 400	75 693	91 761
Communauté urbaine de l'Outaouais	1 077			1 077	1 077

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1996	1995
					(Reclassé)
Communauté urbaine de Québec			15	15	
Corporation intermunicipale de transports des Forges			2 468	2 468	638
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec			980	980	
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay			2 432	2 432	
Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke			3 094	3 094	1 021
Municipalités régionales de comté:					
Acton			63	63	
Argenteuil			75	75	
Arthabaska			62	62	
Avignon			75	75	
Beauharnois-Salaberry					282
Bécancour			62	62	
Bonaventure			75	75	
Champlain			50	50	
D'Au-tray					94
Denis-Riverin			75	75	
Desjardins			50	50	
Drummond			62	62	
Francheville			50	50	
Joliette			50	50	
La Côte-de-Beaupré			63	63	
La Côte-de-Gaspé			75	75	
La Haute-Côte-Nord			75	75	
La Haute-Yamaska			50	50	
La Nouvelle-Beauce			39	39	
La Rivière-du-Nord			50	50	
La Vallée-du-Richelieu			50	50	
Le Bas-Richelieu			63	63	
Le Centre-de-La-Mauricie			75	75	
Le Domaine-du-Roy			75	75	
Le Fjord-du-Saguenay			50	50	
Le Haut-Saint-Laurent			63	63	
Le Haut-Saint-Maurice			62	62	
L'Érable			75	75	
Les Chutes-de-la-Chaudière			50	50	
Les Etchemins			75	75	
Les Îles-de-La-Madeleine			75	75	
Les Jardins-de-Napierville			50	50	
Les Laurentides			63	63	
Les Maskoutains			50	50	
Les Pays-d'en-Haut			50	50	
L'Île-d'Orléans			50	50	
L'Islet			75	75	
Manicouagan			50	50	
Maskinongé			75	75	
Mékinac			75	75	50
Minganie			150	150	
Nicolet-Yamaska			62	62	
Papineau			75	75	
Pontiac			75	75	
Robert-Cliche			63	63	
Rouville			50	50	
Rouyn-Noranda					200
Sept-Rivières			63	63	
Vaudreuil-Soulanges			50	50	
Régie d'aqueduc de Grand-Pré		67		67	
Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins		50		50	
Régie d'assainissement des eaux usées de Piedmont - Saint-Sauveur		310		310	310

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1996	1995
					(Reclassé)
Régie intermunicipale d'approvisionnement en eau potable de Henryville - Venise					72
Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph et Saint-Roch		756		756	756
Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie					35
Régie intermunicipale de Parc des Chutes de Shawinigan-Sud		118		118	167
Régie intermunicipale du Parc régional des Chutes Mont-à-Pied et des Dalles			69	69	157
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal			130 371	130 371	93 592
Société de transport de la Communauté urbaine de Québec			16 981	16 981	16 092
Société de transport de l'Outaouais			3 681	3 681	3 960
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal			19 561	19 561	8 381
Société de transport de Ville de Laval			8 265	8 265	
	66 370	1 301	201 257	268 928	218 645
	883 388	358 674	443 710	1 685 772	1 730 209

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Organismes et entreprises du Gouvernement		
Bibliothèque nationale du Québec	17 366	235
Musée d'Art contemporain de Montréal	1 245	111
Musée de la Civilisation	1 987	329
Musée du Québec	2 057	1 425
Société du Centre des congrès de Québec	54 300	54 300
Société des établissements de plein air du Québec	25	135
Société du Grand Théâtre de Québec	2 319	1 442
Société de la Place des Arts de Montréal	8 084	3 712
	<u>87 382</u>	<u>61 689</u>
Divers autres organismes		
Aide à l'industrie:		
Aide au développement régional	10 101	14 775
Aide au développement technologique	32 737	34 498
Aide à la production et à la commercialisation des produits agro-alimentaires	7 211	11 768
Assistance à l'industrie minérale	5 136	9 579
Développement des pêches maritimes		761
Aide aux loisirs et à la culture	74 738	29 392
Infrastructures	74 353	80 396
Autres	3 601	3 663
	<u>207 877</u>	<u>184 832</u>
	<u>295 259</u>	<u>246 521</u>

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail
page

1996

1995

(Redressé)

GARANTIES D'EMPRUNTS

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

3-86	Commission municipale du Québec	21 431	24 413
3-87	Hydro-Québec	37 671 806 (2)	37 911 795 (2)
3-93	Régie de l'assurance-maladie du Québec		12 400
3-94	Sibbec	78 774	211 410
3-95	Société de développement de la Baie James	812	3 431
3-96	Société de développement industriel du Québec	143 801	406 411
3-98	Société du Palais des congrès de Montréal	32 500	80 788
3-99	Société immobilière du Québec	361 275	455 235
3-101	Société nationale de l'amiante	15 000	15 000
3-101	Société québécoise d'assainissement des eaux	263 164 (4)	413 561 (4)
		<u>38 588 563 (1)</u>	<u>39 534 444 (1)</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

3-107	Étudiants	2 745 576 (3)(5)	2 446 939 (3)(5)
3-108	Fonds d'aide à l'entreprise	58 024 (5)	40 000 (5)
3-108	Pêcheurs	51 829 (5)	53 703 (5)
3-109	Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	8 708 (5)	11 444 (5)
3-109	Travailleurs (formation professionnelle)	30 904 (5)	23 367 (5)
		<u>2 895 041</u>	<u>2 575 453</u>

CAUTIONNEMENTS

3-110	Société de développement industriel	767 830 (5)	592 070 (5)
3-110	Société de développement des entreprises culturelles	29 002 (5)	27 481 (5)
3-111	Société d'habitation du Québec	470 747 (5)	387 493 (5)
3-111	Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec)	6 493 (5)	4 558 (5)
		<u>1 274 072</u>	<u>1 011 602</u>

Total des garanties d'emprunts et des cautionnements

42 757 676

43 121 499

ACTIFS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT

3-110	Société de développement industriel du Québec	1 300 788 (5)	1 435 823 (5)
		<u>1 300 788 (5)</u>	<u>1 435 823 (5)</u>
	Total des garanties d'emprunts, cautionnements et actifs garantis par le Gouvernement (à reporter)	44 058 464	44 557 322

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES (suite)

(en milliers de dollars)

Sommaire (suite)

Détail
page
(suite)

	1996	1995
		(Redressé)
ACTIFS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT (suite)		
Total des garanties d'emprunts, cautionnements et actifs garantis par le Gouvernement (reporté)	44 058 464	44 557 322
MOINS:		
3-107 Provision pour pertes sur les interventions à-111 financières garanties	680 731 (5)	659 444 (5)
3-95 Provision pour pertes sur placements en actions	40 519 (5)	84 836 (5)
3-107 Provision pour financer l'assainissement des eaux	115 024 (5)	130 847 (5)
	836 274	875 127
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	43 222 190	43 682 195

(1) Les emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1996 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,3632
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,2706
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01275
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais (FL)	= 0,8252
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 0,9236
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	= 2,0806
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 1,1462
En unité de compte européen, ECU	= 1,71409
En monnaie de la Belgique, Franc belge (FB)	= 0,04493

(2) Obligations détenues par le gouvernement du Québec aux Fonds d'amortissement, Hydro-Québec 172 428 en monnaie du Canada incluant 29 540 en monnaie des États-Unis (173 124 en monnaie du Canada en 1995 incluant 29 540 en monnaie des États-Unis).

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(4) Les garanties d'emprunts des organismes et entreprises du Gouvernement sont redressées des montants de la provision pour perte sur placements en actions et celle pour financer l'assainissement des eaux qui sont présentés séparément.

(5) Les garanties d'emprunts accordées aux particuliers et sociétés, les cautionnements et les actifs garantis par le Gouvernement sont enregistrés sur la base des montants autorisés en vertu des programmes gouvernementaux pour établir le calcul de la provision pour perte sur les interventions financières garanties par le Gouvernement.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Commission municipale du Québec

L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires.		
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>21 431 (*)</u>	<u>24 413</u>
Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).		

(*) Détail

Montréal métropolitain: 12 340

Blairville, 52; Boisbriand, 61; Boucherville, 99; Brossard, 2; Chambly, 5; Châteauguay, 12; Côte-St-Luc, 356; Dollard-des-Ormeaux, 6; Dorval, 44; Hudson, 9; Laval, 7; L'île-Perrot, 40; Longueuil, 821; McMasterville, 9; Montréal, 10 145; Mont-St-Hilaire, 9; Otterburn Park, 9; Pierrefonds, 29; Pointe-Claire, 71; Rosemère, 35; St-Basile-le-Grand, 20; St-Bruno-de-Montarville, 10; Ste-Catherine, 6; St-Eustache, 1; St-Hubert, 28; St-Laurent, 46; Ste-Thérèse, 103; Terrebonne, 208; Verdun, 97.

Québec métropolitain: 3 177

Beauport, 502; Boischatel, 9; Cap-Rouge, 141; Charlesbourg, 688; Charny, 478; L'Ancienne-Lorette, 53; Lévis, 182; Québec, 428; Ste-Foy, 132; St-Jean-Chrysostome, 126; Sillery, 23; Val-Bélair, 415.

Diverses circonscriptions électorales: 5 914

Abitibi-Est, 11; Abitibi-Ouest, 43; Argenteuil, 37; Arthabaska, 126; Beauce-Nord, 191; Beauharnois-Huntingdon, 44; Bellechasse, 733; Berthier, 3; Bertrand, 214; Bonaventure, 126; Brome-Missisquoi, 31; Champlain, 87; Chapleau, 51; Charlevoix, 692; Chicoutimi, 9; Dubuc, 27; Duplessis, 111; Gaspé, 192; Gatineau, 5; Hull, 225; Iberville, 28; îles-de-la-Madeleine, 177; Johnson, 166; Joliette, 2; Jonquière, 3; Labelle, 3; Lac-St-Jean, 8; L'Assomption, 152; Laviolette, 136; Lotbinière, 400; Maskinongé, 80; Matane, 79; Matapédia, 1; Montmagny-L'Islet, 116; Montmorency, 70; Orford, 44; Papineau, 109; Pontiac, 8; Portneuf, 150; Richelieu, 69; Richmond, 21; Rimouski, 91; Rivière-du-Loup, 82; Roberval, 17; Rousseau, 30; Rouyn-Noranda, 31; Saguenay, 54; St-Jean, 74; St-Maurice, 298; Salaberry-Soulanges, 6; Shefford, 206; Sherbrooke, 180; Verchères, 65.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28

Sommaire des garanties d'emprunts

(en milliers de dollars)

	1996		1995	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		16 167 772		16 325 108
En monnaie des États-Unis	9 827 701 \$US	13 343 238	9 058 072 \$US	14 211 196
En monnaie de la Suisse	811 500 FS	745 437	1 121 200 FS	730 196
En monnaie de l'Allemagne	1 869 165 DM	1 447 603	1 909 135 DM	1 338 991
En monnaie du Japon	33 450 000 ¥	382 403	43 450 000 ¥	304 700
En monnaie de la Grande-Bretagne	600 000 £	1 262 180	675 000 £	1 473 586
En unité de compte européen	125 000 ECU	156 897	125 000 ECU	156 897
En monnaie des Pays-Bas	30 000 FL	18 799	60 000 FL	28 199
En monnaie de la France	1 000 000 FF	209 188	1 000 000 FF	209 188
		33 733 517		34 778 061
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		27 441		31 169
En monnaie des États-Unis	2 068 175 \$US	2 819 894	1 953 175 \$US	2 732 492
En monnaie de l'Allemagne	15 000 DM	12 680	15 000 DM	12 680
En monnaie de la Belgique	1 000 000 FrB	43 145	1 000 000 FB	44 523
En monnaie du Japon	96 900 000 ¥	1 382 342	53 000 000 ¥	716 253
		4 285 502		3 537 117
Total avant fonds d'amortissement		38 019 019		38 315 178
Moins: Fonds d'amortissement		347 213		403 383
Total		37 671 806		37 911 795

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10,75	CY	1 969
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10,25	DG	120 000
" " "	1979-05-15	1200-79	10,25	DGA	140 000
" " "	1979-07-24	1932-79	10,25	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
" " "	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10,75	DM-2	135 000
" " "	1979-12-20	3284-79	10,75	DMA	135 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
" " "	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11,75	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13,25	EA	185 000
2000-12-14	1980-12-14	3776-80	13,25	ED-1	84 500
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15,75	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17,5	EL-1	127 762
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15,75	EZ-2	46 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13	FF-2	67 000
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13,25	EA-1	125 000
" " "	1984-03-30	654-84	13,25	EA-2	50 000
" " "	" " "	655-84	13,25	EA-3	50 000
" " "	" " "	939-84	13,25	EA-4	50 000
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12,25	FT-2	50 000
" " "	1985-02-06	126-85	12,25	FT-2	153 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11,25	GC-2	100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9,5	GG	150 000
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9,25	GI	150 000
1996-12-02	1986-12-02	1723-86	9,25	GP	565 000
" " "	" " "	1890-86	9,25	GP	
" " "	" " "	88-87	9,25	GP	
" " "	" " "	246-87	9,25	GP	
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9,25	GN	3 500
2007-02-18	" " "	" "	9,75	GO	33 000
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9	GS	150 000
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9,75	GU-1	120 000
" " "	1988-02-17	174-88	9,75	GU-1	158 000
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10,25	GU-2	205 000
" " "	1988-02-17	174-88	10,25	GU-2	192 000
" " "	1989-01-16	118-89	10,25	GU-2	380 000
" " "	" " "	577-89	10,25	GU-2	240 000
" " "	1990-01-16	137-90	10,25	GU-2	100 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada (suite)					
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11,25	GZ	100 000
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10,75	HA	365 000
" " "	1989-02-01	577-89	10,75	HA	235 000
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11	HC	500 000
2011-09-26	1989-09-26	1523-89	10	HF	450 000
2019-11-22	1989-11-22	1755-89	10	HG	100 000
2020-08-15	1990-08-15	1142-90	11	HL	675 000
" " "	" " "	1382-90	11	HL	
" " "	" " "	1782-90	11	HL	
" " "	1991-02-15	138-91	11	HL	235 000
" " "	1991-08-15	1143-90	nul	HM	137 107 (A)
" " "	" " "	280-91	nul	HM	
2010-08-16	1990-08-16	1144-90	nul	HN	61 019 (B)
2000-10-10	1990-10-10	1382-90	11,25	HO	475 000
" " "	" " "	138-91	11,25	HO	
2000-10-30	1990-10-30	1555-90	7,125	HP	74 018 (C)
2001-03-08	1991-03-08	187-91	10,625	HU	300 000
2020-08-15	1991-08-15	1109-91	11	HL	200 000
2001-07-25	1991-07-25	933-91	10,875	HW	
" " "	" " "	934-91	10,875	HW	1 100 000
2021-10-15	1991-10-15	933-91	10,5	HX	
" " "	" " "	1321-91	10,5	HX	1 100 000
2022-07-15	1992-07-15	1522-91	9,625	IC	
" " "	" " "	937-92	9,625	IC	1 200 000
" " "	" " "	1857-92	9,625	IC	
" " "	" " "	155-93	9,625	IC	500 000
" " "	" " "	156-93	9,625	IC	200 000
" " "	1995-08-31	1124-95	9,625	IC	50 000
1998-04-01	1992-12-16	1781-92	8,5	ID	150 000
2003-02-01	" " "	1782-92	9	IE	100 000
1996-09-15	1993-07-20	1011-93	6,75	IG	225 000
2031-02-26	1993-07-27	1047-93	6,75	IH	231 410 (D)
2020-01-10	1993-07-27	1048-93	10,25	II	169 041 (E)
2000-10-15	1993-12-22	1851-93	7	IL	200 000
2004-06-01	1994-01-25	1857-92	7	IM	1 000 000
" " "	" " "	157-94	7	IM	
2005-08-15	1995-06-30	907-95	8,5	IR	350 000
" " "	1995-08-31	1125-95	8,5	IR	100 000
" " "	1995-12-22	1681-95	8,5	IR	150 000
					16 167 772

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

- (A) 1 729 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 10,587 % à 10,964 %.
 (B) 282 500 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 10,97 %.
 (C) 89 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 11,824 %.
 (D) 190 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 8,959 %.
 (E) 150 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 8,959 %.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$US	
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8,75	DC	2 825	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9,25	DF	50 872	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13,375	FG-2	17 614	
" " "	1983-12-15	1843-83	13,25	FL-2	30 351	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11,75	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8,875	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8,25	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
1996-08-21	1986-08-21	1255-86	8,175	GJ	72 000	
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8,25	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,7	GV	79 039	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9,75	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9,75	HB	150 000	
2029-06-15	1989-06-15	44-89	8,625	HE	250 000	
" " "	" " "	913-89	"	HE		
2029-12-01	1989-12-01	44-89	8,5	HH	500 000	
" " "	" " "	1819-89	"	HH		
2030-04-15	1990-04-15	485-90	9,375	HK	500 000	
" " "	" " "	486-90	"	HK		
2000-04-27	1990-04-27	488-90	Flottant	HJ	200 000	
2030-11-15	1990-11-15	1381-90	9,5	HQ	500 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HQ		
" " "	" " "	1586-90	"	HQ		
2021-02-01	1991-02-01	1381-90	9,4	HS	900 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HS		
" " "	" " "	139-91	"	HS		
2001-03-07	1991-03-07	186-91	9	HT	300 000	
2022-01-15	1992-01-30	1522-91	8,4	HY		
" " "	" " "	53-92	"	HY	1 000 000	
2001-11-15	1992-04-15	561-92	8,35	IA	100 000	
2002-05-20	1992-05-20	679-92	8,625	IB	500 000	
2003-02-01	1993-02-03	1522-91	7,375	IF	500 000	
" " "	" " "	1857-92	"	IF		
" " "	" " "	45-93	"	IF		
2013-02-01	1993-02-03	1522-91	8	IF	1 000 000	
" " "	" " "	1857-92	"	IF		
" " "	" " "	45-93	"	IF		
2005-10-01	1993-10-01	1344-93	Flottant	IJ	200 000	
1999-04-15	1994-04-15	484-94	Flottant	IN	475 000	
2024-07-07	1994-07-07	265-94	8,05	IO	1 000 000	
" " "	" " "	991-94	"	IO		
" " "	1995-03-10	275-95	"	IO		
2000-07-27	1995-07-27	999-95	Flottant	IS	100 000	
					9 827 701 (1)	13 343 238 (1)

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 850 000 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 1 104 836 en monnaie du Canada.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				FS	
2002-05-25	1987-05-25	667-87	5	180 000	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5	96 500	
2000-02-06	1990-02-26	155-90	7,25	200 000	
2000-04-27	1990-04-27	484-90	7,5	100 000	
2001-05-21	1991-05-21	638-91	6,75	150 000	
1998-02-27	1996-02-27	189-96	2,5	85 000	
				811 500 (2)	745 437 (2)
(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 715 725 en monnaie de la Suisse pour un équivalent de 635 660 en monnaie du Canada.					
En monnaie de l'Allemagne				DM	
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5,5	103 000	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	122 385	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6,75	288 000	
2000-04-25	1990-04-25	487-90	Flottant	500 000	
2001-05-07	1991-05-07	563-91	8,625	600 000	
1997-12-18	1995-06-29	858-95	5,39	150 000	
2006-03-20	1996-03-20	321-96	Flottant	105 780	
				1 869 165 (3)	1 447 603 (3)
(3) Y compris des contrats d'échange de devises de 1 240 121 en monnaie de l'Allemagne, pour un équivalent de 888 712 en monnaie du Canada, plus un contrat d'échange de devises de 105 780 en monnaie de l'Allemagne pour un équivalent de 72 927 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 99 414 en monnaie du Canada au 31 mars. De plus, le solde de la dette est couvert par des contrats d'achat de devises de 675 000 en monnaie de la France, pour un équivalent de 165 603 en monnaie du Canada à déboursier avec une couverture à recevoir de 182 655 en monnaie du Canada ainsi que de 67 300 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 133 268 en monnaie du Canada à déboursier avec une couverture à recevoir de 140 024 en monnaie du Canada.					
En monnaie du Japon				¥	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,2	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5,5	10 000 000	
2001-01-31	1991-01-31	71-91	6	8 000 000	
2005-08-23	1995-08-23	1096-95	Flottant	5 000 000	
				33 450 000 (4)	382 403 (4)
(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 33 450 000 en monnaie du Japon pour un équivalent de 382 403 en monnaie du Canada.					
En monnaie de la Grande-Bretagne				£	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12,75	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	
2015-03-08	1990-03-08	247-90	12,625	150 000	
2001-04-17	1991-04-17	479-91	11,25	100 000	
1998-12-09	1993-12-09	1586-93	6,5	200 000	
				600 000 (5)	1 262 180 (5)
(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 300 000 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 602 678 en monnaie du Canada, plus un contrat d'échange de devises de 150 000 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 254 850 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 347 412 en monnaie du Canada au 31 mars.					
En unité de compte européen				ECU	
1999-07-06	1989-07-06	840-89	9,25	125 000 (6)	156 897 (6)
(6) Y compris des contrats d'échange de devises de 125 000 en unité de compte européen pour un équivalent de 156 897 en monnaie du Canada.					
En unité des Pays-Bas				FL	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11,125	30 000 (7)	18 799 (7)
(7) Y compris des contrats d'échange de devises de 45 000 en monnaie des Pays-Bas pour un équivalent de 28 199 en monnaie du Canada.					
En monnaie de la France				FF	
2002-04-02	1992-04-02	368-92	9	1 000 000 (8)	209 188 (8)
(8) Y compris des contrats d'échanges de devises de 1 000 000 en monnaie de la France pour un équivalent de 209 188 en monnaie du Canada.					

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis et autres monnaies	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
En monnaie du Canada et des États-Unis et autres monnaies				
Autres emprunts				
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:				
a)	En vertu des décrets 2361-81, 1501-83, 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1,75 %, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le "prime rate" de la Chase Manhattan Bank de New York, pour des termes ne dépassant pas un (1) an au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 en monnaie du Canada.			
			27 441	27 441
	Au 31 mars, le solde dû en capital est de			
b)	En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86, 1426-87 1554-90, 1781-90, 1110-91, 1062-92 et 990-94 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas, 3 000 000 en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en dollars canadiens pour des billets payables en autres monnaies ou monnaies composées. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable et viennent à échéance à neuf mois ou plus de leur date d'émission.			
	\$US	1 608 175	2 192 264	2 192 264
	Au 31 mars, le solde dû en capital est de			
	En vertu des décrets 1850-93 et 1763-94 autorisant l'émission de billets à moyen terme, en Europe ou ailleurs, ne dépassant pas 2 000 000 en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en autres monnaies. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable et viennent à échéance à un mois ou plus de leur date d'émission.			
	Au 31 mars, les emprunts utilisés sont les suivants y compris des contrats de devises s'y rapportant:			
	\$US	60 000	82 350	82 350
	DM	15 000	12 680	12 680
	FrB	1 000 000	43 145	43 145
	Yen	96 900 000	1 382 342	1 382 342
Montants à reporter		3 712 781	27 441	3 740 222

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis et autres monnaies	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
En monnaie du Canada et des États-Unis et autres monnaies (suite)				
Autres emprunts (suite)				
Montants reportés		3 712 781	27 441	3 740 222
c) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement #415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 en monnaie des États-Unis. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série "GL", l'intérêt est payable semestriellement. À compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	\$US 400 000	545 280		545 280
		4 258 061	27 441	4 285 502
Total avant fonds d'amortissement				38 019 019
Moins: fonds d'amortissement				347 213 (1)
				<u>37 671 806</u>

(1) Comprenant 343 410 en monnaie du Canada, 109 en monnaie du Canada représentant l'équivalent d'un montant de 80 en monnaie des États-Unis et 3 694 en monnaie du Canada représentant l'équivalent canadien d'un montant de 4 000 en monnaie de l'Allemagne.

Régie de l'assurance-maladie du Québec
L.R.Q., c. R-5, a. 28

(en milliers de dollars)

	1996	1995
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement, en capital et intérêts, de tout emprunt de la Régie.		
En vertu du décret 1427-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission d'obligations, pour une valeur nominale de 16 000 en monnaie du Canada au taux de 10,875 % échéant le 30 septembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		<u>12 400</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débetures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 en monnaie du Canada.

Le solde du principal de ces débetures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1996	1995 (Redressé)
1995-06-15	1971-06-15	2222-71	8,75	B		7 250
1997-09-01	1979-09-01	2996-71	9	C	7 250	7 250
1997-05-15	1975-05-15	1710-75	10,25	E	10 000	10 000
1998-02-16	1976-02-16	384-76	10,75	F	8 000	18 000
					25 250	42 500

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 en monnaie des États-Unis au taux annuel de 11,00 % échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82 %, d'une valeur nominale de 29 412 en monnaie du Canada, au taux effectif de 11,15 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

28 524

27 994

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 en monnaie de la Suisse dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1^{er} novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597 % et viennent à échéance le 1^{er} novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt au taux d'intérêt de 7,6 %, d'une valeur nominale de 84 500 en monnaie des États-Unis, au taux effectif de 11,042 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 83 en monnaie des États-Unis.

115 916

Sibec (suite)
L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

	1996	1995
		(Redressé)
En vertu du décret 172-92, le gouvernement du Québec a approuvé deux (2) emprunts à terme au montant de 12 500 en monnaie du Canada chacun, à taux flottant et venant à échéance le 14 février 1997. Ces prêts sont remboursables par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
	53 524	168 910
	78 774	211 410
Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions".	(40 519)	(84 836)

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8, a. 26

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1454-92, 1783-92, 1408-93 et 438-95 le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, venant à échéance le 31 mars 1996.	812	43 490
Moins: Montant inscrit aux crédateurs pour la "Construction de la route du Nord".		40 059
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	812	3 431

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D" d'une valeur nominale globale de 30 000 en monnaie du Canada, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05 %, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		29 413
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt de 1 190 000 en monnaie du Japon auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6 % l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,88 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500
En vertu du décret 371-89, la Société a contracté un emprunt de 3 810 000 en monnaie du Japon auprès de "The Taiyo Mutual Life Insurance Company", au taux de 5,5 % l'an payable semestriellement les 22 mars et septembre de chaque année et échéant le 22 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 10,84 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		35 586
En vertu du décret 1821-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "G", d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 1 ^{er} décembre 1989 et portant intérêts au taux de 10 % l'an et échéant le 1 ^{er} décembre 1999.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1046-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "H", d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 27 juillet 1990, portant intérêts au taux de 11,50 % l'an et échéant le 27 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société de développement industriel du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1996	1995
En vertu du décret 1284-90, la Société a contracté un emprunt de 50 000 en monnaie des États-Unis auprès de la "Westdeutsche Landesbank" au taux Libor plus 0,625 % (8,0625 %) daté du 13 septembre 1990 et échéant le 13 septembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux effectif A.B. plus 0,1425 % (13,1225 %) l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		57 450
En vertu des décrets 1339-90, 1340-90, 1341-90 et 1342-90, la Société a contracté un emprunt de 7 000 000 en monnaie du Japon de la "Norinchukin Bank" au taux de 8,35 % l'an daté du 28 septembre 1990 et échéant le 28 septembre 1995.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 50 725 en monnaie des États-Unis au taux libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux A.B. plus 3 points de base soit un taux effectif de 12,60 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		59 170
En vertu des décrets 322-91 et 323-91, la Société a contracté un emprunt de 40 000 en monnaie des États-Unis auprès de la "Norinchukin Bank" au taux Libor à 6 mois plus 20 points de base, daté du 25 mars 1991 et échéant le 25 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux A.B. à 3 mois plus 0,34 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		45 991
En vertu du décret 533-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "I", d'une valeur nominale globale de 35 000 en monnaie du Canada, datées du 25 avril 1991, portant intérêt au taux préférentiel moyen majoré de 0,625 % et venant à échéance le 25 avril 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		35 000
En vertu des décrets 661-91 et 662-91, la Société a contracté un emprunt de 4 000 000 en monnaie du Japon auprès de "The Chiyoda Mutual Life Insurance Co." au taux de 7,25 % l'an, daté du 24 mai 1991 et échéant le 24 mai 1996.		
Deux contrats d'échange de devises et de taux sont rattachés à cet emprunt. L'un pour un montant global de 28 800 en monnaie des États-Unis au taux Libor (6 mois) plus 8 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux AB (3 mois) plus 16 points de base, soit un taux effectif de 9,69 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	33 301	33 301
	<u>143 801</u>	<u>406 411</u>

Société du Palais des congrès de Montréal
L.R.Q., c. S-14.1, a. 23

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 en monnaie des États-Unis auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited". Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13 % l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux de 9,96 % est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 en monnaie du Canada au taux effectif de 13,35 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 en monnaie du Canada, par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20 % payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		9 000
En vertu du décret 281-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie de l'Allemagne, au taux Libor à 3 mois plus 12,5 points de base, datés du 14 mars 1991 et échéant le 14 mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un au montant global de 34 083 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 21,5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,5 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		39 288
	<u>32 500</u>	<u>80 788</u>

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1996	1995
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "B" d'une valeur nominale de 50 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 12 juin 1986, échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50 % l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15 % jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 245	10 245
En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt de 5 800 000 en monnaie du Japon auprès de "Sumitomo Life Insurance Company" et de "The Sumitomo Bank Limited", échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40 % l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêt est de 9,72 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 801-86 complété par le décret 119-89, la Société a contracté des emprunts		
- par l'émission et la vente d'obligations de série "A" pour une valeur nominale de 40 800 en monnaie du Canada. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portent intérêts au taux de 10,3025 % payables annuellement.		
- par l'émission d'un billet de 7 440 000 en monnaie du Japon auprès de "Nippon Life Insurance Company" et de "The Sanwa Bank Limited" en date du 27 août 1985 au taux de 7,40 % l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises pour un montant de 40 800 en monnaie du Canada dont le taux effectif d'intérêt est de 12,31 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		48 960
En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "D" d'une valeur nominale de 50 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1996	1995
En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "E" d'une valeur nominale de 75 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 428	59 428
En vertu du décret 841-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'obligations de série "F" d'une valeur nominale de 150 000 en monnaie du Canada. Les obligations du 16 juin 1989, échéant le 16 juin 2014, portent intérêts au taux de 10,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 282-91 complété par les décrets 283-91 et 284-91, la Société a contracté un emprunt par la vente et l'émission d'obligations pour une valeur globale de 200 000 en monnaie de la France au taux de 9,9 %, datées du 11 mars 1991 et échéant le 11 mars 1998.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 40 404 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 11 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,63 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 602	46 602
En vertu du décret 1492-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "H" d'une valeur nominale de 45 000 en monnaie du Canada, au taux effectif de 9,26 % et venant à échéance le 25 mars 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		45 000
	<u>361 275</u>	<u>455 235</u>

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, a. 15

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625 %, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	<u>15 000</u>	<u>15 000</u>

Société québécoise d'assainissement des eaux
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		(Redressé)
En vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 en monnaie des États-Unis au taux de 9,2 % l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 12,58 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 500	37 500

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1996	1995
		(Redressé)
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 en monnaie du Japon, intérêts payables semestriellement au taux de 7,2 % et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,71 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 45 301 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		45 301
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 en monnaie du Japon, intérêts de 7,2 % payables semestriellement à compter du 14 avril 1986 et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,65 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 500 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		38 500
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 25 492 en monnaie des États-Unis, intérêts payables annuellement au taux de 8,8653 % et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,57 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 800 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		38 800
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 en monnaie du Japon, portant intérêts au taux de 6,6 % payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 en monnaie du Japon, portant intérêts au taux de 6 % payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	19 500
En vertu du décret 1190-88, la Société a contracté, le 15 août 1988, un emprunt par billet série "U", d'un montant de 37 200 en monnaie des États-Unis, au taux de 9,50 % l'an, échéant le 15 août 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,26 % l'an est rattaché à cet emprunt non remboursable par anticipation		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		45 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1996	1995 (Redressé)
En vertu du décret 1210-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "X" d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 31 juillet 1989, portant intérêts au taux de 10,20 % payable semi-annuellement et venant à échéance le 31 juillet 2014.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1459-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "Y" d'une valeur nominale globale de 150 000 en monnaie du Canada, datés du 19 septembre 1989, portant intérêts au taux de 10,25 % payable annuellement et venant à échéance le 19 septembre 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 717-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "Z" d'une valeur nominale globale de 125 000 en monnaie de la Suisse au taux de 7,5 % l'an, datées du 15 juin 1990 et échéant le 15 juin 2000.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 87 399 en monnaie des États-Unis au taux Libor moins 0,105, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 12,68 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 327	102 327
En vertu du décret 1545-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "AA" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 12 % l'an, datées du 8 novembre 1990 et échéant le 8 novembre 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 1719-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AB" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 11,625 % l'an datés du 28 décembre 1990 et échéant le 28 décembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		100 000
En vertu du décret 33-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AC" d'une valeur nominale globale de 40 000 en monnaie des États-Unis, au taux Libor plus 0,125 % l'an échéant le 23 janvier 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,45 % est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		46 540

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1996	1995
		(Redressé)
En vertu des décrets 69-91 et 70-91, la Société a contracté un emprunt auprès de la "Taiyo Mutual Life Insurance Co." par l'émission et la vente d'un billet série "AD" de 3 000 000 en monnaie du Japon au taux de 8 % l'an, daté du 31 janvier 1991 et échéant le 31 janvier 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 22 091 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,98 % semi-annuel.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		25 604
En vertu des décrets 189-91, 190-91 et 191-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AE" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie de la Suisse au taux de 7,25 % l'an, datés du 1 ^{er} mars 1991 et échéant le 1 ^{er} mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 79 043 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 0,25, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 11,388 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		91 911
En vertu des décrets 192-91, 193-91 et 194-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AF" au montant global de 150 000 en monnaie de l'Allemagne au taux Libor à 6 mois plus 30 points de base (9,13 %) datés du 6 mars 1991 et échéant le 6 mars 2001.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 102 810 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 38 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,795 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	119 054	119 054
En vertu du décret 361-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AG" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,70 % l'an, datées du 28 mars 1991 et échéant le 28 mars 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 424-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en deux tranches pour une valeur globale de 50 000 en monnaie des États-Unis au taux inter-banques de l'Eurodollar américain sur le marché de Londres (Libor) majoré de 0,22 % l'an et en deux séries comme suit:		
série "AH" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 30 000 en monnaie des États-Unis (34 668 000 \$ en monnaie du Canada)		
série "AI" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 20 000 en monnaie des États-Unis (23 112 000 \$ en monnaie du Canada)		

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1996	1995 (Redressé)
Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt pour un montant global de 57 780 en monnaie du Canada et faisant l'objet du décret 425-91.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 780	57 780
En vertu du décret 1342-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AJ" d'une valeur nominale globale de 160 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,6 % l'an, datées du 10 octobre 1991 et échéant le 10 octobre 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	80 000	80 000
En vertu du décret 1061-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AK" d'une valeur nominale globale de 150 000 en monnaie du Canada, au taux de 9 % l'an, daté du 23 juillet 1992 et échéant le 23 juillet 2002.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1737-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AL" d'un montant de 10 000 000 en monnaie du Japon, au taux de 5,59 % l'an, daté du 15 décembre 1992 et échéant le 16 décembre 2002.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux effectif de 9,40 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 501	102 501
En vertu du décret 111-88, la Société a prorogé un emprunt contracté, par l'émission et la vente d'obligations série "SS" d'une valeur nominale globale de 148 836 en monnaie du Canada, au taux de 10,25 % l'an, datées du 11 février 1993 et échéant le 11 février 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	148 836	148 836
En vertu du décret 1046-93, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligation Série "AN" d'une valeur nominale globale de 125 000 en monnaie du Canada au taux de 8,125 % l'an, datées du 11 août 1993 et échéant le 11 août 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	125 000	125 000
En vertu du décret 1220-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AP" d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,00 % l'an, datés du 25 août 1994 et échéant le 25 août 2004.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	100 000	100 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1996	1995 (Redressé)
En vertu du décret 1235-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AQ" d'un montant de 3 500 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,60 % l'an, datés du 31 août 1994 et échéant le 31 août 2001. Un contrat d'échanges de devises en monnaie du Canada, au taux de 9,925 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	49 176	49 176
En vertu du décret 1725-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AR" d'un montant de 5 000 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,90 % l'an, daté du 15 décembre 1994 et échéant le 15 décembre 2004. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 9,878 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	69 832	69 832
En vertu du décret 100-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AS" d'un montant de 3 500 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,85 % l'an, datés du 2 février 1995 et échéant le 2 février 2002. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, ramenant le taux à 10,292 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	49 926	49 926
En vertu du décret 225-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AT" d'un montant de 71 500 en monnaie des États-Unis, daté du 1 ^{er} mars 1995 et échéant le 1 ^{er} mars 2005. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, ramenant le taux à 9,6688 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	100 000	100 000
En vertu du décret 960-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets à taux variables série "AU" et "AV" pour une valeur nominale totale de 50 000 000 \$ en monnaie des États-Unis se répartissant comme suit: série AU: \$US30 000 000; série AV: \$US20 000 000.		
Un contrat d'échange de taux d'intérêts et de devises en monnaie du Canada est rattaché à chacune de ces émissions ramenant le taux effectif à 7,8423 %, payable semi-annuellement et venant à échéance le 18 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	68 625	

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1996	1995
		(Redressé)
En vertu du décret 1155-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "AW" d'une valeur nominale de 150 000 000 de Deutsche Mark.		
Un contrat d'échange de taux d'intérêts et de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, ramenant le taux effectif à 9,3031 %, payable semi-annuellement et venant à échéance le 12 septembre 2005.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	143 788	
En vertu du décret 89-96, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AZ" d'une valeur nominale de 100 000 000 \$ en monnaie du Canada, au taux effectif de 7,2265 %, payable annuellement et venant à échéance le 7 août 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	100 000	
	2 048 845	2 168 088
Moins: montant inclus dans les engagements financiers dans le cadre du programme de l'assainissement des eaux - déduction faite de la provision inscrite à cette fin aux États financiers en 1996: 1 900 704 - 115 024 (en 1995: 1 885 374 - 130 847).	1 785 681	1 754 527
	<u>263 164</u>	<u>413 561</u>
Montant inscrit au passif - "Provision pour financer l'assainissement des eaux".	<u>(115 024)</u>	<u>(130 847)</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Étudiants

L.R.Q., c. A-13.3, a. 65

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Conformément au chapitre A-13.3 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts autorisés est de	<u>2 745 576</u>	<u>2 446 939</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(159 263)</u>	<u>(141 926)</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS (suite)**Fonds d'aide à l'entreprise**

(en milliers de dollars)

	1996	1995
		(Redressé)
Conformément au chapitre M-30, a.3.24 des Lois refondues du Québec, le ministre délégué aux Affaires régionales doit, entr'autres, élaborer et proposer au Gouvernement, une politique en matière de développement régional et mettre en oeuvre cette politique.		
Cette politique doit viser à favoriser l'amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles des diverses régions du Québec.		
En vertu du décret 1448-92, le ministre délégué aux Affaires régionales est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, les prêts consentis, en exécution de la convention de services bancaires avec les institutions financières participantes aux entreprises répondants aux conditions et exigences requises.		
Au 31 mars, le solde des prêts garantis autorisés est de	<u>58 024</u>	<u>40 000</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(21 246)</u>	<u>(16 000)</u>

Pêcheurs

L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1996	1995
		(Redressé)
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 en monnaie du Canada, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50 % des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde des prêts garantis autorisés est de	<u>51 829</u>	<u>53 703</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(3 778)</u>	<u>(6 446)</u>

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20 et 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 en monnaie du Canada, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires et conformément aux articles 6.1 et 6.2 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 en monnaie du Canada pour garantir le remboursement des prêts consentis aux pêcheurs ou personnes, sociétés ou organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1996	1995
Corporations exerçant des activités similaires:						
Société des Pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85 1548-89	13,5		3 772
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford Mines	1996	1986-07-25	862-86	Flottant		17
Complexe Serricole Drummond Inc.	1997	1992-09-17	1605-91	"	640	640
SOQUIA (Cofranca Import-Export Inc.)	1993	1992-06-03	419-92 777-92	"		250
La Société de Promotion de l'Industrie des Courses de Chevaux (SPICC) Inc	2001	1993-12-20	1736-93	8,53	2 966	3 415
" " " " " " "	1995	1995-03-20	51-95	Flottant	3 200	3 200
Les Pêcheries Marinard Ltée	1997	1994-01-19	799-93	"	1 200	150
Aide financière pour l'achat de poisson étranger (Madelipêche Inc.)	1997	1995-08-07 1996-02-07	846-95 "	Flottant "	612 90	
Au 31 mars, le solde des prêts autorisés est					8 708	11 444
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.						
Au 31 mars, le solde autorisé est de					(635)	(1 374)

Travailleurs (formation professionnelle)

(en milliers de dollars)

	1996	1995
(Redressé)		
Conformément au chapitre M-19-1, a.3 des Lois refondues du Québec, le ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, responsable du Programme de développement de la Main-d'oeuvre doit, entre autres, élaborer et proposer au Gouvernement des programmes relatifs à la protection et au développement de l'emploi.		
En vertu du décret 798-92, le Gouvernement a autorisé le Ministre à se porter caution des prêts consentis, en exécution de la convention de services bancaires avec la Caisse Centrale Desjardins, aux candidats admissibles au programme d'aide financière à la formation professionnelle des Travailleurs (ses) (SPRINT) et au programme d'aide de Soutien à l'Emploi Autonome (SEA)		
Au 31 mars, le solde des prêts autorisés est de		23 367
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de		(4 717)

CAUTIONNEMENTS**Société de développement industriel**
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Conformément aux articles 7 et 46 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement cautionne la Société concernant le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant des prêts approuvés ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde autorisé des garanties d'emprunts accordées par la Société et cautionnées par le Gouvernement est de	<u>767 830</u>	<u>592 070</u>
Actifs garantis par le Gouvernement.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>1 300 788</u>	<u>1 435 823</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(465 789)</u>	<u>(463 615)</u>

Société de développement des entreprises culturelles
L.Q., 1994, c. 21

(en milliers de dollars)

	1996	1995
Conformément aux articles 17, 18, 23, 25 et 56 de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles et des décrets 1346-94 et 420-95, le Gouvernement cautionne la Société concernant le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant des prêts approuvés ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde autorisé des garanties d'emprunts accordées par la Société et cautionnées par le Gouvernement est de	<u>29 002</u>	<u>27 481</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(1 010)</u>	<u>(550)</u>

CAUTIONNEMENTS (suite)**Société d'habitation du Québec**

L.R.Q., c. S-8

(en milliers de dollars)

	<u>1996</u>	<u>1995</u>
Conformément aux articles 3 et 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, le Gouvernement cautionne la Société concernant le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant des prêts approuvés ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde autorisé des garanties d'emprunts accordées par la Société et cautionnées par le Gouvernement est de	<u>470 747</u>	<u>387 493</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(19 628)</u>	<u>(23 677)</u>

Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec)

L.R.Q., c. S-22.01

(en milliers de dollars)

	<u>1996</u>	<u>1995</u>
Conformément aux articles 18, 22 et 23 des Lois refondues du Québec et du C.T. 185046 du 19 avril 1994, le gouvernement du Québec cautionne la Société concernant le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde autorisé de ces prêts est de	<u>6 493</u>	<u>4 558</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(2 500)</u>	<u>(1 139)</u>

Ministère des Finances



QMDF A 003978



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances